

CONSEIL COMMUNAL DU 19 FÉVRIER 2018
GEMEENTERAAD VAN 19 FEBRUARI 2018

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Vincent De Wolf, *Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter* ;
Patrick Lenaers, Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Jean Laurent, Rik Baeten, Aziz Es, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Eliane Paulissen, Bernard de Marcken de Merken, Jean-Luc Robert, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane,
Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Marie-Louise Servais, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Virginie Taittinger, Christian De Beco, Arnaud
Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Edoardo Traversa, Françoise de Halleux, Caroline Schickel,
Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden ;
Christian Debaty, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Françoise Bertieaux, André du Bus, Farida Tatou, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:10
Opening van de zitting om 20:10

Madame Colette N'Jomngang Fonkeu vote la première aux appels nominaux par ordre alphabétique.
Mevrouw Colette N'Jomngang Fonkeu wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

Secrétariat - Secretariaat

19.02.2018/A/0001 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 22.01.2018 – Approbation**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 22.01.2018 – Goedkeuring

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Marie-Rose Geuten entre en séance / treedt in zitting.

19.02.2018/A/0002 **Communication - 1) Arrêté du Bourgmestre - 2) Log'Iris S.A.**

1) Arrêté du Bourgmestre

Le Bourgmestre,

Vu les articles 133 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 1382 et 1384, alinéa 1 du Code Civil ;

Considérant que le branchement de l'avaloir situé au droit du 121 avenue de l'Etang est obstrué ;

Considérant qu'une importante quantité d'eau s'accumule sur la chaussée et sur le trottoir causant un danger pour la circulation et pour les habitations voisines (inondations, infiltrations) ;

Vu que la rue de l'Etang est une voirie régionale (1er janvier 1989) ;

Considérant qu'il incombe dès lors à la Région, gestionnaire de la voirie, d'entretenir ladite voirie et de procéder aux réparations nécessaires ;

Vu les nombreux rappels à l'attention du Ministère de Bruxelles-Mobilité depuis août 2018, et la mise en demeure qui leur a été adressée par pli recommandé en date du 08 janvier 2018 ;

Vu l'absence de toute réaction de la part de la part de Bruxelles-Mobilité ;

Vu l'expiration du délai (26 janvier 2018) octroyé à Bruxelles-Mobilité pour faire cesser le sinistre ; que la Région est dès lors en défaut pour ne pas avoir pris toute mesure utile afin de rétablir la sécurité sur la voirie susmentionnée ;

ARRETE :

Article 1:

Ordre est donné à la société Eurovia Belgium, adjudicataire pour le compte de la commune d'Etterbeek dans le cadre des travaux de réfections de voiries de procéder dans les plus brefs délais au remplacement du raccordement de l'avaloir, situé au droit du 121 rue de l'Etang, vers l'égout public et toutes les sujétions nécessaires à la réfection du revêtement de la voirie.

Article 2:

Une fois les travaux réalisés, le Ministère de Bruxelles-Mobilité sera averti par pli recommandé du fait de ces travaux.

Une déclaration de créance du montant des travaux sera établie à l'attention de Bruxelles-Mobilité afin de récupérer les sommes dues.

Article 3 :

Le présent arrêté sera communiqué au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance.

Article 4 :

Conformément à l'article 19, alinéa 2 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête doit être transmise par envoi recommandé au Premier Président du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles. Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Fait à Etterbeek, le 31 janvier 2018

2) Log'Iris S.A.

Nous portons à votre connaissance que, par acte notarié signé ce 11 décembre 2017, la S.A. "Le Foyer Etterbeekois" a absorbé la S.A. "Le Foyer Koekelbergeois" et a modifié sa dénomination en "Log'Iris" S.A. au 01.01.2018.

Le Conseil prend connaissance.

A été ajouté à ce point en séance :

- Le Bourgmestre annonce la démission de Madame Christina KARKAN

- Le Bourgmestre informe les conseillers que les notes explicatives du Conseil communal sont dès à présent publiées sur le site internet communal. Une note sur la présence d'amiante dans les bâtiments communaux a également été ajoutée sur le site de la commune.

Mededeling - 1) Besluit van de burgemeester - 2) Log'Iris nv

1) Besluit van de burgemeester

2) Log'Iris nv

Wij delen u mee dat de nv "De Etterbeekse Haard" de nv "De Koekelbergse Haard" heeft overgenomen bij notariële akte ondertekend op 11 december 2017 en haar naam heeft veranderd in "Log'Iris" nv op 01.01.2018.

De raad neemt kennis.

Werd toegevoegd aan dit punt tijdens de zitting:

- De burgemeester kondigt het ontslag van mevrouw Christina KARKAN aan.

- De burgemeester informeert de raadsleden dat de toelichtende nota's van de gemeenteraad voortaan gepubliceerd worden op de gemeentelijke website. Er werd ook een nota in verband met de aanwezigheid van asbest in de gemeentegebouwen toegevoegd aan de website van de gemeente.

19.02.2018/A/0003 **Conseil communal – Délégations et mandats – «Agence immobilière sociale d'Etterbeek» - "A.I.S. Etterbeek" – Démission d'un membre (Mme Chantal HOORNAERT) – Remplacement (M. Robby REYNAERT)**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du conseil communal du 25.03.2013 désignant les membres de droit de l'agence immobilière sociale d'Etterbeek ;

Attendu que Madame Chantal Hoornaert est démissionnaire de sa qualité d'administrateur de la commune d'Etterbeek au sein de l'agence immobilière sociale d'Etterbeek et qu'il convient dès lors de la remplacer dans son mandat ;

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

DESIGNE

Monsieur Robby Reynaert, en qualité d'administrateur de la commune d'Etterbeek au sein de l'agence immobilière sociale d'Etterbeek.

Cette désignation vaut jusqu'à la fin de la présente législature et annule toute désignation antérieure.

Décision prise par scrutin secret. Le Conseil approuve le projet de délibération.

31 votants : 29 votes positifs, 2 abstentions.

Gemeenteraad – Afvaardigingen en mandaten – "Sociaal verhuurkantoor van Etterbeek" - "S.V.-Etterbeek" – Ontslag van lid (mv. Chantal HOORNAERT) – Vervanging (dhr. M. Robby REYNAERT)

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 25.03.2013 tot benoeming van de leden van rechtswege van het sociaal verhuurkantoor van Etterbeek;

overwegende dat mevrouw Chantal Hoornaert ontslag neemt uit zijn ambt van bestuurder van de gemeente Etterbeek binnen het sociaal verhuurkantoor van Etterbeek en dat het bijgevolg aangewezen is om hem in zijn mandaat te vervangen;

gelet op artikel 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

BENOEMT

de heer Robby Reynaert tot bestuurder van de gemeente Etterbeek binnen het sociaal verhuurkantoor van Etterbeek.

Deze benoeming blijft van kracht tot aan het einde van deze legislatuur en doet elke vorige aanstelling teniet.

Besluit bij geheime stemming. De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 29 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Edoardo Traversa entre en séance / treedt in zitting.

Affaires générales - Algemene Zaken

19.02.2018/A/0004 **Règlement relatif à l'octroi de primes communales pour l'audit énergétique, l'isolation (toit, murs, sol) et la chaudière pour des habitations situées sur le territoire d'Etterbeek (2018 et 2019).**

Le Conseil,

Considérant qu'à Bruxelles, le logement, de par sa grande densité, est le principal responsable des émissions de CO₂ ;

Considérant que le Conseil communal a approuvé le Plan d'action de l'A21L en date du 29 novembre 2010, reprenant l'axe 11 'Energie' visant entre autre à accroître la part des sources d'énergie renouvelables dans le bilan énergétique global et à sensibiliser la population à la réduction de la consommation d'énergie ;

Considérant les primes incitatives accordées par Bruxelles Environnement - Institut bruxellois de gestion de l'environnement (ci-après IBGE) en vue d'encourager les installations permettant la réduction de la consommation d'énergie ;

Considérant que depuis janvier 2012, les installations en vue d'économiser l'énergie ne sont plus déductibles fiscalement, que la législation des primes régionales est chaque année renforcée et qu'il nous semble opportun de mettre tout en œuvre pour inciter les citoyens à investir dans cette voie ;

Considérant que pour rappel, des primes 'Energie' ont été octroyées par la commune :

- entre le 1^{er} janvier 2008 et le 31 mars 2010 : pour l'installation de chauffe-eau solaires, de panneaux photovoltaïques et de toitures vertes
- entre le 1^{er} janvier 2012 et le 31 décembre 2013 : pour l'audit énergétique, la chaudière et le chauffe-eau solaire ;
- entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2016 : pour l'audit énergétique, la chaudière, l'isolation du toit et le chauffe-eau solaire ;
- entre le 1^{er} janvier 2016 et le 31 décembre 2017 : pour l'audit énergétique, la chaudière, l'isolation du toit, l'isolation des murs et l'isolation du sol.

Considérant que plus de 80 dossiers de primes ont été traités en 2016 et 2017 pour un montant avoisinant les 17.500€ et que la chaudière est la prime la plus sollicitée suivie de la prime pour l'isolation du toit ;

Considérant qu'une attention particulière est apportée pour 2018 par la Région pour l'isolation de la toiture avec une augmentation des montants de la prime B1 ;

Considérant que suite à une concertation avec l'asbl Habitat et rénovation, il semble opportun de conserver le même régime des primes que le règlement 2016-2017 et dont la prime B1 pour l'isolation du toit sera dès lors d'autant plus incitative ;

Considérant que l'accessibilité des primes régionales est également améliorée via l'allongement du délai pour introduire une demande de prime en passant de 4 mois à 12 mois ;

Considérant que cet allongement de la durée d'introduction des dossiers à la région aura des répercussions sur la date d'introduction des dossiers des primes communales et qu'il convient de s'engager après 2019, sous réserve des crédits disponibles, à liquider les dossiers tombant encore sous le régime du règlement de primes 2018-2019 ;

Attendu qu'un crédit de 15.000 € est prévu à l'article 922/331-01 du budget 2018 de la politique du logement pour faire face entre autres à ces dépenses ;

Attendu qu'un crédit sera proposé à l'article 922/331-01 au budget de 2019 et aux budgets suivant en vue de liquider les dossiers tombant encore sous le régime des primes 2018-2019 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

ARRETE :

Le renouvellement du règlement communal relatif à l'attribution de primes 'Energie' pour l'audit énergétique, l'isolation (toit, murs et sol) et la chaudière qui s'énonce comme suit :

REGLEMENT RELATIF A L'OCTROI DE PRIMES COMMUNALES POUR L'AUDIT ENERGETIQUE, L'ISOLATION (TOIT, MURS, SOL) ET LA CHAUDIERE POUR DES HABITATIONS SITUEES SUR LE TERRITOIRE D'ETTERBEEK (2018 et 2019) - RENOUVELLEMENT

Article 1

Dans les limites des crédits prévus annuellement à l'article 922/331-01 de la politique du logement, le Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Etterbeek accorde des primes pour encourager les travaux permettant de faire des économies d'énergie dans des logements situés sur le territoire de la commune.

Article 2

La prime Energie communale est obligatoirement cumulative à une prime attribuée par la Région via Bruxelles-Environnement. Elle ne peut donc être accordée que sur présentation préalable de la preuve de l'obtention d'une prime auprès de l'IBGE.

Article 3

Il est octroyé une prime communale complémentaire pour cinq primes "Energie" accordées par Bruxelles-Environnement selon le pourcentage suivant :

Prime pour l'**audit énergétique** = 50% de la prime A1 régionale
Prime pour l'**isolation du toit** = 10% de la prime B1 régionale
Prime pour l'**isolation des murs** = 10% de la prime B2 régionale
Prime pour l'**isolation du sol** = 10% de la prime B3 régionale
Prime pour la **chaudière** = 20% de la prime C1 régionale

Ces cinq primes peuvent se cumuler avec un plafond maximum de 400€ par logement durant la période de validité du présent règlement.

Article 4

La prime peut être cumulée à d'autres aides financières publiques, à condition que le montant des aides cumulées ne dépasse pas le coût des travaux. Si le montant des aides cumulées dépasse le coût des travaux, la prime n'est accordée qu'à concurrence du montant nécessaire au remboursement des travaux à 100%.

Article 5

La prime est octroyée à la personne physique qui met en œuvre les installations. Cette personne doit être titulaire d'un droit réel sur le bien concerné (propriétaire, copropriétaire, superficière, usufruitier, emphytéote ainsi que les locataires ayant un bail locatif enregistré et pour autant qu'ils soient domiciliés dans ladite habitation).

Dans le cas de travaux réalisés en copropriété, un tableau des quotités sera obligatoirement remis avec le formulaire de demande.

Article 6

1. La demande de prime doit être introduite 4 mois maximum après la date de réception de l'attestation d'accord de l'IBGE. Le demandeur de la prime communale doit être la même personne que le demandeur de la prime de l'IBGE.
2. Les travaux pris en compte sont ceux réalisés durant les années 2018 et 2019 (facturation en 2018 et en 2019).
3. Les travaux sont exécutés par un professionnel, dans les règles de l'art et le respect des normes en vigueur, notamment en matière d'urbanisme et d'environnement. Tous les travaux doivent être réalisés par un entrepreneur enregistré. Le bénéficiaire autorise la Commune d'Etterbeek à faire procéder sur place aux éventuelles vérifications utiles.
4. La demande de prime devra être encodée en ligne sur le site www.etterbeek.be ou adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins sur base du formulaire qui devra être dûment rempli et signé par le demandeur et être accompagné des documents suivants :
 - copie du courrier d'attestation d'octroi de la prime par l'IBGE ;
 - copie de la carte d'identité du demandeur. Pour les cartes d'identité électroniques, copie papier des informations reprises sur la puce ;
 - copie des différentes factures relatives à l'installation ;
 - tableau des quotités pour des travaux réalisés en copropriété.

Article 7

La prime sera liquidée en une seule fois, directement au demandeur, après que le Collège des Bourgmestres et Echevins en ait décidé l'octroi, compte tenu de la limite fixée dans le budget communal.

Au cas où le nombre de demandes excéderait le budget disponible pour l'année, la date de l'introduction du dossier complet servirait de critère d'attribution.

En cas d'épuisement des budgets réservés, la commune s'engage à en informer la population de manière la plus adéquate.

Article 8

Le demandeur déclare avoir pris connaissance du règlement et marque son accord avec celui-ci.

Au cas où les dispositions ci-avant devaient être interprétées ou appliquées à des cas non prévus explicitement, le Collège des Bourgmestres et Echevins est seul compétent pour trancher en la matière.

Article 9

Le présent règlement entre en vigueur à partir du 1er janvier 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Reglement voor de toekenning van gemeentelijke premies voor energieaudits, isolatie (dak, muren, vloer) en verwarmingsketels voor woningen gelegen op het grondgebied van de gemeente Etterbeek (2018 en 2019).

De gemeenteraad,

overwegende dat woningen in Brussel, van wege hun grote dichtheid, de voornaamste verantwoordelijke zijn van de uitstoot van CO₂;

overwegende dat de gemeenteraad op 29 november 2010 het actieplan van de LA21 goedgekeurd heeft dat de as 11 "Energie" omvat, die onder andere gericht is op het verhogen van het aandeel hernieuwbare energiebronnen in de globale energiebalans en op de bewustmaking van de bevolking voor energiebesparing;

gelet op de aanmoedigingspremies die toegekend worden door Brussel Leefmilieu – Brussels Instituut voor Milieubeheer (hierna BIM genoemd) met het doel om energiebesparende ingrepen aan te moedigen;

overwegende dat energiebesparende ingrepen sinds januari 2012 niet meer fiscaal aftrekbaar zijn, dat de wetgeving inzake gewestelijke premies elk jaar versterkt wordt en dat het ons opportuun lijkt om alles in het werk te stellen om de burger ertoe aan te sporen hierin te investeren;

overwegende dat, ter herinnering, de gemeente energiepremies toegekend heeft:

- tussen 1 januari 2008 en 31 maart 2010: voor de installatie van zonneboilers, zonnepanelen en groendaken;
- tussen 1 januari 2012 en 31 december 2013: voor energieaudits, verwarmingsketels en zonneboilers;
- tussen 1 januari 2014 en 31 december 2016: voor energieaudits, verwarmingsketels, dakisolatie en zonneboilers;
- tussen 1 januari 2016 en 31 december 2017: voor energieaudits, verwarmingsketels, dakisolatie, muurisolatie en vloerisolatie;

overwegende dat meer dan tachtig premiedossiers behandeld werden in 2016 en 2017 voor een bedrag van ongeveer 17.500 euro en dat de premie voor verwarmingsketels de meest gevraagde premie is gevolgd door die voor dakisolatie;

overwegende dat het Gewest in 2018 bijzondere aandacht besteedt aan dakisolatie met een verhoging van de bedragen van de premie B1;

overwegende dat het naar aanleiding van overleg met de vzw Habitat et Rénovation opportuun lijkt om hetzelfde premiestelsel te behouden als het reglement 2016-2017 en waarvan de premie B1 voor dakisolatie bijgevolg aantrekkelijker is;

overwegende dat de toegankelijkheid van de gewestelijke premies ook verbeterd is doordat de termijn om een premieaanvraag in te dienen verlengd werd van vier maanden tot twaalf maanden;

overwegende dat die verlenging van de duur voor het indienen van de dossiers bij het Gewest gevolgen zal hebben voor de datum waarop de dossiers voor gemeentelijke premies ingediend worden en dat het aangewezen is om zich er na 2019 en onder voorbehoud van de beschikbare kredieten toe te verbinden om de dossiers die nog onder het stelsel van het premierglement 2018-2019 vallen te betalen;

overwegende dat een krediet van 15.000 euro voorzien is in artikel 922/331-01 van de begroting 2018 voor huisvestingsbeleid om onder andere deze uitgaven te financieren;

overwegende dat een krediet voorgesteld zal worden in artikel 922/331-01 van de begroting 2019 en de volgende begrotingen om de dossiers te betalen die nog onder het premiestelsel 2018-2019 vallen;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

VERORDENT

de vernieuwing van gemeentelijke reglement voor de toekenning van energiepremies voor energieaudits, isolatie (dak, muren en

vloer) en verwarmingsketels dat luidt als volgt:

REGLEMENT VOOR DE TOEKENNING VAN GEMEENTELIJKE PREMIES VOOR ENERGIEAUDITS, ISOLATIE (DAK, MUREN, VLOER) EN VERWARMINGSKETELS VOOR WONINGEN GELEGEN OP HET GRONDGEBIED VAN DE GEMEENTE ETTERBEEK (2018 EN 2019) - VERNIEUWING.

Artikel 1

Binnen de grenzen van de kredieten die jaarlijks vastgelegd worden in artikel 922/331-01 van het huisvestingsbeleid kent het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek premies toe om werkzaamheden aan te moedigen die het mogelijk maken om energie te besparen in woningen gelegen op het grondgebied van de gemeente.

Artikel 2

De gemeentelijke energiepemie moet verplicht gecumuleerd worden met een premie die door het Gewest toegekend wordt via Brussel Leefmilieu. Ze kan daarom enkel toegekend worden als vooraf het bewijs voorgelegd kan worden dat de gewestelijke premie verkregen werd bij het BIM.

Artikel 3

Er wordt een gemeentelijke premie toegekend als aanvulling op vijf energieprijzen van Brussel Leefmilieu volgens de volgende percentages:

Premie voor **energieaudits** = 50% van de gewestelijke premie A1
Premie voor **dakisolatie** = 10% van de gewestelijke premie B1
Premie voor **muurisolatie** = 10% van de gewestelijke premie B2
Premie voor **vloerisolatie** = 10% van de gewestelijke premie B3
Premie voor **verwarmingsketels** = 20% van de gewestelijke premie C1

Die vijf premies kunnen gecumuleerd worden met een maximumbedrag van 400 euro per woning tijdens de geldigheidsperiode van dit reglement.

Artikel 4

De premie is cumuleerbaar met andere openbare financiële steunmaatregelen op voorwaarde dat het gecumuleerde bedrag van de steun de kostprijs van de werken niet overschrijdt. Als het gecumuleerde bedrag van de steunmaatregelen de kostprijs van de werken overschrijdt, dan wordt de premie slechts uitgereikt voor een bedrag ten belope van het bedrag dat nodig is om de kosten van de werken voor 100% terug te betalen.

Artikel 5

De premie wordt toegekend aan de natuurlijke persoon die de werken laat uitvoeren. Die persoon moet houder zijn van een zakelijk recht op het goed in kwestie (eigenaar, mede-eigenaar, opstalhouder, vruchtgebruiker, erfpachthouder of huurders die een geregistreerd huurcontract hebben en op voorwaarde dat ze gedomicilieerd zijn in de woning). In geval van werken die uitgevoerd worden in mede-eigendom moet verplicht een tabel met de evenredige bedragen ingediend worden met het aanvraagformulier.

Artikel 6

1. De premieaanvraag moet ten laatste vier maanden na de datum van ontvangst van het goedkeuringsattest van het BIM ingediend worden. De aanvrager van de gemeentelijke premie moet dezelfde persoon zijn als de aanvrager van de BIM-premie.
2. De werkzaamheden die in aanmerking komen voor een premie, zijn de werkzaamheden die uitgevoerd worden tijdens het jaar 2018 en het jaar 2019 (gefactureerd in 2018 en 2019).
3. De werken worden uitgevoerd door een vakman volgens de regels van de kunst en met naleving van de geldende normen, in het bijzonder inzake stedenbouw en leefmilieu. Alle werken moeten uitgevoerd worden door een geregistreerd aannemer. De begunstigde geeft de gemeente Etterbeek toestemming om ter plaatse eventuele nuttige controles te laten uitvoeren.
4. De premieaanvraag moet schriftelijk gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen (of via www.etterbeek.be) aan de hand van het bijgevoegde formulier, dat ingevuld en ondertekend moet worden door de aanvrager en vergezeld moet zijn van de volgende documenten:
 - kopie van de brief met het premieattest van het BIM;
 - kopie van de identiteitskaart van de aanvrager. Voor elektronische identiteitskaarten: papieren kopie van de gegevens op de chip;
 - kopie van de verschillende facturen met betrekking tot de installatie;
 - tabel van de evenredige bedragen voor werkzaamheden uitgevoerd in mede-eigendom.

Artikel 7

De premie wordt in één keer en rechtstreeks aan de aanvrager uitbetaald na goedkeuring van de toekenning door het college van burgemeester en schepenen en rekening houdend met de limiet die is vastgelegd in de gemeentebegroting. Indien het aantal aanvragen het beschikbare budget voor het jaar overschrijdt, wordt de datum van indiening van het volledige dossier als toekenningscriterium gebruikt. Als de voorziene budgetten uitgeput zijn, verbindt de gemeente zich ertoe om de bevolking hierover op de meest geschikte manier te informeren.

Artikel 8

De aanvrager verklaart kennis te hebben genomen van het reglement en ermee akkoord te gaan. Als de bovenstaande bepalingen geïnterpreteerd moeten worden of toegepast moeten worden op gevallen die niet uitdrukkelijk voorzien zijn, dan is enkel het college van burgemeester en schepenen bevoegd om hierover een beslissing te nemen.

Artikel 9

Het onderhavige reglement treedt in werking op 1 januari 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Arnaud Van Praet quitte la séance / verlaat de zitting.

Contentieux - Geschillen

19.02.2018/A/0005 **Rue de l'Etang 54-56 - Antennes émettrices - Permis d'environnement respectivement délivrés le 08/01/2018 (PE1427) et le 24/01/2018 (PE1439) à la SPRL TELENET GROUP - Requête en annulation – Autorisation d'ester en justice.**

Le Conseil communal,

Considérant la décision de l'IBGE du 8/01/2018 de délivrer à la SPRL TELENET GROUP un permis d'environnement de classe 1D relatif à des antennes émettrices (projet), rue de l'Etang 54-56 (dossier PE1427 – IBGE 657.412);

Considérant que ce permis concerne la mise en place du LTE800/1800/2600, UMTS 2100 et GSM 900 sur le site;

Considérant que l'affichage de ce permis a débuté le 12/01/2018, que d'après les riverains il a duré 5 jours puis a disparu, a été réaffiché le 22/01/2018 puis a re-disparu le jour-même; que l'affichage initial a été annulé en raison d'erreurs d'affichage, que le nouvel affichage n'est visiblement pas encore en cours;

Considérant qu'un recours peut être introduit contre ce permis jusqu'à 30 jours après la fin de l'affichage;

Considérant la décision de l'IBGE du 24/01/2018 de délivrer à la SPRL TELENET GROUP un nouveau permis d'environnement de classe 1D relatif à des antennes émettrices (projet), rue de l'Etang 54-56 (dossier PE1439 – IBGE 661586);

Considérant que ce nouveau permis concerne également la mise en place du LTE800/1800/2600, UMTS 2100 et GSM 900 sur le site;

Considérant que dès qu'un paramètre technique des antennes du site est modifié, l'opérateur est tenu de demander un nouveau permis d'environnement, raison pour laquelle des permis peuvent se succéder rapidement sur un même site;

Considérant que l'affichage du nouveau permis n'a pas encore été effectué par la SPRL TELENET GROUP;

Considérant que la demande de la SPRL TELENET GROUP relative à ce nouveau permis stipule '*En cas d'octroi du permis d'environnement sollicité, Telenet Group entend renoncer définitivement et irrévocablement au bénéfice du permis d'environnement n° 657.412 à partir du lendemain du jour où ledit permis est devenu définitif au sens de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement*';

Considérant qu'il faudrait donc, en cas de recours, viser les 2 permis délivrés (dossiers PE1427 et PE1439);

Considérant qu'un permis d'urbanisme avait été octroyé par la Région en date du 23/10/2013 mais qu'il n'a jamais été mis en œuvre;

Considérant qu'une nouvelle demande de permis d'urbanisme devrait dès lors être introduite par la SPRL TELENET GROUP auprès de la Région; que cette demande n'a pas encore été introduite;

Considérant qu'un recours introduit par la Commune en 2013 auprès du Conseil d'Etat contre le projet d'antennes émettrices de KPN GROUP BELGIUM, rue de l'Etang 54-56, avait été rejeté suite à la renonciation au permis d'environnement par KPN GROUP BELGIUM (PE985 – Arrêt 229.654 du 19/12/2014);

Considérant que depuis 2014, les permis relatifs aux antennes ne sont plus soumis à enquête publique (voir note au Collège du 15/05/2014), la norme globale a été revue de 3V/m à 6V/m, et les zones accessibles au public ont été redéfinies;

Considérant qu'un recours introduit par la Commune en 2015 auprès du Conseil d'Etat contre le projet d'antennes émettrices de BASE COMPANYY, rue de l'Etang 54-56, a été rejeté par le Conseil d'Etat (PE1143 – Arrêt 238.733 du 29/06/2017);

Considérant que le projet d'antennes actuel reste préjudiciable aux riverains, notamment en raison de la configuration des lieux en 'cuvette' entre le bâtiment sis rue de l'Etang 54-56 et la chaussée Saint-Pierre, les riverains de la chaussée Saint-Pierre se trouvant de ce fait à hauteur des antennes;

Considérant que les simulations cartographiques démontrent des dépassements de la norme globale dans des zones non accessibles au public; que la législation actuelle permet ces dépassements pour autant qu'ils ne concernent que des zones non-accessibles au public;

Considérant que les simulations cartographiques tiennent compte des limites des bâtiments mais les représentent au moyen de volumes cubiques dépassant de ce fait souvent les configurations réelles des toitures des bâtiments, que certains dépassements sont constatés dans ces volumes cubiques, en dehors des volumes de toiture réels; qu'il est cependant difficile de vérifier les limites exactes des dépassements entre la toiture réelle et le volume cubique la représentant;

Considérant que, d'après des échanges verbaux avec Me SAMBON, les dernières modifications apportées à l'arrêté du 30/10/2009 relatif à certaines antennes émettrices d'ondes électromagnétiques (dernières modifications datant de janvier 2017) font actuellement l'objet d'un recours au Conseil d'Etat, ce qui pourrait peut-être 'fragiliser' l'arrêté en question;

Considérant par ailleurs que la composition technique des dossiers des permis d'environnement, délivrés respectivement le 08/01/2018 et le 24/01/2018, est sujette à interprétation et présente des manquements d'après les riverains;

Considérant qu'il est de la responsabilité de l'administration communale, notamment en vertu de l'article 135 de la nouvelle loi communale, de veiller à la sécurité de l'environnement de la population;

Considérant qu'en vertu de l'article 123, 8, de la Nouvelle loi communale, le collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de mettre en œuvre les actions judiciaires de la commune, soit en demande, soit en défense;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 01.02.2018 décidant notamment :

- d'intenter auprès du Collège d'Environnement, un recours en annulation contre les permis d'environnement respectivement délivrés le 08/01/2018 (PE1427) et le 24/01/2018 (PE1439) à la SPRL TELENET GROUP ;
- de confier à Me SAMBON l'introduction de ces recours et la gestion de ce dossier.

Considérant que, conformément à l'article 270, alinéa 2, de la même loi, les actions dans lesquelles la commune intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées par le collège qu'après autorisation du conseil communal;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

DECIDE

d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice dans le cadre du recours en annulation, auprès du Collège d'Environnement, contre les permis d'environnement respectivement délivrés le 08/01/2018 (PE1427) et le 24/01/2018 (PE1439) à la SPRL TELENET GROUP.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Vijverstraat, 54-56 - Zendmasten – Milieuvergunningen aan TELENET GROUP bvba op 08/01/2018 (PE1427) en 24/01/2018 (PE1439) afgegeven - Verzoekschrift tot nietigverklaring – Toestemming om in rechte op te treden.

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van het BIM van 08.01.2018 om een milieuvergunning van klasse 1D betreffende zendmasten (plan), Vijverstraat 54-56 (dossier MV1427 – BIM 657.412) uit te reiken aan de bvba TELENET GROUP;

overwegende dat die vergunning betrekking heeft op de plaatsing van LTE800/1800/2600, UMTS 2100 en GSM 900 op de site;

overwegende dat de aanplakking van die vergunning begonnen is op 12.01.2018, dat die aanplakking volgens de buurtbewoners vijf dagen geduurd heeft en dan verdwenen is, dat de vergunning vervolgens opnieuw aangeplakt werd op 22.01.2018 en diezelfde dag opnieuw verdwenen is; dat de oorspronkelijke aanplakking geannuleerd werd wegens fouten in de aankondiging, dat de nieuwe aanplakking duidelijk nog niet gebeurd is;

overwegende dat tot dertig dagen na het einde van de aanplakking een beroep ingesteld kan worden tegen die vergunning;

gelet op de beslissing van het BIM van 24.01.2018 om een milieuvergunning van klasse 1D betreffende zendmasten (plan), Vijverstraat 54-56 (dossier MV1439 – BIM 661586) uit te reiken aan de bvba TELENET GROUP;

overwegende dat die nieuwe vergunning eveneens betrekking heeft op de plaatsing van LTE800/1800/2600, UMTS 2100 en GSM 900 op de site;

overwegende dat de operator ertoe verplicht is een nieuwe milieuvergunning aan te vragen zodra een technische parameter van de zendmasten op de site gewijzigd wordt waardoor vergunningen elkaar snel kunnen opvolgen op eenzelfde site;

overwegende dat de aanplakking van de nieuwe vergunning door de bvba TELENET GROUP nog niet gebeurd is;

overwegende dat de aanvraag van de bvba TELENET GROUP betreffende die nieuwe vergunning het volgende bepaalt: *"In geval van toekenning van de aangevraagde milieuvergunning is Telenet Group van plan om definitief en onherroepelijk af te zien van de milieuvergunning met nummer 657.412 vanaf de dag die volgt op de dag waarop die vergunning definitief geworden is in de zin van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen"*;

overwegende dat de twee uitgereikte vergunningen (dossier MV1427 en MV1439) dus beoogd moeten worden in geval van een beroep;

overwegende dat een stedenbouwkundige vergunning uitgereikt werd door het Gewest op 23.10.2013 maar dat die nooit uitgevoerd werd;

overwegende dat de bvba TELENET GROUP bijgevolg een nieuwe stedenbouwkundige vergunningsaanvraag zou moeten indienen bij het Gewest; dat die aanvraag nog niet ingediend werd;

overwegende dat een beroep dat de gemeente in 2013 ingesteld heeft bij de Raad van State tegen het plan van zendmasten van KPN GROUP BELGIUM, Vijverstraat 54-56, verworpen werd nadat KPN GROUP BELGIUM afstand had gedaan van de milieuvergunning (MV 985 – Besluit 229.654 van 19.12.2014);

overwegende dat de vergunningen betreffende masten sinds 2014 niet meer onderworpen worden aan een openbaar onderzoek (zie nota van het college van 15.05.2014), dat de globale norm herzien werd van 3V/m naar 6V/m en dat de zones die toegankelijk zijn voor het publiek geherdefinieerd werden;

overwegende dat een beroep dat de gemeente in 2015 ingesteld heeft bij de Raad van State tegen het plan van zendmasten van BASE COMPANY, Vijverstraat 54-56, verworpen werd door de Raad van State (MV1143 – Besluit 238.733 van 29.06.2017);

overwegende dat het huidige plan voor zendmasten schadelijk blijft voor de buurtbewoners, in het bijzonder vanwege de kuipvorm van de site tussen het gebouw gelegen Vijverstraat 54-56 en de Sint-Pieterssteenweg waardoor de bewoners van de Sint-Pieterssteenweg zich ter hoogte van de masten bevinden;

overwegende dat de cartografische simulaties aantonen dat de globale norm overschreden wordt in zones die niet toegankelijk zijn voor het publiek; dat de huidige wetgeving die overschrijdingen toelaat voor zover die enkel betrekking hebben op zones die niet toegankelijk zijn voor het publiek;

overwegende dat de cartografische simulaties rekening houden met de grenzen van de gebouwen, maar die voorstellen aan de hand van kubieke volumes waardoor de werkelijke configuraties van de daken van de gebouwen vaak overschreden worden, dat bepaalde overschrijdingen vastgesteld worden in die kubieke volumes, buiten de reële volumes van het dak; dat het echter moeilijk is om de exacte grenzen van de overschrijdingen tussen het werkelijke dak en het kubieke volume dat het voorstelt te controleren;

overwegende dat, volgens mondelinge uitwisselingen met mr. SAMBON, de laatste wijzigingen aan het besluit van 30.10.2009 betreffende bepaalde antennes die elektromagnetische golven uitzenden (laatste wijzigingen dateren van januari 2017) op dit moment het voorwerp uitmaken van een beroep bij de Raad van State, hetgeen het besluit in kwestie zou kunnen “verzwakken”;

overwegende dat de technische samenstelling van de dossiers van de milieuvergunningen, die respectievelijk uitgereikt werden op 08.01.2018 en 24.01.2018, onderworpen is aan interpretatie en volgens de buurtbewoners gebreken vertoont;

overwegende dat het de verantwoordelijkheid van het gemeentebestuur is, in het bijzonder op grond van artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet, om te waken over de veiligheid van de leefomgeving van de bevolking;

overwegende dat op grond van artikel 123, 8 van de Nieuwe Gemeentewet het college van burgemeester en schepenen ermee belast is om de rechtsvorderingen van de gemeente te voeren, hetzij als eiser, hetzij als verweerder;

gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 01.02.2018 waarin beslist wordt om:

- bij het Milieucollege een beroep tot nietigverklaring in te stellen tegen de milieuvergunningen die respectievelijk uitgereikt werden op 08.01.2018 (MV1427) en 24.01.2018 (MV1439) aan bvba TELENET GROUP;
- het instellen van die beroepen en het beheer van dit dossier toe te vertrouwen aan mr. SAMBON;

overwegende dat in overeenstemming met artikel 270, alinea 2 van dezelfde wet de rechtsvorderingen waarbij de gemeente als eiser optreedt slechts gesteld mogen worden door het college na toestemming van de gemeenteraad;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om het college van burgemeester en schepenen toestemming te geven om in rechte op te treden in het kader van het beroep tot nietigverklaring bij het Milieucollege tegen de milieuvergunningen die respectievelijk uitgereikt werden op 08.01.2018 (MV1427) en 24.01.2018 (MV1439) aan bvba TELENET GROUP.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

PE1427.pdf, PE1439.pdf, CBE20180201.pdf

Arnaud Van Praet entre en séance / treedt in zitting.

19.02.2018/A/0006 **Boulevard St-Michel 24-26 - Antennes émettrices - Permis d’environnement délivré à la SPRL TELENET GROUP le 8/01/2018 (PE1429), et permis d’environnement actuellement en cours d’instruction (PE1440) - Requête en annulation – Autorisation d’ester en justice.**

Le Conseil communal,

Considérant la décision de l’IBGE du 8/01/2018 de délivrer à la SPRL TELENET GROUP un permis d’environnement de classe 1D relatif à des antennes émettrices existantes, boulevard St-Michel 24-26 (dossier PE1429 – IBGE 659.292);

Considérant que ce permis concerne l’ajout au site existant du LTE800/1800, UMTS 900/2100 et GSM 900/1800 sur le site;

Considérant que l'affichage de ce permis a débuté le 12/01/2018, que l'affichage initial a été annulé en raison d'erreurs d'affichage, que le nouvel affichage a commencé en date du 18/01/2018;

Considérant qu'un recours peut être introduit contre ce permis jusqu'à 30 jours après la fin de l'affichage, et que l'affichage de ce permis se termine le 2/02/2018;

Considérant l'introduction à l'IBGE d'une nouvelle demande de permis d'environnement de classe 1D par la SPRL TELENET GROUP en date du 18/01/2018, relatif aux antennes émettrices, boulevard St-Michel 24-26 (dossier PE1440 – IBGE 662.875);

Considérant que cette nouvelle demande vise également l'ajout au site existant du LTE800/1800, UMTS 900/2100 et GSM 900/1800 sur le site et est actuellement déclarée incomplète par l'IBGE;

Considérant que dès qu'un paramètre technique des antennes du site est modifié, l'opérateur est tenu de demander un nouveau permis d'environnement, raison pour laquelle des permis peuvent se succéder rapidement sur un même site;

Considérant que cette nouvelle demande de la SPRL TELENET GROUP stipule 'En cas d'octroi du permis d'environnement sollicité, Telenet Group entend renoncer définitivement et irrévocablement au bénéfice du permis d'environnement n° 659.292 à partir du lendemain du jour où ledit permis est devenu définitif au sens de l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement';

Considérant qu'il faudrait donc, en cas de décision de recours contre le permis actuel (dossier PE1429), également prévoir un recours contre le nouveau permis à venir (dossier PE1440);

Considérant que depuis 2014, les permis relatifs aux antennes ne sont plus soumis à enquête publique (voir note au Collège du 15/05/2014), la norme globale a été revue de 3V/m à 6V/m, et les zones accessibles au public ont été redéfinies;

Considérant qu'un permis d'urbanisme avait été octroyé par la Région et mis en œuvre en 2009 ; qu'il conviendra de vérifier si les modifications reprises dans les nouveaux permis d'environnement ne nécessitent pas un nouveau permis d'urbanisme;

Considérant que des permis précédents avaient déjà été octroyés par l'IBGE concernant ce site d'antennes, en 2012 et en septembre 2017 (PE994 et PE1410) ;

Considérant qu'aucune réaction, aucune plainte, aucune remarque n'a jusqu'à présent été transmise à la Commune concernant ce site d'antennes ;

Considérant qu'aucun recours n'a jusqu'à présent été introduit, ni en matière d'urbanisme, ni en matière d'environnement, concernant ce site d'antennes ;

Considérant que les simulations cartographiques du permis actuel démontrent des dépassements de la norme globale et de la norme 'quota opérateur' dans des zones non accessibles au public; que la législation actuelle autorise ces dépassements pour autant qu'ils ne concernent que des zones non-accessibles au public; que les simulations cartographiques tiennent compte des limites des bâtiments mais les représentent au moyen de volumes cubiques dépassant de ce fait souvent les configurations réelles des toitures des bâtiments, que certains dépassements sont constatés dans ces volumes cubiques, en dehors des volumes de toiture réels; qu'il est cependant difficile de vérifier les limites exactes des dépassements entre la toiture réelle et le volume cubique la représentant;

Considérant que, d'après des échanges verbaux avec Me SAMBON, les dernières modifications apportées à l'arrêté du 30/10/2009 relatif à certaines antennes émettrices d'ondes électromagnétiques (dernières modifications datant de janvier 2017) font actuellement l'objet d'un recours au Conseil d'Etat, ce qui pourrait peut-être 'fragiliser' l'arrêté en question ;

Considérant qu'il est de la responsabilité de l'administration communale, notamment en vertu de l'article 135 de la nouvelle loi communale, de veiller à la sécurité de l'environnement de la population ;

Attendu qu'en vertu de l'article 123, 8, de la Nouvelle loi communale, le collège des Bourgmestre et Echevins est chargé de mettre en œuvre les actions judiciaires de la commune, soit en demande, soit en défense ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 01.02.2018 décidant notamment :

- d'intenter auprès du Collège d'Environnement, un recours en annulation contre le permis d'environnement délivré le 8/01/2018 (PE1429) à la SPRL TELENET GROUP, ainsi que contre le permis d'environnement actuellement en cours d'instruction (PE1440) ;
- de confier à Me SAMBON l'introduction de ces recours et la gestion de ce dossier.

Considérant que, conformément à l'article 270, alinéa 2, de la même loi, les actions dans lesquelles la commune intervient comme demanderesse ne peuvent être intentées par le collège qu'après autorisation du conseil communal;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

DECIDE

d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à ester en justice dans le cadre du recours en annulation, auprès du Collège d'Environnement, contre le permis d'environnement délivré le 8/01/2018 (PE1429) à la SPRL TELENET GROUP, ainsi que contre le permis d'environnement actuellement en cours d'instruction (PE1440).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 29 votes positifs, 3 abstentions.

Abstentions : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

Le groupe DéFI motive son abstention par le fait que ce dossier comporte beaucoup moins d'éléments pour confirmer le non-aboutissement du projet et qu'aucune plainte n'a été introduite jusqu'ici.

Sint-Michielslaan 24-26 - Zendmasten – Milieuvergunning aan TELENET GROUP bvba op 08/01/2018 afgegeven (PE1429) en milieuvergunning momenteel in behandeling (PE1440) - Verzoekschrift tot nietigverklaring – Toestemming om in rechte op te treden.

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van het BIM van 08.01.2018 om een milieuvergunning van klasse 1D betreffende bestaande zendmasten, Sint-Michielslaan 24-26 (dossier MV1429 – BIM 659.292) uit te reiken aan de bvba TELENET GROUP;

overwegende dat die vergunning betrekking heeft op de toevoeging aan de bestaande site van LTE800/1800, UMTS 900/2100 en GSM 900/1800 op de site;

overwegende dat de aanplakking van die vergunning begonnen is op 12.01.2018, dat die aanplakking oorspronkelijk geannuleerd werd wegens fouten in de aankondiging, dat de nieuwe aanplakking begonnen is op 18.01.2018;

overwegende dat tot dertig dagen na het einde van de aanplakking een beroep ingesteld kan worden tegen die vergunning en dat de aanplakking van die vergunning eindigt op 02.02.2018;

overwegende dat bij het BIM een nieuwe milieuvergunningsaanvraag van klasse 1D ingediend werd door de bvba TELENET GROUP op 18.01.2018 betreffende de zendmasten, Sint-Michielslaan 24-26 (dossier MV1440 – BIM 662.875);

overwegende dat die nieuwe aanvraag eveneens betrekking heeft op de toevoeging aan de bestaande site van LTE800/1800, UMTS 900/2100 en GSM 900/1800 op de site en op dit moment onvolledig verklaard werd door het BIM;

overwegende dat de operator ertoe verplicht is een nieuwe milieuvergunning aan te vragen zodra een technische parameter van de zendmasten op de site gewijzigd wordt waardoor vergunningen elkaar snel kunnen opvolgen op eenzelfde site;

overwegende dat die nieuwe aanvraag van de bvba TELENET GROUP het volgende bepaalt: “In geval van toekenning van de aangevraagde milieuvergunning is Telenet Group van plan om definitief en onherroepelijk af te zien van de milieuvergunning met nummer 659.292 vanaf de dag die volgt op de dag waarop die vergunning definitief geworden is in de zin van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen”;

overwegende dat ook een beroep tegen de nieuwe vergunning (dossier MV1440) voorzien moet worden ingeval beslist wordt een beroep in te stellen tegen de huidige vergunning (dossier MV1429);

overwegende dat de vergunningen betreffende masten sinds 2014 niet meer onderworpen worden aan een openbaar onderzoek (zie nota van het college van 15.05.2014), dat de globale norm herzien werd van 3V/m naar 6V/m en dat de zones die toegankelijk zijn voor het publiek herdefinieerd werden;

overwegende dat een stedenbouwkundige vergunning uitgereikt werd door het Gewest en uitgevoerd werd in 2009; dat het aangewezen zou zijn om te controleren of de wijzigingen in de nieuwe milieuvergunningen geen nieuwe stedenbouwkundige vergunning vereisen;

overwegende dat er al eerdere vergunningen uitgereikt werden door het BIM met betrekking tot die mastensite, in 2012 en september 2017 (PE994 en PE1410);

overwegende dat de gemeente tot op heden geen enkele reactie, klacht of opmerking ontvangen heeft in verband met die mastensite;

overwegende dat tot op heden nog geen enkel beroep ingesteld werd met betrekking tot die mastensite, noch op stedenbouwkundig vlak, noch op het vlak van leefmilieu;

overwegende dat de cartografische simulaties van de huidige vergunning aantonen dat de globale norm en de norm “quota operator” overschreden worden in zones die niet toegankelijk zijn voor het publiek; dat de huidige wetgeving die overschrijdingen toelaat voor zover die enkel betrekking hebben op zones die niet toegankelijk zijn voor het publiek; dat de cartografische simulaties rekening houden met de grenzen van de gebouwen, maar die voorstellen aan de hand van kubieke volumes waardoor de werkelijke configuraties van de daken van de gebouwen vaak overschreden worden, dat bepaalde overschrijdingen vastgesteld worden in die kubieke volumes, buiten de reële volumes van het dak; dat het echter moeilijk is om de exacte grenzen van de overschrijdingen tussen het werkelijke dak en het kubieke volume dat het voorstelt te controleren;

overwegende dat, volgens mondelinge uitwisselingen met mr. SAMBON, de laatste wijzigingen aan het besluit van 30.10.2009 betreffende bepaalde antennes die elektromagnetische golven uitzenden (laatste wijzigingen dateren van januari 2017) op dit moment het voorwerp uitmaken van een beroep bij de Raad van State, hetgeen het besluit in kwestie zou kunnen “verzwakken”;

overwegende dat het de verantwoordelijkheid van het gemeentebestuur is, in het bijzonder op grond van artikel 135 van de Nieuwe Gemeentewet, om te waken over de veiligheid van de leefomgeving van de bevolking;

overwegende dat op grond van artikel 123, 8 van de Nieuwe Gemeentewet het college van burgemeester en schepenen ermee belast is om de rechtsoverdrachten van de gemeente te voeren, hetzij als eiser, hetzij als verweerder;

gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 01.02.2018 waarin beslist wordt om:
- bij het Milieucollege een beroep tot nietigverklaring in te stellen tegen de milieuvergunning die uitgereikt werd op 8/01/2018 (MV1429) aan bvba TELENET GROUP en tegen de milieuvergunning die momenteel in behandeling is (MV1440);
- het instellen van die beroepen en het beheer van dit dossier toe te vertrouwen aan mr. SAMBON;

overwegende dat in overeenstemming met artikel 270, alinea 2 van dezelfde wet de rechtsvorderingen waarbij de gemeente als eiser optreedt slechts gesteld mogen worden door het college na toestemming van de gemeenteraad;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om het college van burgemeester en schepenen toestemming te geven om in rechte op te treden in het kader van het beroep tot nietigverklaring bij het Milieucollege tegen de milieuvergunning die uitgereikt werd op 8/01/2018 (MV1429) aan bvba TELENET GROUP en tegen de milieuvergunning die momenteel in behandeling is (MV1440).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 29 positieve stemmen, 3 onthoudingen.

Onthoudingen : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Christophe Gasia.

De fractie DéFI motiveert haar onthouding met het feit dat het dossier veel minder elementen bevat om het niet-slagen van het project te bevestigen en met het feit dat er tot nu toe nog geen enkele klacht werd ingediend.

2 annexes / 2 bijlagen

CBE20180201.pdf, PE1429.pdf

Mobilité - Mobiliteit

19.02.2018/A/0007 **21ème renouvellement du Contrat de Mobilité entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Etterbeek**

Le Conseil Communal,

Vu la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux Communes dans le cadre d'un contrat de mobilité ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport, section II adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles applicables pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre du contrat de mobilité ;

Considérant les intentions du Plan Régional de Développement qui précise "qu'il appartient aux Communes de prendre les mesures pour gérer la circulation, notamment en affectant des agents à cette tâche et en convenant des modalités d'interventions rapides en cas d'accident qui perturbe la circulation sur les voiries où le trafic est important" ;

Considérant que la Région Bruxelloise doit évoluer vers une mobilité durable ;

Considérant que les transports en commun, les déplacements à pied et à vélo sont des éléments essentiels d'une mobilité durable ;

Considérant que la promotion de l'utilisation des transports en commun passe notamment par l'amélioration de leur vitesse commerciale ;

Considérant que la promotion des déplacements à pied et à vélo passe par une augmentation de leur sécurisation ;

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la Commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement ;

Considérant que la Région encourage les Communes à amplifier la présence de leur police sur les voiries régionales afin d'y maintenir de bonnes conditions de circulation ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

1. de solliciter une subvention auprès de la Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport, section II - adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996 déterminant les règles pour l'octroi de subventions aux communes dans le cadre d'un contrat de mobilité, pour la surveillance de 2 carrefours prioritaires établis en voirie régionale et de 13,590 kilomètres de voiries régionales dont le détail figure au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération ;
2. de souscrire aux engagements figurant au contrat de mobilité joint en annexe de la présente délibération ;
3. de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente décision.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

21de vernieuwing van het Mobiliteitscontract tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek.

De Gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II aanpassing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract;

gelet op de intentieverklaring van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan dat stelt dat “de gemeenten dan ook de nodige maatregelen moeten nemen voor het beheer van het verkeer, met name door agenten voor deze taak in te zetten en door nadere regels uit te werken voor snelle tussenkomsten bij ongevallen die het verkeer op de drukke wegen verstoren”;

overwegende dat het Brussels Gewest naar een duurzame mobiliteit moet evolueren;

overwegende dat het openbaar vervoer, de verplaatsingen te voet en met de fiets essentiële onderdelen uitmaken van een duurzame mobiliteit;

overwegende dat de commerciële snelheid van het openbaar vervoer verhoogd moet worden indien men het gebruik van het openbaar vervoer wil bevorderen;

overwegende dat verplaatsingen met de fiets en te voet veiliger gemaakt moeten worden indien men deze wil promoten;

overwegende dat verkeersopstoppingen een nefaste impact hebben op de socio-economische werking van de gemeente en dat ze schadelijke gevolgen hebben voor de gezondheid en het leefmilieu;

overwegende dat het Gewest de gemeenten aanmoedigt om de aanwezigheid van hun politiediensten op gewestwegen te verhogen om er het verkeer in goede banen te leiden;

op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

na beraadslaging,

BESLUIT

1. om in, overeenstemming met het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996 tot vaststelling van de regels die van toepassing zijn voor de toekenning van toelagen aan de gemeenten in het raam van het mobiliteitscontract, een subsidie aan te vragen bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het toezicht op twee prioritaire kruispunten op gewestwegen en voor 13,590 kilometer gewestweg waarvan een gedetailleerd overzicht weergegeven is in het mobiliteitscontract, dat bij deze beraadslaging gevoegd werd;
2. de verbintenissen vermeld in het bijgevoegde mobiliteitscontract aan te gaan;
3. het college van burgemeester en schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Contrat Mobilite 21 - FR.pdf, Contrat Mobilite 21 - NL.pdf

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

19.02.2018/A/0008 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000 euros ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 30 novembre 2017.

Objet : Rénovation du parking Maelbeek – Pose de portes résistantes au feu pour les locaux techniques et sorties de secours - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 15.000,00 € (hors T.V.A.) – 18.150,00 € T.V.A. 21 % comprise.

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2017 de la Régie Foncière.

Date : 30 novembre 2017.

Objet : Rénovation du parking Maelbeek – Curage des égouts et vidange de la fosse à pompe - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 4.000,00 € (hors T.V.A.) – 4.840,00 € T.V.A. 21 % comprise.

Article budgétaire : 243.01 du budget ordinaire 2017 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 30 novembre 2017 relative à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 euros H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 135.000 euro ;

Aangezien de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden ;

Aangezien de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen :

Datum : 30 november 2017.

Onderwerp : Renovatie parking Maalbeek – Installatie van brandwerende deuren voor de technische ruimten en nooduitgangen - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 15.000,00 € (zonder B.T.W.) – 18.150,00 € B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 243.01 van de gewone begroting 2017 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 30 november 2017.

Onderwerp : Renovatie parking Maalbeek – Rioolreiniging en ledigen van de pompput - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 4.000,00 € (zonder B.T.W.) – 4.840,00 € B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 243.01 van de gewone begroting 2017 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 30 november 2017 betreffende de overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 euros.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

19.02.2018/A/0009 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 135.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 11 janvier 2018.

Objet : Elaboration des états des lieux d'entrée et de sortie du patrimoine géré par le service de la Régie Foncière – Exercice 2018 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 6.500,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

Date : 11 janvier 2018.

Objet : Elaboration des certificats PEB pour les logements communaux gérés par le service de la Régie Foncière – Exercice 2018 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 6.100,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

Date : 11 janvier 2018.

Objet : Entretien, maintenance et débouchage des réseaux d'égout et de conduites d'évacuation d'eau usée des immeubles gérés par le service de la Régie Foncière – Exercice 2018 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 5.200,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

Date : 11 janvier 2018.

Objet : Vidage des locaux poubelles de divers immeubles gérés par le service de la Régie Foncière – Exercice 2018 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 12.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

Date : 11 janvier 2018.

Objet : Fourniture de stores rideaux et occultants pour fenêtres de toitures - Exercice 2018 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 12.000,00 € (T.V.A. 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2018 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins du 11 janvier 2018 relative à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Régie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt ;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 135.000,00 € ;

Aangezien de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen :

Datum : 11 januari 2018.

Onderwerp : Beschrijvingen van de in- en uitredende toestand van de woningen beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid – Dienstjaar 2018 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 6.500,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 612.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 11 januari 2018.

Onderwerp : Certificaten EPB van de gemeentelijke woningen beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid - Goedkeuring van en de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 6.100,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 612.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 11 januari 2018.

Onderwerp : Onderhoud en Onstopping van de riolen en de afvoerleidingen van het afvalwater van de gemeentelijke gebouwen beheerd door de dienst van de Regie Van Grondbeleid – Dienstjaar 2018 - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 5.200,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 11 januari 2018.

Onderwerp : Vuilnis opruimen van verschillende gebouwen - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 12.000,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

Datum : 11 januari 2018.

Onderwerp : Levering van jaloezieën en verduisteringsgordijnen voor de dakvensters - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden – Dienstjaar 2018 - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 12.000,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel : 614.01 van de gewone begroting 2018 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST :

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 januari 2018 betreffende de overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Ahmed M'Rabet quitte la séance / verlaat de zitting.

19.02.2018/A/0010 **Patrimoine Commune - Immeuble sis 117 rue Beckers - Convention d'occupation précaire - Prolongation.**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du 27 mars 2006 par laquelle le Conseil Communal a marqué accord sur les termes de la convention d'occupation précaire à conclure entre la Commune et l'A.S.B.L. ETTERCITE pour l'immeuble sis 117 rue Beckers;

Vu la délibération du 4 juin 2012 par laquelle le Conseil Communal a marqué accord sur la prolongation pour une période de 3 ans de ladite convention d'occupation précaire ;

Vu la délibération du 15 décembre 2014 par laquelle le Conseil Communal a marqué accord sur une nouvelle prolongation de 3 ans ;

Attendu qu'il avait été décidé, en attendant la réalisation d'un projet de rénovation, de donner provisoirement une destination à l'immeuble, ce pour éviter le risque de dégradations en raison de la non occupation et non surveillance des lieux ;

Attendu que l'affectation de l'immeuble au logement nécessiterait une rénovation lourde et complète de l'immeuble ;

Attendu que vu les chantiers et projets en cours et vu les délais administratifs relativement importants, les travaux ne pourraient commencer avant plusieurs années ;

Attendu que l'A.S.B.L. ETTERCITE est toujours intéressée par l'occupation de l'immeuble qu'elle entretient en bon père de famille ;

Vu l'article 232 de la loi communale ;

DECIDE :

De prolonger aux mêmes conditions la convention d'occupation précaire conclue entre la Commune et l'A.S.B.L. ETTERCITE pour une nouvelle période de 1 an prenant cours le 1er février 2018 pour se terminer de plein droit le 31 janvier 2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
31 votants : 31 votes positifs.

Gebouw gelegen Beckerstraat 117 - Precaire bezettingsovereenkomst – Verlenging.

De gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van 27 maart 2006 waarbij de gemeenteraad de voorwaarden goedgekeurd heeft van de preciaire gebruiksovereenkomst die gesloten werd tussen de gemeente en de vzw ETTERCITE voor het gebouw in de Beckerstraat 117;

Gelet op de beraadslaging van 4 juni 2012 waarbij de gemeenteraad zijn goedkeuring gegeven heeft voor de verlenging van deze preciaire gebruiksovereenkomst met een periode van drie jaar;

Gelet op de beraadslaging van 15 december 2014 waarbij de gemeenteraad zijn goedkeuring gegeven heeft voor een nieuwe verlenging van een periode van drie jaar;

Overwegende dat er, in afwachting van een renovatieproject, beslist werd om het gebouw een tijdelijke bestemming te geven, en zo te vermijden dat het pand zou aftakelen doordat het leeg staat en er geen bewaking is;

Overwegende dat de bestemming van het gebouw tot woning een zware en complete renovatie van het gebouw zou vergen; Overwegende dat de werken ten vroegste over enkele jaren zouden kunnen beginnen wegens de lopende werken en projecten, en door de relatief lange administratieve termijnen;

Overwegende dat de vzw ETTERCITE nog altijd geïnteresseerd is in het gebruik van het gebouw, dat ze als goede huisvader onderhoudt;

Gelet op artikel 232 van de Gemeentewet;

BESLIST:

De preciaire gebruiksovereenkomst tussen de gemeente en de vzw ETTERCITE te verlengen met een periode van een jaar, met ingang op 1 februari 2018, en van rechtswege te laten aflopen op 31 januari 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
Ettercite - Occupation précaire.pdf*

Ahmed M'Rabet entre en séance / treedt in zitting.

Enseignement (sauf promotion sociale) - Onderwijs (behalve sociale promotie)

19.02.2018/A/0011 **Enseignement d'Etterbeek - Dispositif d'accrochage scolaire - Année scolaire 2017/2018.**

Le Conseil communale,

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28/09/2017 accordant une subvention de 1.865.967 € pour l'année scolaire 2017/2018 aux communes bruxelloises à titre de soutien aux projets du Dispositif d'Accrochage Scolaire de la Région de Bruxelles-Capitale ; que la subvention accordée à Etterbeek est de 132.781 € ;

Vue les articles 117 et 149 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

D'autoriser la mise à disposition de la subvention de 132.781 € octroyée par la Région de Bruxelles-Capitale destinée à couvrir les projets dans le cadre du Dispositif d'Accrochage Scolaire pour la période du 01/09/2017 au 30/06/2018.

La présente délibération sera transmise à la Région de Bruxelles-Capitale, à la coordinatrice du Dispositif Accrochage scolaire et au service de la Recette.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Onderwijs te Etterbeek - Programma Preventie schoolverzuim - Schooljaar 2017/2018.

De gemeenteraad,

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28/09/2017, dewelke een subsidie van 1.865.967 € toekent voor het schooljaar 2017/2018 om de projecten van het Programma Preventie Schoolverzuim te ondersteunen ; dat de toegekende subsidie aan Etterbeek 132.781 € bedraagt ;

Gezien de artikels 117 et 149 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

De subsidie van 132.781 € toegekend door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ter beschikking te stellen om de projecten in het kader van het Programma Preventie Schoolverzuim voor het schooljaar 2017/2018 te dekken.

Deze beraadslaging zal worden gestuurd naar de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, naar de coördinatrice van het Programma Preventie Schoolverzuim en naar de dienst van de ontvangsten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Animation et festivités - Animatie en Feestelijkheden

19.02.2018/A/0012 **Avenant convention / cadre n° 2017/00125 du 20 mars 2017 – RTBF – Anniversaire avenue de Tervueren – Approbation**

Le Conseil communal,

Considérant la nécessité de faire promotion de la festivité « Anniversaire Avenue de Tervueren » ;

Considérant qu'une convention a été établie en 2017 pour une période de deux ans ;

Considérant que Vivacité nous a proposé un avenant à la convention /cadre n° 2017/00125 du 20 mars 2017 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale

DECIDE :

D'approuver l'avenant à la convention / cadre n° 2017/00125 du 20 mars 2017 liant la Commune d'Etterbeek et LA RADIO TELEVISION BELGE DE LA FEDERATION WALLONIE BRUXELLES, tels que repris ci-dessous :

Entre :

L'Administration communale d'Etterbeek, ci-après dénommée « l'Organisateur »
Représenté par M. Patrick LENAERS, Echevin et M. Christian DEBATY, Secrétaire Communal
Avenue d'Auderghem 115 – 1040 Etterbeek

Et :

LA RADIO TELEVISION BELGE DE LA FEDERATION WALLONIE BRUXELLES
Représentée par M. Eric GILSON, Directeur, ci-après dénommée « la RTBF ».

La présente convention a pour objet d'établir entre l'Organisateur et la RTBF les conditions générales d'un partenariat de « l'Avenue de Tervueren en fête », à savoir l'édition 2018 portant sur un échange promotionnel. Le présent accord garantit l'attribution par la RTBF à l'organisateur, pour la promotion de la 21^{ème} édition de « l'Avenue de Tervueren en fête » un crédit d'espace publicitaire en Radio en floating time d'un montant global de 4.250 € HTVA (quatre mille deux cent cinquante euros HTVA)

Ce montant sera planifié en floating time au tarif tel qu'il est appliqué par RTBF/RMB de la manière suivante :

En radio 4.250 euros HTVA sur Vivacité

Le présent avenant a pour but de préciser le montant octroyé et les contreparties dans le cadre de l'édition 2018 de l'événement « L'Avenue de Tervueren en fête »

Les frais de production des spots radio (durée 20 secondes) sont à charge de l'Organisateur.

Les contreparties consenties par l'Organisateur à la RTBF sont décrites en annexe 1. L'Organisateur reconnaît avoir pris connaissance et accepté les conditions générales des conventions RTBF reprises en annexe 2. Les annexes 1 et 2 font partie intégrante de la présente convention hors les clauses qui se trouvent modifiées au titre des clauses particulières qui l'emportent.

Sur le montant brut HTVA, octroyé par la RTBF est appliqué un abattement tarifaire à hauteur de 50%. En conséquence, la présente convention fera l'objet:

- d'une déclaration de créance, émise par l'Organisateur adressée à la RTBF, reprenant son apport, soit 4.250 euros – abattement de 50% = 2.125 euros.

Ladite déclaration de créance envoyée par l'Organisateur à la RTBF devra impérativement comporter la référence du bon de commande émis au préalable par la RTBF sous peine de voir ladite déclaration de créance rejetée pour faute d'engagement.

- Et d'une facture émise par la RTBF, adressée à l'organisateur, soit 4.250 euros - abattement de 50% = 2.125 euros + TVA (21%) 446,25 euros = 2.571,25 euros TVAC

A charge de l'organisateur de s'acquitter du montant de la TVA (21%) 446,25 euros dès réception de la facture, auprès de la RTBF, pour solder l'échange et ce sur le compte : Compte RTBF : BELFIUS n° 091-0104614-77
IBAN : BE80 091010461477 Swift : GKCCBEBB N° TVA de la RTBF / BE 0223.459.690 Contact financier RTBF : Mme Françoise LOUIS – Tél 02/737.26.42 – Fax : 02/737.40.80 – mail facturation.clients@rtbf.be

Annexe 1-1/2

MODALITES et CONTREPARTIES

NOM EVENEMENT : AVENUE DE TERVUEREN EN FETE

Dates: 6 mai 2018 LIEU: Etterbeek, avenue de Tervueren.

CHEF DE PROJET : Catherine DELWART 065/32.72.72 – cdw@rtbf.be

PROMOTION

Montant Global HTVA : 4.250 € Montant Global (-7%) : 3.953 € (7% = forfait couvrant les coûts de gestion et de mise à l'antenne)

Campagne en Radio

Canal de diffusion RTBF

VOLET RADIO

Montant Radio HTVA : 4.250 € Montant Radio (-7%) : 3.953 € (7% = forfait couvrant les coûts de gestion et de mise à l'antenne)

Vivacité est la chaîne radio associée à la communication

Planification : sur VivaBruxelles

Dates de campagne souhaitées : du 23/04 au 6/05/2018

L'Organisateur confirmera ses souhaits de campagnes à la RTBF

Dominique Debecker - Mai Baras planifpromo@rtbf.be

SIGNATURES RADIO :

Citation en ouverture de spot « Vivacité présente »

Citation éventuelle du soutien des sponsors institutionnels et presse : uniquement en fin des spots (maximum 3)

La durée des spots est limitée à 20 secondes.

Toute apparition d'un sponsor privé (autre qu'un sponsor presse et /ou institutionnel) entraîne une facturation. Voir article 10 des conditions générales des conventions RTBF.

Pas de signatures commerciales prévues.

TOUTES LES CONVENTIONS DE PARTENARIAT SONT ASSORTIES D'UNE CLAUSE D'EXCLUSIVITE SECTORIELLE !

MATERIEL RADIO :

Le spot radio sera réalisé par VIVACITE – Yves VRANCKX – 065/32.70.02 – vivapreprod@rtbf.be le coût de fabrication est à charge de l'organisateur. Le spot radio de 20 secondes sera réalisé par la cellule de production de la chaîne concernée. Les frais de production et de mise à l'antenne seront facturés par la chaîne au prix de 275 € + TVA

Les éléments d'information pour la réalisation du dit matériel devront parvenir au plus tôt à la cellule de production concernée (proposition de texte et soundbed éventuel)

ANTENNE :

Les relais rédactionnels et actions antenne sont à envisager directement avec les chaînes et équipes de production concernées, en radio, et ne peuvent faire l'objet des accords promotionnels, conformément aux conditions générales ci-annexées

Conseillère en promotion et relation extérieures de Vivacité : Catherine DELWART – 065/32.72.72 – cdw@rtbf.be

Contact privilégiés pour la possibilité d'annonces rédactionnelles et interviews éventuelles :

Serge VANHAELEWIJN / Viva week-end – 065 32 70 54 – sva@rtbf.be

Bruxelles : Patricia PIERARD – 02 737 44 95 – ppi@rtbf.be

VISIBILITE SUR PLACE :

Cette visibilité est définie de commun accord selon les conditions générales RTBF.

L'organisateur s'engage à assurer, au maximum, sur place la visibilité (intérieur/extérieur) de la chaîne Vivacité en sa qualité de major sponsor pendant toute la durée de l'événement et sur les différents sites/scènes éventuels.

Visibilité également dans les foyers, espaces presse et/ou vip éventuels

Toute autre visibilité à voir avec le below RTBF.

Contact sur place : Olivier Geurinckx – olivier.geurinckx@etterbeek.be – 02 627 23 23

Contact RTBF : BELOW below@rtbf.be 02/737.21.93

VISIBILITE COMMUNICATION :

Le logo VivaBruxelles sera associé à l'ensemble de la communication imprimée et informatique de l'événement en qualité de major sponsors

Affiches et flyers tous formats, pavés presse, programmes, invitations, mailings papier et newsletters etc...)

Présence du logo en home page et page partenaire sur le site de l'événement <http://www.etterbeek.be> et sur ses réseaux sociaux avec liens de réciprocité vers le site www.vivacite.be

Les bons à tirer du matériel de communication (affiches, flyers etc...) doivent être soumis à la RTBF pour accord sur le positionnement de ses logos par mail à : batmat@rtbf.be

NOS LOGOS :

Le logo peut être téléchargé via le lien : <http://www.rtbmedia.be/logo-rtbf/viva-bruxelles/>

Il s'agit des dernières versions de chacun de nos logos ainsi que leur charte.

Sont aussi présentes, les conditions générales, les normes techniques des spots radio et télé.

Chaque logo est représenté, il suffit de cliquer sur son image pour le télécharger.

L'organisateur s'engage à n'utiliser que le matériel de promotion figurant sur la charte graphique des chaînes partenaires.

Annexe 2

CONDITIONS GÉNÉRALES RTBF

Mise à jour du 01/01/2018

Article 1 : Objet

La RTBF attribue à l'organisateur un temps d'antenne assurant la publicité radio-télévisée et online de l'événement organisé par l'organisateur. La valeur de ce temps d'antenne est fixée dans la présente convention. En vue de couvrir forfaitairement ses coûts de gestion et de mise à l'antenne, la RTBF déduira 7% de la valeur totale de l'échange.

Le crédit est strictement affecté à la promotion de l'événement défini dans la convention. Tout ou partie de celui-ci ne peut donc être porté ou reporté sur un autre événement organisé par l'organisateur ou cédé à des tiers. A défaut, le crédit d'espace sera annulé, en tout ou en partie.

En outre, il ne peut faire l'objet d'un report sur un événement similaire ultérieur, ou faire l'objet d'un report d'une année sur l'autre.

Article 2 : Responsabilité de l'événement

L'organisateur déclare expressément qu'il dispose de tous les droits et autorisations liés à l'organisation et à la promotion de l'événement décrits dans la présente convention, sans aucune exception, et qu'il exploitera cet événement en se conformant à toutes les législations applicables et en prenant en charge tous les frais en résultant, notamment en ce qui concerne les droits d'auteurs et voisins.

L'organisateur exploitera l'événement pour son compte propre, à l'exclusion de tout intermédiaire. Dans le cas contraire, il en aura averti préalablement la RTBF en désignant explicitement le ou les organisateurs sous-traitant(s) pour le(s)quel(s) il se porte fort vis-à-vis de ses engagements envers la RTBF.

L'organisateur assumera seul l'entière responsabilité de l'organisation et de la promotion de l'événement et dégage la RTBF de toute responsabilité dans cette organisation et cette promotion. Il garantit solidairement et indivisiblement la RTBF et sa régie publicitaire contre tout recours de tiers qui porterait atteinte en fait ou en droit à la jouissance paisible de l'exécution de la présente convention et indemniser la RTBF de tout préjudice de fait, de droit ou pécuniaire pouvant en découler.

L'organisateur dégage la responsabilité de la RTBF pour tout ce qui concerne toute conséquence pouvant résulter de la chute ou de tout autre fait dû aux matériaux portant les logos de la RTBF ou toute autre référence à la RTBF.

Article 3 : Exclusivité pour La RTBF

L'organisateur garantit que la RTBF est sponsor exclusif de l'événement par rapport aux médias audiovisuels francophones. Il s'engage à associer les chaînes RTBF indiquées dans la présente convention en tant que « title sponsor », à l'exclusion de tout autre sponsor, dans les conditions définies ci-après. Aucun média néerlandophone ayant pour dénomination un synonyme de média francophone concurrent à la RTBF ne sera autorisé.

Seuls les éventuels partenaires presse associés par la RTBF indiqués et les éventuels autres sponsors de l'organisateur cités explicitement dans la présente convention pourront être sponsors de l'événement, sans préjudice de la qualité de « title sponsor » réservée exclusivement à la RTBF.

L'organisateur garantit à la RTBF un sponsoring de ce type pour toutes les dates de représentation de l'événement en Belgique, y compris pour les dates qui seraient rajoutées ou celles qui seraient cédées à d'autres organisateurs.

Cette exclusivité s'étend également au niveau des programmes qui seraient distribués et des annonces qui seraient faites avant ou après l'événement, pour lesquels l'organisateur garantit qu'il n'y aura ni n'annonce ni visibilité de média concurrent à la RTBF.

Article 4 : Communication de l'événement assurée par l'organisateur

L'organisateur s'engage à organiser la communication de l'événement conformément au sponsoring exclusif réservé à la RTBF et à assurer le mieux possible un transfert d'image entre l'événement et la RTBF.

A ce titre, l'organisateur s'engage à assurer la communication de l'événement (en dehors de celle diffusée par la RTBF) indiquée dans la présente convention.

L'organisateur s'engage à réserver à la RTBF une communication de type « La RTBF ou les chaînes définies (logos) présente(nt)... » exclusivement en tête d'annonce de toute la communication de l'événement qu'il organise lui-même : billetterie, affiches, folders, annonces dans d'autres médias, programmes vendus ou distribués, etc., qu'elle soit ou non décrite dans la présente convention.

Dans le cas où l'organisateur ne peut garantir cet engagement pour la RTBF sur certains éléments de sa communication, les éventuelles exceptions concernées figurent explicitement dans la présente convention. L'organisateur s'engage à respecter les logos des chaînes RTBF qui lui ont été remis ainsi que leurs références couleurs.

Toute autre couleur d'impression devra être soumise à l'accord préalable et écrit de la RTBF.

Le positionnement et la forme des logos RTBF respecteront le cahier de charge de la RTBF dont l'organisateur reconnaît avoir pris connaissance. L'organisateur fournira à la RTBF plusieurs exemplaires justificatifs de sa communication.

L'organisateur garantit à la RTBF la possibilité de placer du matériel promotionnel sur le site de l'événement ou aux abords de celui-ci. Cette présence sera également conforme à l'article 2.

Article 5 : Mise à l'antenne

Les spots faisant l'objet de la présente convention seront diffusés selon le principe du floating time, la RTBF veillant toujours au mieux des intérêts de l'organisateur dans les limites de l'espace disponible sur chacun de ses médias. A ce titre, RMB et la RTBF ne sont pas tenus à justifier d'une efficacité publicitaire particulière. En fonction de l'éventuel encombrement des écrans sur un support média, elles se réservent notamment le droit d'ouvrir de nouveaux écrans si cela est possible et/ou de faire glisser des campagnes et des budgets de la radio vers la télévision ou vice-versa, ou vers les médias numériques (web et réseaux sociaux), lorsque les occupations ou les réservations des écrans l'imposent.

L'organisateur reconnaît dès lors à RMB la possibilité de préciser par la suite, pour la période de campagne publicitaire fixée par lui, les horaires de passage définitifs (jours et heures), compte-tenu de l'état d'occupation ou de réservation des écrans.

L'organisateur reconnaît également avoir pris connaissance des conditions générales de RMB.

La RTBF s'engage à assurer la diffusion des espaces publicitaires indiqués dans la présente convention, sous réserve des disponibilités sur les chaînes concernées et conformément aux conditions générales de réservation des espaces publicitaires de chaque chaîne concernée, qui sont réputées connues de l'organisateur. Le coût de ces espaces publicitaires est réduit au forfait ou partie payante éventuelle indiquée dans la présente convention pour autant que l'organisateur remplisse les engagements en découlant.

Les espaces publicitaires diffusés par la RTBF sont exclusivement destinés à la promotion de l'événement décrit dans la présente convention sans citation de sponsor autre que la RTBF à l'exception des éventuels partenaires presse associés et/ou des éventuels sponsors tiers indiqués dans la présente convention et régis par l'article 12 des présentes conditions générales, l'organisateur s'interdisant de rétrocéder ces espaces à un tiers.

Article 6 : Tarifs

Les tarifs de référence de publicité commerciale, en radio /TV/web, sont fixés par RMB auprès de laquelle l'organisateur fait mettre en oeuvre le crédit d'espace accordé. Le pourcentage de répartition de l'espace entre radio et TV s'établit comme suit : il y a répartition 50% en TV et 50% en radio. Ces modalités sont susceptibles d'évolution (en fonction des tarifs RMB) et d'adaptation.

Article 7 : Production des messages et annonces

Les spots/messages TV et Radio seront créés à l'initiative de l'organisateur et à ses frais. Ils devront être de la meilleure qualité technique et d'une qualité artistique satisfaisante et ce sur base du cahier des charges, normes techniques et de diffusion de la RTBF.

La RTBF se réserve le droit de les refuser s'ils ne répondent pas aux conditions énoncées.

Toutefois, à l'exception des éventuels forfaits prévus dans la présente convention, la RTBF peut produire les spots sur base d'un devis préalable et en fonction de ses disponibilités, aux frais de l'organisateur.

Il ne sera pas dérogé au principe de prise en charge de cette fabrication par l'organisateur (tant en radio qu'en télévision), hors stipulation exceptionnelle, expresse et préalable justifiées.

Les spots auront une durée précise de 20 secondes (sauf exception(s) justifiée(s)).

Le contenu de ces spots/messages et annonces sera défini de commun accord. Les images, sons, photos ou graphismes éventuellement fournis par l'organisateur seront libres de tous droits et seront conformes au cahier des charges de la RTBF et à l'éventuel cahier des charges de la communication imposée par le manager et/ou les artistes/intervenants de l'événement.

Dans tous les cas, l'organisateur est seul responsable de l'obtention et du paiement de tous les droits et de toutes les autorisations nécessaires, pour la réalisation et la diffusion de tout message publicitaire, y compris la SABAM, droits mécaniques et voisins. En particulier, l'organisateur garantit la RTBF contre tout recours de toute personne, notamment des auteurs, producteurs, concepteurs, réalisateurs, éditeurs, interprètes ou de toute autre personne qui s'estimerait lésée par la diffusion de ses messages publicitaires à quelque titre que ce soit, et notamment à celui des droits dits de synchronisation.

Article 8 : Exclusivité sectorielle

L'organisateur garantit la RTBF d'une exclusivité sectorielle dans le cadre de cet accord. Ainsi, il est interdit à l'organisateur de distribuer des places et d'autres biens promotionnels de l'événement à des radios et télévisions et sites web concurrents de la RTBF, même à l'intervention de sponsors de la manifestation.

L'organisateur mettra tout en oeuvre en vue d'empêcher une utilisation généralement quelconque de l'événement, par un concurrent, réserve faite du droit strict à l'information. Est en outre considéré comme ne respectant le principe de l'exclusivité sectorielle, l'association d'une radio et/ou d'une télévision et sites web, diffusant pour un bassin d'audience autre que la Fédération Wallonie Bruxelles, mais utilisant le même nom et/ou le même logotype qu'une radio et/ou télévision directement concurrents de la RTBF en Fédération Wallonie Bruxelles. Toute acquisition d'espace audiovisuel auquel procéderait l'organisateur sur un ou des autres médias en-dehors de la RTBF, ferait l'objet d'un investissement global au moins équivalent sur les antennes de la RTBF, aux conditions tarifaires applicables, et selon la planification demandée par lui, sauf impossibilité matérielle, auprès de RMB.

Article 9 : Rétribution d'agence

En cas d'intervention ou de transmission d'ordres par une agence de publicité ou une centrale d'achat d'espaces, aucune commission ne sera consentie par RMB ou la RTBF, l'organisateur faisant son affaire de la rémunération éventuelle de l'agence de publicité ou de la centrale d'achat, quand bien même il y aurait facturation, notamment au titre de l'article 7.

Article 10 : Apparition de sponsors

Les sponsors de l'événement pourront être cités à la fin du message assurant la promotion de celui-ci. Cette citation sera conforme aux normes définies par RMB et sera intégralement payée au tarif, au comptant, à la réception de la facture adressée à l'organisateur annonceur et en tout cas préalablement à la première diffusion du message, l'éventuelle intervention d'une agence media étant prise en charge par ailleurs par l'organisateur

- en radio : 15% du montant total de la campagne pour le 1er sponsor, 20% à partir de deux sponsors ;

- en TV : 15 % du montant total de la campagne pour un sponsor, 20 % à partir de deux sponsors.

Est considérée comme citation de sponsor, la mention d'un presenting sponsor ou l'intégration d'un titre sponsor dans le titre de l'événement, nonobstant la forme graphique de cette intégration.

Le montant de cette majoration ne peut être inclus dans le montant de la présente convention.

Aucun espace publicitaire avec citations de sponsors ne sera diffusé sans que l'organisateur n'ait signé préalablement un bon de commande avec la régie publicitaire de la RTBF, reprenant la partie payante indiquée. La non signature de ce bon de commande par l'organisateur ou le non- paiement de la partie payante, dégage automatiquement la RTBF de tous ses engagements résultant de la

présente convention, sans préjudice des dommages que pourrait réclamer la RTBF à l'organisateur.

Article 11 : Signature des spots

Tous les messages publicitaires diffusés sur les chaînes associées à la communication de l'événement de la RTBF débiteront ainsi :
En TV : - sur la chaîne associée par une mention visuelle et sonore en début de spot RTBF de type « la (chaîne TV) » et éventuellement « la (chaîne radio) » « présente(nt) » telles qu'indiquées aux conditions particulières, à l'exclusion de la mention « RTBF » ou d'un ancien centre de production. La signature visuelle, même accompagnée d'une signature verbale en fin de spot, ne vaut pas.

- sur la chaîne support, en début de spot, la mention visuelle et sonore de la chaîne associée en radio « la (chaîne radio) présente » et éventuellement « la (chaîne TV) » présente(nt) telles qu'indiquées aux conditions particulières, à l'exclusion de la mention « RTBF » ou d'un ancien centre de production. La signature visuelle, même accompagnée d'une signature verbale en fin de spot, ne vaut pas.

En radio :

Les spots de promotion de l'événement sont signés ainsi qu'il suit :

- sur la chaîne associée : en ouverture de spot, la mention « [la chaîne associée] et (éventuellement) [la chaîne associée en télévision], présente(nt)... »

Si plusieurs chaînes sont associées, l'ensemble des chaînes associées sont citées en ouverture de spot, étant entendu que l'énumération des chaînes commence systématiquement par la chaîne sur laquelle le spot est diffusé.

- sur la chaîne support : en clôture de spot « en collaboration avec [la chaîne support] et [la chaîne TV associée] », à l'exclusion de la chaîne associée.

Si plusieurs chaînes sont support, seule la chaîne support sur laquelle le spot est diffusé est citée, à l'exclusion de la chaîne associée. Il y a donc autant de spots que de chaînes support.

Article 12 : Publicités sectorielles

L'organisateur s'engage à consulter préalablement la RTBF lorsque des entreprises ayant leur activité dans des domaines dont la publicité radio-télévisée fait l'objet d'une réglementation particulière, et spécialement dans les domaines du tabac ou de l'alcool, sont associées à l'événement. Les dispositions réglementaires spécifiques relatives à la publicité de ces produits s'appliquent dans le cadre de la présente convention.

La RTBF est libre de ne pas s'associer à des événements dont l'appellation contient des dénominations d'entreprises commerciales ou de marques. L'organisateur s'engage à aviser la RTBF de toute modification de l'appellation de l'événement, à défaut de quoi la RTBF se réserve le droit d'annuler le crédit d'espace publicitaire accordé à l'organisateur. Ce dernier s'engage à communiquer en temps utile à la RTBF la liste des sponsors et supports presse de l'événement qu'il organise.

Article 13 : Parrainage Radio-TV

La RTBF et RMB sont libres de parrainer ou faire parrainer, selon les dispositions légales, décrets et réglementaires en vigueur, la couverture ou la radio/télédiffusion par tout procédé de l'événement pour lequel elle accorde un crédit d'espace publicitaire à l'organisateur, à son bénéfice exclusif. Au cas où l'organisateur interviendrait dans la prospection du parrainage de la retransmission de l'événement ou de sa couverture par un tiers, le contrat de parrainage sera conclu entre ce dernier et RMB. Il est entendu, pour autant que de besoin, que le droit de radio/télédiffuser l'événement n'est pas l'objet de la présente convention, sauf clause contraire expresse.

Article 14 : Droit de première option sur les autres événements

L'organisateur informera la RTBF en temps utile des événements futurs qu'il organise. Le présent contrat est conclu strictement pour la manifestation définie dans la convention. Toutefois, l'organisateur garantit la RTBF d'un droit de premier refus pour ses éditions ultérieures.

Article 15 : Facilités rédactionnelles et promotionnelles

L'organisateur garantit à la RTBF l'accès gratuit à l'événement pour ses équipes de reportage.

L'organisateur fera ses meilleurs efforts pour mettre les équipes de la RTBF en contact privilégié avec les artistes/intervenants de l'événement.

La RTBF s'engage à parler de l'événement dans ses programmes, en fonction de ses possibilités.

L'organisateur autorise la RTBF à utiliser les noms et les images des événements dont la promotion est assurée par la RTBF dans d'autres promotions RTBF.

Article 16 : Relations publiques

L'organisateur s'engage à aviser la RTBF de toutes les possibilités généralement quelconques d'exploitation secondaire de l'événement, notamment en termes de relations publiques, en priorité.

Article 17 : Tickets d'entrée fournis à la RTBF par l'organisateur

L'organisateur s'engage à mettre gratuitement à la disposition de la RTBF le nombre et le type de tickets d'entrée indiqués dans la présente convention. Ces tickets sont destinés à l'organisation de concours (avec éventuellement ses partenaires presse associés) ainsi qu'aux relations internes et externes de la RTBF.

L'emplacement des places est défini de commun accord, sur base du plan de la salle, de sorte que les invités de la RTBF puissent assister à l'événement dans les meilleures conditions, l'organisateur assumant vis-à-vis de ceux-ci sa responsabilité d'organisateur. L'organisateur s'engage à faire en sorte que des tickets d'entrées ou du merchandising liés à l'événement ne puissent être distribués par des télévisions ou des radios francophones ou sites web autres que la RTBF, même à l'intervention d'éventuels sponsors de l'événement.

Article 18 : Confidentialité

Les Parties conviennent de garder confidentielles les informations relatives à la présente convention et, plus généralement, à l'activité de l'autre Partie auxquelles elles pourraient avoir accès, tant lors de l'exécution du présent contrat que pendant un délai de trois ans à compter de son terme.

Article 19 : Facturation

Toutes nos conventions d'échanges feront l'objet d'une facturation, dans les 15 jours de la date de l'événement et au plus tard le 31 décembre de l'année en cours (les 7% couvrant les coûts de gestion et de mise à l'antenne des campagnes TV et Radio étant inclus dans les factures émises par les deux parties) :

- par l'organisateur adressée à la RTBF (celle-ci reprenant le montant de son apport [+ TVA])
- par la RTBF (laquelle reprendra le montant de l'apport de la RTBF [+ TVA])
- par la RTBF (des frais hors échanges)

En cas de non assujettissement du partenaire à la TVA :

La convention fera l'objet d'une déclaration de créance, émise par l'organisateur, reprenant son apport et d'une facture, émise par la RTBF, reprenant le montant de son même apport (+ TVA). A charge de l'organisateur de s'acquitter de la TVA, dès réception de la facture, auprès de la RTBF pour solder l'échange.

Article 20 : Paiement – Intérêts de retard et clause de majoration

En cas de facturation, toutes nos factures sont payantes au grand comptant, sauf stipulations contraires sur la facture.

« A défaut de paiement dans les délais prescrits, l'annonceur sera redevable de plein droit et sans mis en demeure :

1. d'intérêts de retard calculés sur base d'un taux annuel de 10%
2. d'un dédommagement forfaitaire fixé contractuellement à 15% du montant de la facture avec un minimum de 25.00 €. En cas de non-paiement d'une facture dans les délais prescrits, la RMB se réserve en outre la faculté, moyennant notification écrite, de résilier sans préavis ni indemnité d'aucune sorte toute autre campagne publicitaire en cours ».

Article 21 : Litige

La RTBF aura la faculté de suspendre à tout moment l'exécution de ses engagements si l'organisateur ne remplit pas l'un de ses engagements découlant de la présente convention, ou si la réalisation ou la crédibilité de l'événement devait être remise en question.

Dans ce cas la RTBF se réserve le droit de résilier la présente convention et d'exiger des dédommagements à l'organisateur ainsi que le paiement intégral à sa régie des espaces publicitaires diffusés, au tarif en vigueur.

Tout différend concernant la présente convention et son interprétation sera soumis à la compétence exclusive des Cours et Tribunaux de l'Arrondissement judiciaires de Bruxelles, au rôle linguistique francophone.

Avant de porter le litige devant le tribunal, les parties mettront néanmoins tout en oeuvre en vue de rechercher une solution amiable à tout litige.

Article 22 : Dispositions finales

Au cas où le message publicitaire ne serait pas agréé par la RTBF, pour quelque raison que ce soit, dans le cadre des conditions qui réglementent la publicité, la RTBF serait déchargée de la convention envers l'organisateur.

Si le matériel ne respecte pas la durée et les signatures RTBF définies et/ou s'il n'est pas fourni dans les délais prévus par la RTBF, et/ou s'il ne respecte pas les présentes conditions générales, celle-ci se réserve le droit de déplanifier les spots prévus sans compensation, les espaces étant alors définitivement perdus.

La RTBF ne peut être tenue pour responsable d'un dommage dû à un cas de force majeure empêchant l'exécution de la présente convention. L'interruption des émissions pour fait de grève est considérée comme cas de force majeure. Toutefois, en fonction des possibilités, des diffusions ultérieures seront réservées à l'organisateur.

L'organisateur renverra, dans les huit jours de la réception, deux exemplaires signés, ainsi qu'un exemplaire des annexes paraphé pour accord, étant entendu qu'elles font partie intégrante du contrat.

La campagne pourra être mise en oeuvre, en toute hypothèse, qu'après réception de l'accord signé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Aanhangsel bij de overeenkomst / kader n° 2017/00125 van 20 maart 2017– RTBF – Verjaardag van de Tervurenlaan - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de noodzaak om reclame te maken voor het feest "Verjaardag van de Tervurenlaan";

overwegende dat in 2017 een overeenkomst gesloten werd voor een periode van twee jaar;

overwegende dat Vivacité ons een aanhangsel bij de overeenkomst/kader nr. 2017/00125 van 20 maart 2017 heeft voorgelegd;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

het aanhangsel/kader nr. 2017/00125 van 20 maart 2017 tussen de gemeente Etterbeek en LA RADIO TÉLÉVISION BELGE DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES goed te keuren zoals hieronder opgenomen:

Tussen:

het gemeentebestuur van Etterbeek, hierna "de organisator" genoemd,
vertegenwoordigd door Patrick LENAERS, schepen, en dhr. Christian DEBATY, gemeentesecretaris,
Oudergemlaan 115, 1040 Etterbeek,

en :

"LA RADIO TELEVISION BELGE DE LA FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES"
vertegenwoordigd door dhr. Eric GILSON, directeur, hierna "RTBF" genoemd.

De onderhavige overeenkomst heeft tot doel om tussen de organisator en RTBF de algemene voorwaarden vast te leggen van een partnerschap voor “de Tervurenlaan viert feest”, met name de editie van 2018. Dat partnerschap heeft betrekking op een reclameruil. Onderhavig akkoord garandeert dat RTBF aan de organisator advertentieruimte in floating time verleent op de radio voor de 21e editie van “de Tervurenlaan viert feest” voor een totaalbedrag van € 4.250 exclusief btw (vierduizend tweehonderdvijftig euro exclusief btw).

Dat bedrag wordt als volgt gepland in floating time tegen het tarief dat toegepast wordt door RTBF/RMB:
op de radio: 4.250 euro exclusief btw op Vivacité

Onderhavig aanhangsel heeft tot doel het toegekende bedrag en de tegenwaarden in het kader van de editie 2018 van het evenement “de Tervurenlaan viert feest” te verduidelijken.

De productiekosten van de radiospots (duur 20 seconden) zijn voor rekening van de organisator.

De tegenwaarden die de organisator verleent aan RTBF worden beschreven in bijlage 1. De organisator erkent kennis te hebben genomen van de algemene voorwaarden van de overeenkomsten van RTBF uit bijlage 2 en ermee akkoord te gaan. Bijlagen 1 en 2 maken integraal deel uit van onderhavige overeenkomst, behalve de bepalingen die gewijzigd worden krachtens de bijzondere bepalingen die meer invloed hebben.

Op het brutobedrag exclusief btw toegekend door RTBF is een tariefvermindering van 50% van toepassing. Bijgevolg maakt onderhavige overeenkomst het voorwerp uit:

- van een schuldvordering van de organisator aan RTBF waarop de bijdrage van de organisator vermeld wordt, met name 4.250 euro - vermindering van 50% = 2.125 euro.

De schuldvordering die de organisator aan RTBF bezorgt moet een verwijzing bevatten naar de bestelbon die vooraf verstuurd werd door RTBF. Zo niet, dan bestaat het risico dat de schuldvordering verworpen wordt wegens een gebrek aan verbintenis.

- en van een factuur van RTBF aan de organisator, met name 4.250 euro - vermindering van 50% = 2.125 euro + btw (21%) 446,25 euro = 2.571,25 euro incl. btw.

De organisator moet het btw-bedrag (21%) van 446,25 euro bij ontvangst van de factuur betalen aan RTBF om de ruil te vereffenen en dat op de volgende rekening van RTBF: BELFIUS nr. 091-0104614-77

IBAN: BE80 091010461477

Swift: GKCCBEBB

Btw-nummer van RTBF: BE 0223.459.690

Financieel contact van RTBF: mevr. Françoise LOUIS – tel. 02 737 26 42 – fax: 02 737 40 80 – e-mail facturation.clients@rtbf.be

Bijlage 1-1/2

VOORWAARDEN en TEGENWAARDEN:

NAAM VAN HET EVENEMENT: TERVURENLAAN VIERT FEEST

DATUMS: 6 mei 2018

PLAATS: Etterbeek, Tervurenlaan

PROJECTLEIDER: Catherine DELWART – 065 32 72 72 – cdw@rtbf.be

RECLAME

Totaalbedrag excl. btw: € 4.250 totaalbedrag (-7%): € 3.953 (7% = forfait die de kosten dekt voor het beheer en de uitzending)

Radiocampagne

Uitzendkanaal RTBF

RADIODEEL:

Bedrag radio excl. btw: € 4.250 bedrag radio (-7%): € 3.953 (7% = forfait die de kosten dekt voor het beheer en de uitzending)

Vivacité is de radiozender die geassocieerd wordt met de communicatie

Planning: op VivaBruxelles

Gewenste campagnedatum: van 23/04/2018 tot 06/05/2018

De organisator bevestigt zijn campagnewensen aan RTBF

Dominique Debecker – Mai Baras – planifpromo@rtbf.be

SIGNATUREN RADIO:

Vermelding bij de start van de spot “Vivacité présente...”

Eventuele vermelding van de steun van de institutionele sponsors en de pers: enkel op het einde van de spot (maximaal 3)

De duur van de spots is beperkt tot 20 seconden.

Elke vermelding van een privésponsor (een andere dan een perssponsor en/of een institutionele sponsor) heeft een facturatie tot gevolg. Zie artikel 10 van de algemene voorwaarden van de overeenkomsten van RTBF.

Geen commerciële signaturen voorzien.

ALLE PARTNERSCHAPOVEREENKOMSTEN ZIJN VOORZIEN VAN EEN SECTOREXCLUSIVITEITSCLAUSULE!

RADIOMATERIAAL:

De radiospot wordt gemaakt door VIVACITE – Yves VRANCKX – 065 32 70 02 – vivapreprod@rtbf.be. De productiekosten zijn voor rekening van de organisator. De radiospot van 20 seconden wordt opgenomen door de productieafdeling van de betrokken zender. De kosten voor de productie en de uitzending worden door de zender gefactureerd tegen de prijs van € 275 + btw.

De informatie-elementen voor de productie van dat radiomateriaal moeten zo snel mogelijk bezorgd worden aan de betrokken productieafdeling (tekstvoorstel en eventueel soundbed).

ANTENNE:

De redactionele relais en antenneacties moeten rechtstreeks met de betrokken zenders en productieteams besproken worden (op de radio) en kunnen niet het voorwerp uitmaken van reclame-akkoorden in overeenstemming met de bijgevoegde algemene voorwaarden.

Adviseur reclame en externe betrekkingen van Vivacité: Catherine DELWART – 065 32 72 72 – cdw@rtbf.be

Bevoorrechte contacten voor de mogelijkheid tot redactionele aankondigingen en eventuele interviews:

Serge VANHAELEWIJN / Viva week-end – 065 32 70 54 – sva@rtbf.be

Brussel: Patricia PIERARD – 02 737 44 95 – ppi@rtbf.be

ZICHTBAARHEID TER PLAATSE:

Die zichtbaarheid wordt bepaald in onderling overleg volgens de algemene voorwaarden van RTBF.

De organisator verbindt zich ertoe zo goed mogelijke zichtbaarheid (binnen/buiten) te geven aan de zender Vivacité in zijn hoedanigheid van hoofdsponsor en dat tijdens de volledige duur van het evenement en eventueel op de verschillende sites/podia.

Ook zichtbaarheid in de foyers, persruimten en/of eventuele vipruimten.

Elke andere zichtbaarheid te bekijken met below RTBF

Contact ter plaatse: Olivier Geurinckx – olivier.geurinckx@etterbeek.be – 02 627 23 23

Contact RTBF: BELOW below@rtbf.be 02 737 21 93

ZICHTBAARHEID COMMUNICATIE:

Het logo van VivaBruxelles is te zien op alle gedrukte en digitale communicatie van het evenement in de hoedanigheid van hoofdsponsor.

Affiches en flyers van alle formaten, persartikels, programma's, uitnodigingen, papieren mailings en nieuwsbrieven, enz.

Partnerlogo vermelden op de homepagina en de partnerpagina op de website van het evenement (www.etterbeek.be) en op de sociale media met links naar de website van Vivacité (www.vivacite.be).

Het drukklare communicatiemateriaal (affiches, flyers, enz.) moeten voorgelegd worden aan RTBF voor akkoord van de grootte en de plaats van haar logo's. Bezorgen via e-mail aan batmat@rtbf.be

ONZE LOGO'S:

Het logo kan gedownload worden via de volgende link: <http://www.rtbffmedia.be/logo-rtbf/viva-bruxelles/>

Het gaat om de laatste versies van onze logo's en hun charter.

Zijn daar ook te vinden: de algemene voorwaarden en de technische normen van de radio- en televisiespots.

Alle logo's zijn er terug te vinden. Het volstaat om op de afbeelding te klikken om het logo te downloaden.

De organisator verbindt zich ertoe enkel het promotiemateriaal uit het grafisch charter van de partnerzenders te gebruiken.

Bijlage 2

ALGEMENE VOORWAARDEN RTBF

Versie van 01/01/2018

Artikel 1: voorwerp

RTBF verleent de organisator zendtijd om via radio en televisie en online reclame te maken voor het evenement dat door de organisator georganiseerd wordt. De waarde van die zendtijd wordt vastgelegd in onderhavige overeenkomst. Om de kosten voor het beheer en de uitzending forfaitair te dekken, brengt RTBF 7% in mindering op de totaalwaarde van de ruil.

De advertentieruimte wordt enkel beschikbaar gesteld om reclame te maken voor het evenement dat in de overeenkomst bepaald wordt. Het geheel of een deel ervan kan dus niet overgedragen of uitgesteld worden voor een ander evenement dat door de organisator georganiseerd wordt, noch overgedragen worden aan derden. Bij gebreke zal de advertentieruimte volledig of gedeeltelijk geannuleerd worden.

Bovendien kan ze niet het voorwerp uitmaken van een overdracht naar een gelijkaardig evenement dat later plaatsvindt, noch van een overdracht van het ene jaar naar het andere.

Artikel 2: verantwoordelijkheid voor het evenement

De organisator verklaart uitdrukkelijk dat hij zonder uitzondering beschikt over alle rechten en vergunningen met betrekking tot de organisatie en de promotie van het evenement dat in deze overeenkomst beschreven wordt en dat hij dat evenement beheert in overeenstemming met alle wetten die van toepassing zijn en daarbij de daaruit voortvloeiende kosten voor zijn rekening neemt, in het bijzonder wat de auteursrechten en de naburige rechten betreft.

De organisator beheert het evenement voor eigen rekening, met uitsluiting van elke tussenpersoon. In het tegenovergestelde geval brengt hij RTBF hiervan vooraf op de hoogte door de onderaannemende organisator(en) aan te stellen voor wie hij zich sterk maakt ten aanzien van zijn verbintenissen tegenover RTBF.

De organisator neemt de volledige verantwoordelijkheid voor de organisatie en de promotie van het evenement op zich en ontheft RTBF van elke verantwoordelijkheid voor die organisatie of promotie. Hij staat hoofdelijk en ondeelbaar borg voor RTBF en haar reclamereguleerder voor elk beroep van derden dat het ongestoord genot van de uitvoering van deze overeenkomst in feite of in rechte zou schaden en stelt RTBF schadeloos voor elk feitelijk, juridisch of financieel nadeel dat daaruit zou kunnen voortvloeien.

De organisator ontheft RTBF van de verantwoordelijkheid voor de gevolgen die kunnen voortvloeien uit een val of andere feiten die veroorzaakt worden door materialen met daarop het logo van RTBF of enige andere verwijzing naar RTBF.

Artikel 3: exclusiviteit voor RTBF

De organisator garandeert dat RTBF de exclusieve sponsor is van het evenement in vergelijking met de Franstalige audiovisuele media. Hij verbindt zich ertoe de RTBF-zenders die vermeld worden in deze overeenkomst te associëren als "titelsponsor", met uitsluiting van elke andere sponsor, volgens de hierna bepaalde voorwaarden. Geen enkel Nederlandstalig medium waarvan de naam een synoniem is van een Franstalig medium dat een concurrent is van RTBF is toegestaan.

Enkel de eventuele vermelde perspartners die geassocieerd worden door RTBF en de eventuele andere sponsors van de organisator die uitdrukkelijk vermeld worden in deze overeenkomst mogen sponsor zijn van het evenement, maar niet in de hoedanigheid van "titelsponsor", die uitsluitend is voorbehouden aan RTBF.

De organisator garandeert RTBF een sponsoring van dit type voor alle datums waarop het evenement plaatsvindt in België, met inbegrip van de datums die toegevoegd zouden worden of de datums die overgedragen zouden worden aan andere organisatoren.

Deze exclusiviteit geldt ook voor programma's en aankondigingen die uitgezonden voor of na het evenement. De organisator

garandeert dat er geen mediaconcurrenten van RTBF genoemd worden of zichtbaar zijn in die programma's en aankondigingen.

Artikel 4: communicatie over het evenement door de organisator

De organisator verbindt zich ertoe de communicatie van het evenement te organiseren in overeenstemming met de exclusieve sponsoring die voorbehouden is aan RTBF en zo goed mogelijk te zorgen voor een imago-overdracht tussen het evenement en RTBF. In dat opzicht verbindt de organisator zich ertoe de communicatie van het evenement (behalve de communicatie die verspreid wordt door RTBF) te verzekeren die opgenomen is in deze overeenkomst.

De organisator verbindt zich ertoe een communicatie van het type "La RTBF ou les chaînes définies (logos) présente(nt)..." aan het begin van de advertentie exclusief voor te behouden aan RTBF in elke communicatie over het evenement die hij zelf organiseert: kaartverkoop, affiches, folders, advertenties in andere media, programma's die verkocht of uitgedeeld worden, enz. ongeacht het feit dat die communicatie al dan niet beschreven is in deze overeenkomst.

Als de organisator die verbintenis aan RTBF voor bepaalde elementen van zijn communicatie niet kan garanderen, worden de eventuele uitzonderingen uitdrukkelijk opgenomen in deze overeenkomst. De organisator verbindt zich ertoe de logo's van de RTBF-zenders die hem bezorgd werden alsook hun kleurreferenties te respecteren.

Elke andere drukkleur moet vooraf en schriftelijk goedgekeurd worden door RTBF.

De plaats en de vorm van RTBF-logo's zijn in overeenstemming met het bestek van RTBF waarvan de organisator verklaart kennis te hebben genomen. De organisator bezorgt RTBF meerdere exemplaren die als bewijs dienen voor zijn communicatie.

De organisator garandeert RTBF de mogelijkheid om promomateriaal te plaatsen op de site van het evenement of in de omgeving ervan. Dit gebeurt eveneens in overeenstemming met artikel 2.

Artikel 5: uitzending

De spots die het voorwerp uitmaken van onderhavige overeenkomst worden uitgezonden volgens het principe van floating time. RTBF waakt hierbij zo goed mogelijk over de belangen van de organisator binnen de grenzen van de ruimte die beschikbaar is op elk van haar media. In dat opzicht zijn RMB en RTBF er niet toe verplicht het bewijs te leveren van een bijzondere publiciteitsefficiëntie. In functie van de eventuele verzadiging van de schermen op een mediadrager behouden zij zich in het bijzonder het recht voor om nieuwe schermen te openen als dat mogelijk is en/of campagnes en budgetten van de radio naar de televisie (en omgekeerd) of naar de digitale media (web en sociale media) door te schuiven wanneer de bezettingen of de reservaties van de schermen dat noodzakelijk maken.

Voor de periode van de reclamecampagne die door hem vastgelegd wordt, geeft de organisator RMB dus de mogelijkheid om de definitieve uitzendingsroosters (dagen en uren) later te preciseren rekening houdend met de bezetting of de reservatie van de schermen.

De organisator erkent ook kennis te hebben genomen van de algemene voorwaarden van RMB.

RTBF verbindt zich ertoe de uitzending van de advertentieruimtes die opgenomen zijn in onderhavige overeenkomst te verzekeren onder voorbehoud van de beschikbaarheden op de betrokken zenders en in overeenstemming met de algemene voorwaarden voor de reservatie van advertentieruimte op elke betrokken zender, die gekend moeten zijn door de organisator. De kostprijs van die advertentieruimte wordt teruggebracht tot het forfait of eventuele betalende deel dat vermeld is in onderhavige overeenkomst voor zover de organisator de verbintenissen nakomt die daaruit voortvloeien.

De advertentieruimtes die uitgezonden worden door RTBF zijn uitsluitend bedoeld om reclame te maken voor het evenement dat beschreven wordt in onderhavige overeenkomst zonder vermelding van een andere sponsor dan RTBF, met uitzondering van de eventuele geassocieerde perspartners en/of eventuele derdesponsors die vermeld worden in onderhavige overeenkomst en geregeld worden door artikel 12 van deze algemene voorwaarden. De organisator verbindt zich ertoe die ruimten niet door te verkopen aan derden.

Artikel 6: tarieven

De referentietarieven voor commerciële reclame op radio/televisie/web zijn vastgelegd door RMB bij wie de organisator de verleende advertentieruimte laat uitvoeren. Het percentage van de verdeling tussen radio en televisie is als volgt vastgelegd: 50% televisie en 50% radio. Die modaliteiten kunnen evolueren (in functie van de tarieven van RMB) en aangepast worden.

Artikel 7: productie van de boodschappen en advertenties

De spots/boodschappen op televisie en radio worden gemaakt op initiatief en op kosten van de organisator. Ze moeten een goede technische kwaliteit hebben en van voldoende artistieke kwaliteit zijn en dat op basis van het bestek, de technische normen en de uitzendnormen van RTBF.

RTBF behoudt zich het recht voor om ze te weigeren als ze niet voldoen aan de gestelde voorwaarden.

Met uitzondering van de eventuele forfaits die voorzien zijn in onderhavige overeenkomst kan RTBF de spot produceren op kosten van de organisator op basis van een voorafgaande kostenraming en in functie van haar beschikbaarheden.

Er wordt niet afgeweken van het principe dat de organisator die productie voor zijn rekening neemt (zowel voor radio als voor televisie) behoudens uitzonderlijke, uitdrukkelijke en voorafgaande bepaling(en).

De spots duren exact twintig seconden (behalve bij gerechtvaardigde uitzondering(en)).

De inhoud van de spots/berichten en advertenties wordt in overleg bepaald. De afbeeldingen, geluiden, foto's of grafische beelden die eventueel geleverd worden door de organisator zijn vrij van alle rechten en zijn in overeenstemming met het bestek van RTBF en het eventuele communicatiebestek dat opgelegd wordt door de manager en/of de artiesten/deelnemers van het evenement.

In elk geval is de organisator alleen verantwoordelijk voor het verkrijgen en de betaling van alle rechten en vergunningen die noodzakelijk zijn voor de productie en de uitzending van de reclameberichten, met inbegrip van SABAM, mechanische rechten en naburige rechten. In het bijzonder staat de organisatie borg voor RTBF voor elk beroep van elke persoon, in het bijzonder auteurs, producers, bedenkers, regisseurs, redacteurs, vertolkers of elke andere persoon die zich benadeeld voelt door de uitzending van die reclameboodschappen, op welke manier dan ook, en in het bijzonder de zogenaamde synchronisatierechten.

Artikel 8: sectorexclusiviteit

De organisator garandeert RTBF een sectorexclusiviteit in het kader van dit akkoord. De organisator mag geen tickets en andere promotiegoederen van het evenement uitdelen aan radio- en televisiezenders en website die een concurrent zijn van RTBF, zelfs bij tussenkomst van sponsors van het evenement.

De organisator stelt alles in het werk om te vermijden dat het evenement op welke manier dan ook gebruikt wordt door een concurrent, met uitzondering van het strikte recht op informatie. Wordt bovendien beschouwd als een niet-naleving van het principe van

sectorexclusiviteit, de associatie van een radio- en/of televisiezender en websites die uitzenden voor een ander publiek dan de Federatie Wallonië-Brussel, maar dezelfde naam en/of hetzelfde logotype gebruiken dan een radio- en/of televisiezender die een rechtstreekse concurrent is van RTBF in Federatie Wallonië-Brussel.

Voor elke aankoop van audiovisuele ruimte waartoe de organisator zou overgaan voor een ander medium behalve RTBF zou de organisator een globale investering moeten doen op de antennes van RTBF die minstens gelijk is en tegen de tariefvoorwaarden die van toepassing zijn en volgens de planning die door RTBF aan RMB gevraagd wordt behoudens materiële onmogelijkheid.

Artikel 9: betaling van bureau

In geval van tussenkomst of overbrenging van orders via een reclamebureau of een centrale voor de aankoop van ruimte geeft RMB of RTBF geen enkele commissie. De organisator zorgt voor de eventuele betaling van het reclamebureau of de aankoopcentrale, zelfs al zou er facturatie zijn, in het bijzonder in artikel 7.

Artikel 10: vermelding van de sponsors

De sponsors van het evenement mogen genoemd worden aan het einde van de reclameboodschap voor dat evenement. Die vermelding is in overeenstemming met de normen die bepaald werden door RMB en wordt volledig contant betaald bij ontvangst van de factuur aan de adverterende organisator en in elk geval voor de eerste uitzending van de boodschap waarbij de organisator de eventuele tussenkomst van een mediabureau voor zijn rekening neemt:

- op de radio: 15% van het totaalbedrag van de campagne voor de eerste sponsor, 20% vanaf twee sponsors;
- op televisie: 15% van het totaalbedrag van de campagne voor één sponsor, 20% vanaf twee sponsors.

Wordt beschouwd als vermelding van een sponsor, de vermelding van een presenting sponsor of de opneming van een titelsponsor in de titel van het evenement, ongeacht de grafische vorm van die opneming.

Het bedrag van die verhoging kan niet inbegrepen zijn in het bedrag van onderhavige overeenkomst.

Er wordt geen enkele advertentieruimte met vermelding van sponsors uitgezonden zonder dat de organisator vooraf een bestelbon getekend heeft met de reclameregie van RTBF waarin het betalende deel vermeld wordt. De niet-ondertekening van die bestelbon door de organisator of de niet-betaling van het betalende deel ontslaat RTBF automatisch van al haar verbintenissen die voortvloeien uit onderhavige overeenkomst onverminderd de schadeloosstelling die RTBF zou kunnen eisen van de organisator.

Artikel 11: signatuur van de spots

Alle reclameboodschappen die uitgezonden worden op de zenders die geassocieerd worden met de communicatie van het evenement van RTBF beginnen als volgt:

Op televisie:

- op de geassocieerde zender met klank- een beeldvermelding bij de start van RTBF-spot van het type "(tv-zender)" en eventueel "(radiozender)" "présente(nt)" zoals vermeld in de bijzondere voorwaarden, met uitsluiting van de vermelding "RTBF" of een voormalig productiecentrum. De visuele signatuur, zelfs als die vergezeld gaat van een mondelinge signatuur op het einde van de spot, geldt niet.

- op de steunzenders, bij het begin van de spot, de klank- en beeldvermelding van de geassocieerde radiozender "(radiozender)" en eventueel "(televisiezender)" "présente(nt)" zoals vermeld in de bijzondere voorwaarden, met uitsluiting van de vermelding "RTBF" of een voormalig productiecentrum. De visuele signatuur, zelfs als die vergezeld gaat van een mondelinge signatuur op het einde van de spot, geldt niet.

Op de radio:

De reclamespots van het evenement worden als volgt gesigneerd:

- op de geassocieerde zender: bij de opening van de spot, de vermelding "[de geassocieerde zender] en (eventueel) [de geassocieerde televisiezender] présente(nt)..."

Als er verschillende geassocieerde zenders zijn, worden alle geassocieerde zenders genoemd bij de start van de spot en de opsomming begint systematisch met de zender waarop de spot uitgezonden wordt.

- op de steunzenders: bij het afsluiten van de spot "en collaboration avec [de steunzender] et [de geassocieerde televisiezender]" met uitsluiting van de geassocieerde zender.

Als er verschillende steunzenders zijn, wordt enkel de degene waarop de spot uitgezonden wordt genoemd met uitsluiting van de geassocieerde zender. Er zijn dus evenveel spots als er steunzenders zijn.

Artikel 12: sectorale publiciteit

De organisator verbindt zich ertoe RTBF vooraf te raadplegen wanneer ondernemingen die hun activiteit hebben binnen domeinen waarvan de radio- en televisiereclame het voorwerp uitmaakt van een bijzondere regelgeving en in het bijzonder binnen domeinen van tabak en alcohol geassocieerd worden met het evenement. De specifieke regels in verband met de reclame voor deze producten is van toepassing in het kader van deze overeenkomst.

RTBF is vrij om zich niet te associëren met evenementen waarvan de benaming namen van commerciële bedrijven of merken bevat. De organisator verbindt zich ertoe RTBF op de hoogte te houden van elke wijziging van de benaming van het evenement. Zo niet, dan behoudt RTBF zich het recht voor om de advertentieruimte die verleend werd aan de organisator te annuleren. Die laatste verbindt zich ertoe RTBF tijdig de lijst te bezorgen van de sponsors en persdragers van het evenement dat hij organiseert.

Artikel 13: sponsoring Radio-TV

RTBF en RMB zijn vrij om, volgens de wettelijke, decretale en reglementaire bepalingen, de verslaggeving of de radio- en televisie-uitzending van het evenement waarvoor zij advertentieruimte verlenen aan de organisator te sponsoren of te laten sponsoren exclusief te zijnen voordele. Als de organisator zou tussenkomen in de prospectie van de sponsoring van de heruitzending van het evenement of de verslaggeving ervan door een derde, wordt het sponsorcontract gesloten tussen die laatste en RMB. Voor zover als nodig wordt verstaan dat het recht om het evenement uit te zenden via radio of televisie niet het voorwerp uitmaakt van deze overeenkomst behoudens uitdrukkelijk andersluidende bepaling.

Artikel 14: voorrangrecht voor andere evenementen

De organisator informeert RTBF tijdig over toekomstige evenementen die hij organiseert. Onderhavig contract wordt uitsluitend gesloten voor het evenement dat in de overeenkomst bepaald wordt. De organisator garandeert RTBF echter een voorkeursrecht voor zijn volgende edities.

Artikel 15: redactionele en promotionele faciliteiten

De organisator garandeert RTBF gratis toegang tot het evenement voor haar reportageploegen.

De organisator levert inspanningen om de ploegen van RTBF in contact te brengen met de artiesten/deelnemers van het evenement.

RTBF verbindt zich ertoe in functie van de mogelijkheden over het evenement te praten in haar programma's.

De organisator geeft RTBF toestemming om de namen en de afbeeldingen van de evenementen waarvan de reclame via RTBF verloopt te gebruiken in andere RTBF-reclame.

Artikel 16: public relations

De organisator verbindt zich ertoe RTBF op de hoogte te brengen van alle secundaire exploitatiemogelijkheden van het evenement, in het bijzonder in termen van public relations.

Artikel 17: toegangstickets van de organisator voor RTBF

De organisator verbindt zich ertoe RTBF gratis het aantal en het soort toegangstickets ter beschikking te stellen die vermeld worden in deze overeenkomst. Die tickets zijn bestemd voor de organisatie van wedstrijden (eventueel met haar geassocieerde perspartners) en voor de interne en externe relaties van RTBF.

De plaatsen van die tickets worden in overleg bepaald op basis van het zaalplan zodat de genodigden van RTBF het evenement in de beste omstandigheden kunnen bijwonen. De organisator neemt ten aanzien van die genodigden zijn verantwoordelijkheid als organisator op. De organisator zorgt ervoor dat er geen toegangstickets of merchandising in verband met het evenement verspreid kunnen worden door Franstalige televisiezenders en radiozenders of door andere website dan RTBF zelfs bij tussenkomst van eventuele sponsors van het evenement.

Artikel 18: vertrouwelijkheid

De partijen komen overeen de informatie in verband met deze overeenkomst vertrouwelijk te houden en meer algemeen ook de informatie over de activiteit van de andere partij waartoe zij toegang zouden hebben, zowel tijdens de uitvoering van dit contract als tijdens een termijn van drie jaar na afloop van het contract.

Artikel 19: facturatie

Al onze ruilvereenkomsten maken het voorwerp uit van een facturatie binnen 15 dagen na de datum van het evenement en uiterlijk op 31 december van het lopende jaar (de 7% die de kosten voor het beheer en de uitzending van de campagnes op radio en televisie dekt is inbegrepen in de facturen van beide partijen):

- door de organisator aan RTBF (die omvat het bedrag van zijn bijdrage [+btw])
- door RTBF (die omvat het bedrag van de bijdrage van RTBF [+ btw])
- door RTBF (kosten buiten ruil)

Als de partner niet btw-plichtig is:

De overeenkomst zal het voorwerp uitmaken van een schuldvordering uitgegeven door de organisator waarop zijn bijdrage wordt vermeld en van een factuur uitgegeven door RTBF, waarop zijn eigen bijdrage vermeld wordt (+ btw). Zodra hij de factuur ontvangt moet de organisator de btw aan RTBF betalen om de ruil te vereffenen.

Artikel 20: betaling – nalatigheidsinteressen en verhogingsbeding

In geval van facturatie worden al onze facturen contant betaald behoudens andersluidende bepalingen op de factuur.

Als er niet betaald wordt binnen de voorgeschreven termijn, is de adverteerder van rechtswege en zonder ingebrekestelling het volgende schuldig:

1. nalatigheidsinteressen die berekend zijn op basis van een jaarlijkse interestvoet van 10%
2. een forfaitaire schadevergoeding die contractueel vastgelegd wordt op 15% van het factuurbedrag met een minimum van € 25,00.

In geval van niet-betaling van een factuur binnen de voorgeschreven termijn behoudt de RMB zich bovendien het recht voor om met een schriftelijke kennisgeving en zonder opzegtermijn, noch enige vergoeding elke andere lopende reclamecampagne stop te zetten.

Artikel 21: geschil

RTBF heeft het recht om de uitvoering van haar verbintenissen op elk moment op te schorten als de organisator een van zijn verbintenissen die voortvloeien uit deze overeenkomst niet naleeft of als de uitvoering of de geloofwaardigheid van het evenement in vraag gesteld zou worden.

In dat geval behoudt RTBF zich het recht voor om deze overeenkomst te ontbinden en een schadevergoeding te eisen van de organisator alsook de volledige betaling van de uitgezonden advertentieruimtes tegen het geldende tarief.

Alle geschillen in verband met deze overeenkomst en de interpretatie ervan vallen onder de exclusieve bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van het gerechtelijke arrondissement van Brussel in de Franse taalrol.

Alvorens zij het geschil voor de rechtbank brengen, stellen de partijen echter alles in het werk om een oplossing in der minne te vinden.

Artikel 22: slotbepalingen

Als de reclameboodschap om welke reden dan ook niet goedgekeurd zou worden door RTBF in het kader van de voorwaarden die de reclame reglementeren, dan zou RTBF ontslaan worden van de overeenkomst ten aanzien van de organisator.

Als het materiaal niet in overeenstemming is met de duur en de signatuur van RTBF en/of als het niet binnen de door RTBF vastgelegde termijn geleverd wordt en/of als het deze algemene voorwaarden niet naleeft, behoudt RTBF zich het recht voor om de geplande spots niet uit te zenden en dat zonder compensatie. De ruimtes zijn dan definitief verloren.

RTBF kan niet verantwoordelijk gehouden worden voor schade die te wijten is aan overmacht waardoor deze overeenkomst niet uitgevoerd kan worden. De onderbreking van de uitzendingen wegens staking wordt beschouwd als overmacht. In functie van de mogelijkheden worden echter latere uitzendingen voorbehouden aan de organisator.

De organisator bezorgt binnen acht dagen na ontvangst twee ondertekende exemplaren en een voor akkoord geparafeerd exemplaar van de bijlagen, die deel uitmaken van het contract.

De campagne kan in elk geval pas opgestart worden na ontvangst van het ondertekende akkoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
convention 2017.pdf*

19.02.2018/A/0013 **Convention de partenariat – RTBF – Marché Médiéval – Approbation**

Le Conseil communal,

Considérant la nécessité de faire promotion de la festivité « Marché médiéval » ;

Considérant que DH Radio, Fun Radio ainsi que Vivacité ont été consultées ;

Considérant que l'offre de Vivacité (appartenant au groupe RTBF.BE) nous semble la plus adéquate ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale

DECIDE :

D'approuver les termes de la convention liant la Commune d'Etterbeek et LA RADIO TELEVISION BELGE DE LA FEDERATION WALLONIE BRUXELLES, tels que repris ci-dessous :

Entre :

L'Administration communale d'Etterbeek, ci-après dénommée « l'Organisateur »
Représenté par M. Patrick LENAERS, Echevin et M. Christian DEBATY, Secrétaire Communal
Avenue d'Auderghem 115 – 1040 Etterbeek

Et :

LA RADIO TELEVISION BELGE DE LA FEDERATION WALLONIE BRUXELLES
Représentée par M. Eric GILSON, Directeur, ci-après dénommée « la RTBF ».

La présente convention a pour objet d'établir entre l'Organisateur et la RTBF les conditions générales d'un partenariat du « Marché Médiéval d'Etterbeek », à savoir l'édition 2018 portant sur un échange promotionnel. Le présent accord garantit l'attribution par la RTBF à l'organisateur, pour la promotion de la 26^{ème} édition du « MARCHE MEDIEVAL » un crédit d'espace publicitaire en Radio en floating time d'un montant global de 14.000 € HTVA (quatorze mille euros HTVA)

Ce montant sera planifié en floating time au tarif tel qu'il est appliqué par RTBF/RMB de la manière suivante :
En radio 14.000 euros HTVA sur Vivacité

Les frais de production des spots radio (durée 20 secondes) sont à charge de l'Organisateur.

Les contreparties consenties par l'Organisateur à la RTBF sont décrites en annexe 1. L'Organisateur reconnaît avoir pris connaissance et accepté les conditions générales des conventions RTBF reprises en annexe 2. Les annexes 1 et 2 font partie intégrante de la présente convention hors les clauses qui se trouvent modifiées au titre des clauses particulières qui l'emportent.

Sur le montant brut HTVA, octroyé par la RTBF est appliqué un abattement tarifaire à hauteur de 50%. En conséquence, la présente convention fera l'objet :

· D'une déclaration de créance, émise par l'Organisateur adressée à la RTBF, reprenant son apport, soit 14.000 euros – abattement de 50% = 7.000 euros.

Ladite déclaration de créance envoyée par l'Organisateur à la RTBF devra impérativement comporter la référence du bon de commande émis au préalable par la RTBF sous peine de voir ladite déclaration de créance rejetée pour faute d'engagement.

· Et d'une facture émise par la RTBF, adressée à l'organisateur, soit 14.000 euros - abattement de 50% = 7.000 euros + TVA (21%) 1.470 euros = 8.470 euros TVAC

A charge de l'organisateur de s'acquitter du montant de la TVA (21%) 1.470 euros dès réception de la facture, auprès de la RTBF, pour solder l'échange et ce sur le compte : Compte RTBF : BELFIUS n° 091-0104614-77

IBAN : BE80 091010461477 Swift : GKCCBEBB N° TVA de la RTBF / BE 0223.459.690 Contact financier RTBF : Mme Françoise LOUIS – Tél 02/737.26.42 – Fax : 02/737.40.80 – mail facturation.clients@rtbf.be

Fait à Bruxelles en deux exemplaires,

SPONSORING TV / RADIO LE DIRECTEUR GENERAL L'ORGANISATEUR
DE LA R.T.B.F. DE LA RADIO ET DU SPONSORING B. FIEVETZ F. GOFFIN

Annexe 1-1/2

MODALITES et CONTREPARTIES

NOM EVENEMENT : MARCHE MEDIEVAL

DATES : du 18 mai au 20 mai 2018 **LIEU :** Etterbeek, Parc du Cinquantenaire.

CHEF DE PROJET : Catherine DELWART 065/32.72.72 – cdw@rtbf.be

PROMOTION

Montant Global HTVA : 14.000 € Montant Global (-7%) : 13.020 € (7% = forfait couvrant les coûts de gestion et de mise à l'antenne) Campagne en Radio Canal de diffusion RTBF

VOLET RADIO

Montant Radio HTVA : 14.000 € Montant Radio (-7%) : 13.020 € (7% = forfait couvrant les coûts de gestion et de mise à l'antenne)

Vivacité est la chaîne radio associée à la communication

Planification

Sur VivaBruxelles et BW, Vivacité Hainaut-Charleroi et Vivacité Namur

Dates de campagne souhaitées : **du 07/05 au 20/05/2018**

L'Organisateur confirmera ses souhaits de campagnes à la RTBF

Dominique Debecker - Mai Baras planifpromo@rtbf.be

SIGNATURES RADIO :

Citation en ouverture de spot «Vivacité présente »

Citation éventuelle du soutien des sponsors institutionnels et presse : uniquement en fin des spots (maximum 3)

La durée des spots est limitée à 20 secondes.

Toute apparition d'un sponsor privé (autre qu'un sponsor presse et /ou institutionnel) entraîne une facturation. Voir article 10 des conditions générales des conventions RTBF.

Pas de signatures commerciales prévues.

TOUTES LES CONVENTIONS DE PARTENARIAT SONT ASSORTIES D'UNE CLAUSE D'EXCLUSIVITE SECTORIELLE !

MATERIEL RADIO :

Le spot radio sera réalisé par VIVACITE – Yves VRANCKX – 065/32.70.02 – vivapreprod@rtbf.be le coût de fabrication est à charge de l'organisateur. Le spot radio de 20 secondes sera réalisé par la cellule de production de la chaîne concernée. Les frais de production et de mise à l'antenne seront facturés par la chaîne au prix de 275 € + TVA

Les éléments d'information pour la réalisation du dit matériel devront parvenir au plus tôt à la cellule de production concernée (proposition de texte et soundbed éventuel)

ANTENNE :

Les relais rédactionnels et actions antenne sont à envisager directement avec les chaînes et équipes de production concernées, en radio, et ne peuvent faire l'objet des accords promotionnels, conformément aux conditions générales ci-annexées

Conseillère en promotion et relation extérieures de Vivacité : Catherine DELWART – 065/32.72.72 – cdw@rtbf.be

Contact privilégiés pour la possibilité d'annonces rédactionnelles et interviews éventuelles :

Serge VANHAELEWIJN / Viva week-end – 065 32 70 54 – sva@rtbf.be

Bruxelles : Patricia PIERARD – 02 737 44 95 – ppi@rtbf.be

VISIBILITE SUR PLACE :

Cette visibilité est définie de commun accord selon les conditions générales RTBF.

L'organisateur s'engage à assurer, au maximum, sur place la visibilité (intérieur/extérieur) de la chaîne Vivacité en sa qualité de major sponsor pendant toute la durée de l'événement et sur les différents sites/scènes éventuels.

Visibilité également dans les foyers, espaces presse et/ou vip éventuels

Toute autre visibilité à voir avec le below RTBF.

Contact sur place : Olivier Geurinckx – olivier.geurinckx@etterbeek.be – 02 627 23 23

Contact RTBF : BELOW below@rtbf.be 02/737.21.93

VISIBILITE COMMUNICATION :

Le logo VivaBruxelles sera associé à l'ensemble de la communication imprimée et informatique de l'événement en qualité de major sponsors

Affiches et flyers tous formats, pavés presse, programmes, invitations, mailings papier et newsletters etc...)

Présence du logo en home page et page partenaire sur le site de l'événement <http://www.etterbeek.be> et sur ses réseaux sociaux avec liens de réciprocité vers le site www.vivacite.be

Les bons à tirer du matériel de communication (affiches, flyers etc...) doivent être soumis à la RTBF pour accord sur le positionnement de ses logos par mail à : batmat@rtbf.be

NOS LOGOS :

Le logo peut être téléchargé via le lien : <http://www.rtbfmedia.be/logo-rtbf/viva-bruxelles/>

Il s'agit des dernières versions de chacun de nos logos ainsi que leur charte.

Sont aussi présentes, les conditions générales, les normes techniques des spots radio et télé.

Chaque logo est représenté, il suffit de cliquer sur son image pour le télécharger.

L'organisateur s'engage à n'utiliser que le matériel de promotion figurant sur la charte graphique des chaînes partenaires.

Annexe 2

C O N D I T I O N S G É N É R A L E S R T B F

Mise à jour du 01/01/2018

Article 1 : Objet

La RTBF attribue à l'organisateur un temps d'antenne assurant la publicité radio-télévisée et online de l'événement organisé par l'organisateur. La valeur de ce temps d'antenne est fixée dans la présente convention. En vue de couvrir forfaitairement ses coûts de gestion et de mise à l'antenne, la RTBF déduira 7% de la valeur totale de l'échange.

Le crédit est strictement affecté à la promotion de l'événement défini dans la convention. Tout ou partie de celui-ci ne peut donc être porté ou reporté sur un autre événement organisé par l'organisateur ou cédé à des tiers. A défaut, le crédit d'espace sera annulé, en tout ou en partie.

En outre, il ne peut faire l'objet d'un report sur un événement similaire ultérieur, ou faire l'objet d'un report d'une année sur l'autre.

Article 2 : Responsabilité de l'événement

L'organisateur déclare expressément qu'il dispose de tous les droits et autorisations liés à l'organisation et à la promotion de l'événement décrits dans la présente convention, sans aucune exception, et qu'il exploitera cet événement en se conformant à toutes les législations applicables et en prenant en charge tous les frais en résultant, notamment en ce qui concerne les droits d'auteurs et voisins.

L'organisateur exploitera l'événement pour son compte propre, à l'exclusion de tout intermédiaire. Dans le cas contraire, il en aura averti préalablement la RTBF en désignant explicitement le ou les organisateurs sous-traitant(s) pour le(s)quel(s) il se porte fort vis-à-vis de ses engagements envers la RTBF.

L'organisateur assumera seul l'entière responsabilité de l'organisation et de la promotion de l'événement et dégage la RTBF de toute responsabilité dans cette organisation et cette promotion. Il garantit solidairement et indivisiblement la RTBF et sa régie publicitaire contre tout recours de tiers qui porterait atteinte en fait ou en droit à la jouissance paisible de l'exécution de la présente convention et indemniserait la RTBF de tout préjudice de fait, de droit ou pécuniaire pouvant en découler.

L'organisateur dégage la responsabilité de la RTBF pour tout ce qui concerne toute conséquence pouvant résulter de la chute ou de tout autre fait dû aux matériaux portant les logos de la RTBF ou toute autre référence à la RTBF.

Article 3 : Exclusivité pour La RTBF

L'organisateur garantit que la RTBF est sponsor exclusif de l'événement par rapport aux médias audiovisuels francophones. Il s'engage à associer les chaînes RTBF indiquées dans la présente convention en tant que « title sponsor », à l'exclusion de tout autre sponsor, dans les conditions définies ci-après. Aucun média néerlandophone ayant pour dénomination un synonyme de média francophone concurrent à la RTBF ne sera autorisé.

Seuls les éventuels partenaires presse associés par la RTBF indiqués et les éventuels autres sponsors de l'organisateur cités explicitement dans la présente convention pourront être sponsors de l'événement, sans préjudice de la qualité de « title sponsor » réservée exclusivement à la RTBF.

L'organisateur garantit à la RTBF un sponsoring de ce type pour toutes les dates de représentation de l'événement en Belgique, y compris pour les dates qui seraient rajoutées ou celles qui seraient cédées à d'autres organisateurs.

Cette exclusivité s'étend également au niveau des programmes qui seraient distribués et des annonces qui seraient faites avant ou après l'événement, pour lesquels l'organisateur garantit qu'il n'y aura ni n'annonce ni visibilité de média concurrent à la RTBF.

Article 4 : Communication de l'événement assurée par l'organisateur

L'organisateur s'engage à organiser la communication de l'événement conformément au sponsoring exclusif réservé à la RTBF et à assurer le mieux possible un transfert d'image entre l'événement et la RTBF.

A ce titre, l'organisateur s'engage à assurer la communication de l'événement (en dehors de celle diffusée par la RTBF) indiquée dans la présente convention.

L'organisateur s'engage à réserver à la RTBF une communication de type « La RTBF ou les chaînes définies (logos) présente(nt)... » exclusivement en tête d'annonce de toute la communication de l'événement qu'il organise lui-même : billetterie, affiches, folders, annonces dans d'autres médias, programmes vendus ou distribués, etc., qu'elle soit ou non décrite dans la présente convention.

Dans le cas où l'organisateur ne peut garantir cet engagement pour la RTBF sur certains éléments de sa communication, les éventuelles exceptions concernées figurent explicitement dans la présente convention. L'organisateur s'engage à respecter les logos des chaînes RTBF qui lui ont été remis ainsi que leurs références couleurs.

Toute autre couleur d'impression devra être soumise à l'accord préalable et écrit de la RTBF.

Le positionnement et la forme des logos RTBF respecteront le cahier de charge de la RTBF dont l'organisateur reconnaît avoir pris connaissance. L'organisateur fournira à la RTBF plusieurs exemplaires justificatifs de sa communication.

L'organisateur garantit à la RTBF la possibilité de placer du matériel promotionnel sur le site de l'événement ou aux abords de celui-ci. Cette présence sera également conforme à l'article 2.

Article 5 : Mise à l'antenne

Les spots faisant l'objet de la présente convention seront diffusés selon le principe du floating time, la RTBF veillant toujours au mieux des intérêts de l'organisateur dans les limites de l'espace disponible sur chacun de ses médias. A ce titre, RMB et la RTBF ne sont pas tenus à justifier d'une efficacité publicitaire particulière. En fonction de l'éventuel encombrement des écrans sur un support média, elles se réservent notamment le droit d'ouvrir de nouveaux écrans si cela est possible et/ou de faire glisser des campagnes et des budgets de la radio vers la télévision ou vice-versa, ou vers les médias numériques (web et réseaux sociaux), lorsque les occupations ou les réservations des écrans l'imposent.

L'organisateur reconnaît dès lors à RMB la possibilité de préciser par la suite, pour la période de campagne publicitaire fixée par lui, les horaires de passage définitifs (jours et heures), compte-tenu de l'état d'occupation ou de réservation des écrans.

L'organisateur reconnaît également avoir pris connaissance des conditions générales de RMB.

La RTBF s'engage à assurer la diffusion des espaces publicitaires indiqués dans la présente convention, sous réserve des disponibilités sur les chaînes concernées et conformément aux conditions générales de réservation des espaces publicitaires de chaque chaîne concernée, qui sont réputées connues de l'organisateur. Le coût de ces espaces publicitaires est réduit au forfait ou partie payante éventuelle indiquée dans la présente convention pour autant que l'organisateur remplisse les engagements en découlant.

Les espaces publicitaires diffusés par la RTBF sont exclusivement destinés à la promotion de l'événement décrit dans la présente convention sans citation de sponsor autre que la RTBF à l'exception des éventuels partenaires presse associés et/ou des éventuels sponsors tiers indiqués dans la présente convention et régis par l'article 12 des présentes conditions générales, l'organisateur s'interdisant de rétrocéder ces espaces à un tiers.

Article 6 : Tarifs

Les tarifs de référence de publicité commerciale, en radio /TV/web, sont fixés par RMB auprès de laquelle l'organisateur fait mettre en oeuvre le crédit d'espace accordé. Le pourcentage de répartition de l'espace entre radio et TV s'établit comme suit : il y a répartition 50% en TV et 50% en radio. Ces modalités sont susceptibles d'évolution (en fonction des tarifs RMB) et d'adaptation.

Article 7 : Production des messages et annonces

Les spots/messages TV et Radio seront créés à l'initiative de l'organisateur et à ses frais. Ils devront être de la meilleure qualité technique et d'une qualité artistique satisfaisante et ce sur base du cahier des charges, normes techniques et de diffusion de la RTBF.

La RTBF se réserve le droit de les refuser s'ils ne répondent pas aux conditions énoncées.

Toutefois, à l'exception des éventuels forfaits prévus dans la présente convention, la RTBF peut produire les spots sur base d'un devis préalable et en fonction de ses disponibilités, aux frais de l'organisateur.

Il ne sera pas dérogé au principe de prise en charge de cette fabrication par l'organisateur (tant en radio qu'en télévision), hors stipulation exceptionnelle, expresse et préalable justifiées.

Les spots auront une durée précise de 20 secondes (sauf exception(s) justifiée(s)).

Le contenu de ces spots/messages et annonces sera défini de commun accord. Les images, sons, photos ou graphismes éventuellement fournis par l'organisateur seront libres de tous droits et seront conformes au cahier des charges de la RTBF et à l'éventuel cahier des charges de la communication imposée par le manager et/ou les artistes/intervenants de l'événement.

Dans tous les cas, l'organisateur est seul responsable de l'obtention et du paiement de tous les droits et de toutes les autorisations nécessaires, pour la réalisation et la diffusion de tout message publicitaire, y compris la SABAM, droits mécaniques et voisins. En particulier, l'organisateur garantit la RTBF contre tout recours de toute personne, notamment des auteurs, producteurs, concepteurs, réalisateurs, éditeurs, interprètes ou de toute autre personne qui s'estimerait lésée par la diffusion de ses messages publicitaires à quelque titre que ce soit, et notamment à celui des droits dits de synchronisation.

Article 8 : Exclusivité sectorielle

L'organisateur garantit la RTBF d'une exclusivité sectorielle dans le cadre de cet accord. Ainsi, il est interdit à l'organisateur de distribuer des places et d'autres biens promotionnels de l'événement à des radios et télévisions et sites web concurrents de la RTBF, même à l'intervention de sponsors de la manifestation.

L'organisateur mettra tout en oeuvre en vue d'empêcher une utilisation généralement quelconque de l'événement, par un concurrent, réserve faite du droit strict à l'information. Est en outre considéré comme ne respectant le principe de l'exclusivité sectorielle, l'association d'une radio et/ou d'une télévision et sites web, diffusant pour un bassin d'audience autre que la Fédération Wallonie Bruxelles, mais utilisant le même nom et/ou le même logotype qu'une radio et/ou télévision directement concurrents de la RTBF en Fédération Wallonie Bruxelles. Toute acquisition d'espace audiovisuel auquel procéderait l'organisateur sur un ou des autres médias en-dehors de la RTBF, ferait l'objet d'un investissement global au moins équivalent sur les antennes de la RTBF, aux conditions tarifaires applicables, et selon la planification demandée par lui, sauf impossibilité matérielle, auprès de RMB.

Article 9 : Rétribution d'agence

En cas d'intervention ou de transmission d'ordres par une agence de publicité ou une centrale d'achat d'espaces, aucune commission ne sera consentie par RMB ou la RTBF, l'organisateur faisant son affaire de la rémunération éventuelle de l'agence de publicité ou de la centrale d'achat, quand bien même il y aurait facturation, notamment au titre de l'article 7.

Article 10 : Apparition de sponsors

Les sponsors de l'événement pourront être cités à la fin du message assurant la promotion de celui-ci. Cette citation sera conforme aux normes définies par RMB et sera intégralement payée au tarif, au comptant, à la réception de la facture adressée à l'organisateur annonceur et en tout cas préalablement à la première diffusion du message, l'éventuelle intervention d'une agence media étant prise en charge par ailleurs par l'organisateur

- en radio : 15% du montant total de la campagne pour le 1er sponsor, 20% à partir de deux sponsors ;

- en TV : 15 % du montant total de la campagne pour un sponsor, 20 % à partir de deux sponsors.

Est considérée comme citation de sponsor, la mention d'un presenting sponsor ou l'intégration d'un titre sponsor dans le titre de l'événement, nonobstant la forme graphique de cette intégration.

Le montant de cette majoration ne peut être inclus dans le montant de la présente convention.

Aucun espace publicitaire avec citations de sponsors ne sera diffusé sans que l'organisateur n'ait signé préalablement un bon de commande avec la régie publicitaire de la RTBF, reprenant la partie payante indiquée. La non signature de ce bon de commande par l'organisateur ou le non- paiement de la partie payante, dégage automatiquement la RTBF de tous ses engagements résultant de la présente convention, sans préjudice des dommages que pourrait réclamer la RTBF à l'organisateur.

Article 11 : Signature des spots

Tous les messages publicitaires diffusés sur les chaînes associées à la communication de l'événement de la RTBF débiteront ainsi :

En TV : - sur la chaîne associée par une mention visuelle et sonore en début de spot RTBF de type « la (chaîne TV) » et éventuellement « la (chaîne radio) » « présente(nt) » telles qu'indiquées aux conditions particulières, à l'exclusion de la mention « RTBF » ou d'un ancien centre de production. La signature visuelle, même accompagnée d'une signature verbale en fin de spot, ne vaut pas.

- sur la chaîne support, en début de spot, la mention visuelle et sonore de la chaîne associée en radio « la (chaîne radio) présente » et éventuellement « la (chaîne TV) » présente(nt) telles qu'indiquées aux conditions particulières, à l'exclusion de la mention « RTBF » ou d'un ancien centre de production. La signature visuelle, même accompagnée d'une signature verbale en fin de spot, ne vaut pas.

En radio :

Les spots de promotion de l'événement sont signés ainsi qu'il suit :

- sur la chaîne associée : en ouverture de spot, la mention « [la chaîne associée] et (éventuellement) [la chaîne associée en télévision], présente(nt)... »

Si plusieurs chaînes sont associées, l'ensemble des chaînes associées sont citées en ouverture de spot, étant entendu que l'énumération des chaînes commence systématiquement par la chaîne sur laquelle le spot est diffusé.

- sur la chaîne support : en clôture de spot « en collaboration avec [la chaîne support] et [la chaîne TV associée] », à l'exclusion de la chaîne associée.

Si plusieurs chaînes sont support, seule la chaîne support sur laquelle le spot est diffusé est citée, à l'exclusion de la chaîne associée. Il y a donc autant de spots que de chaînes support.

Article 12 : Publicités sectorielles

L'organisateur s'engage à consulter préalablement la RTBF lorsque des entreprises ayant leur activité dans des domaines dont la publicité radio-télévisée fait l'objet d'une réglementation particulière, et spécialement dans les domaines du tabac ou de l'alcool, sont associées à l'événement. Les dispositions réglementaires spécifiques relatives à la publicité de ces produits s'appliquent dans le cadre de la présente convention.

La RTBF est libre de ne pas s'associer à des événements dont l'appellation contient des dénominations d'entreprises commerciales ou de marques. L'organisateur s'engage à aviser la RTBF de toute modification de l'appellation de l'événement, à défaut de quoi la RTBF se réserve le droit d'annuler le crédit d'espace publicitaire accordé à l'organisateur. Ce dernier s'engage à communiquer en temps utile à la RTBF la liste des sponsors et supports presse de l'événement qu'il organise.

Article 13 : Parrainage Radio-TV

La RTBF et RMB sont libres de parrainer ou faire parrainer, selon les dispositions légales, décrétales et réglementaires en vigueur, la couverture ou la radio/télédiffusion par tout procédé de l'événement pour lequel elle accorde un crédit d'espace publicitaire à l'organisateur, à son bénéfice exclusif. Au cas où l'organisateur interviendrait dans la prospection du parrainage de la retransmission de l'événement ou de sa couverture par un tiers, le contrat de parrainage sera conclu entre ce dernier et RMB. Il est entendu, pour autant que de besoin, que le droit de radio/télédiffuser l'événement n'est pas l'objet de la présente convention, sauf clause contraire expresse.

Article 14 : Droit de première option sur les autres événements

L'organisateur informera la RTBF en temps utile des événements futurs qu'il organise. Le présent contrat est conclu strictement pour la manifestation définie dans la convention. Toutefois, l'organisateur garantit la RTBF d'un droit de premier refus pour ses éditions ultérieures.

Article 15 : Facilités rédactionnelles et promotionnelles

L'organisateur garantit à la RTBF l'accès gratuit à l'événement pour ses équipes de reportage.

L'organisateur fera ses meilleurs efforts pour mettre les équipes de la RTBF en contact privilégié avec les artistes/intervenants de l'événement.

La RTBF s'engage à parler de l'événement dans ses programmes, en fonction de ses possibilités.

L'organisateur autorise la RTBF à utiliser les noms et les images des événements dont la promotion est assurée par la RTBF dans d'autres promotions RTBF.

Article 16 : Relations publiques

L'organisateur s'engage à aviser la RTBF de toutes les possibilités généralement quelconques d'exploitation secondaire de l'événement, notamment en termes de relations publiques, en priorité.

Article 17 : Tickets d'entrée fournis à la RTBF par l'organisateur

L'organisateur s'engage à mettre gratuitement à la disposition de la RTBF le nombre et le type de tickets d'entrée indiqués dans la présente convention. Ces tickets sont destinés à l'organisation de concours (avec éventuellement ses partenaires presse associés) ainsi qu'aux relations internes et externes de la RTBF.

L'emplacement des places est défini de commun accord, sur base du plan de la salle, de sorte que les invités de la RTBF puissent assister à l'événement dans les meilleures conditions, l'organisateur assumant vis-à-vis de ceux-ci sa responsabilité d'organisateur. L'organisateur s'engage à faire en sorte que des tickets d'entrées ou du merchandising liés à l'événement ne puissent être distribués par des télévisions ou des radios francophones ou sites web autres que la RTBF, même à l'intervention d'éventuels sponsors de l'événement.

Article 18 : Confidentialité

Les Parties conviennent de garder confidentielles les informations relatives à la présente convention et, plus généralement, à l'activité de l'autre Partie auxquelles elles pourraient avoir accès, tant lors de l'exécution du présent contrat que pendant un délai de trois ans à compter de son terme.

Article 19 : Facturation

Toutes nos conventions d'échanges feront l'objet d'une facturation, dans les 15 jours de la date de l'événement et au plus tard le 31 décembre de l'année en cours (les 7% couvrant les coûts de gestion et de mise à l'antenne des campagnes TV et Radio étant inclus dans les factures émises par les deux parties) :

- par l'organisateur adressée à la RTBF (celle-ci reprenant le montant de son apport [+ TVA])
- par la RTBF (laquelle reprendra le montant de l'apport de la RTBF [+ TVA])
- par la RTBF (des frais hors échanges)

En cas de non assujettissement du partenaire à la TVA :

La convention fera l'objet d'une déclaration de créance, émise par l'organisateur, reprenant son apport et d'une facture, émise par la RTBF, reprenant le montant de son même apport (+ TVA). A charge de l'organisateur de s'acquitter de la TVA, dès réception de la facture, auprès de la RTBF pour solder l'échange.

Article 20 : Paiement – Intérêts de retard et clause de majoration

En cas de facturation, toutes nos factures sont payantes au grand comptant, sauf stipulations contraires sur la facture.

« A défaut de paiement dans les délais prescrits, l'annonceur sera redevable de plein droit et sans mis en demeure :

1. d'intérêts de retard calculés sur base d'un taux annuel de 10%
2. d'un dédommagement forfaitaire fixé contractuellement à 15% du montant de la facture avec un minimum de 25.00 €. En cas de non-paiement d'une facture dans les délais prescrits, la RMB se réserve en outre la faculté, moyennant notification écrite, de résilier sans préavis ni indemnité d'aucune sorte toute autre campagne publicitaire en cours ».

Article 21 : Litige

La RTBF aura la faculté de suspendre à tout moment l'exécution de ses engagements si l'organisateur ne remplit pas l'un de ses

engagements découlant de la présente convention, ou si la réalisation ou la crédibilité de l'événement devait être remise en question. Dans ce cas la RTBF se réserve le droit de résilier la présente convention et d'exiger des dédommagements à l'organisateur ainsi que le paiement intégral à sa régie des espaces publicitaires diffusés, au tarif en vigueur. Tout différend concernant la présente convention et son interprétation sera soumis à la compétence exclusive des Cours et Tribunaux de l'Arrondissement judiciaires de Bruxelles, au rôle linguistique francophone. Avant de porter le litige devant le tribunal, les parties mettront néanmoins tout en oeuvre en vue de rechercher une solution amiable à tout litige.

Article 22 : Dispositions finales

Au cas où le message publicitaire ne serait pas agréé par la RTBF, pour quelque raison que ce soit, dans le cadre des conditions qui réglementent la publicité, la RTBF serait déchargée de la convention envers l'organisateur.

Si le matériel ne respecte pas la durée et les signatures RTBF définies et/ou s'il n'est pas fourni dans les délais prévus par la RTBF, et/ou s'il ne respecte pas les présentes conditions générales, celle-ci se réserve le droit de déplanifier les spots prévus sans compensation, les espaces étant alors définitivement perdus.

La RTBF ne peut être tenue pour responsable d'un dommage dû à un cas de force majeure empêchant l'exécution de la présente convention. L'interruption des émissions pour fait de grève est considérée comme cas de force majeure. Toutefois, en fonction des possibilités, des diffusions ultérieures seront réservées à l'organisateur.

L'organisateur renverra, dans les huit jours de la réception, deux exemplaires signés, ainsi qu'un exemplaire des annexes paraphé pour accord, étant entendu qu'elles font partie intégrante du contrat.

La campagne pourra être mise en oeuvre, en toute hypothèse, qu'après réception de l'accord signé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Partnerschapsovereenkomst – RTBF – Middeleeuwse markt - Goedkeuring

De gemeenteraad,

gelet op de noodzaak om reclame te maken voor het feest "Middeleeuwse Markt";

overwegende dat DH Radio, Fun Radio en Vivacité geraadpleegd zijn geweest ;

overwegende dat het aanbod van Vivacité (die deel uitmaakt van de groep RTBF.BE) ons het meest geschikt leek ;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

de voorwaarden van de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en LA RADIO TÉLÉVISION BELGE DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES goed te keuren zoals hieronder opgenomen:

Tussen:

het gemeentebestuur van Etterbeek, hierna "de organisator" genoemd,
vertegenwoordigd door Patrick LENAERS, schepen, en dhr. Christian DEBATY, gemeentesecretaris,
Oudergemlaan 115, 1040 Etterbeek,

En:

"LA RADIO TELEVISION BELGE DE LA FEDERATION WALLONIE-BRUXELLES"
vertegenwoordigd door dhr. Eric GILSON, directeur, hierna "RTBF" genoemd.

De onderhavige overeenkomst heeft tot doel om tussen de organisator en RTBF de algemene voorwaarden vast te leggen van een partnerschap voor de "Middeleeuwse Markt van Etterbeek", met name de editie van 2018. Dat partnerschap heeft betrekking op een reclameruil. Onderhavig akkoord garandeert dat RTBF aan de organisator advertentieruimte in floating time verleent op de radio op de radio voor de 26e editie van de "MIDDELEEUWSE MARKT" voor een totaalbedrag van € 14.000 exclusief btw (veertienduizend euro exclusief btw).

Dat bedrag wordt als volgt gepland in floating time tegen het tarief dat toegepast wordt door RTBF/RMB:
op de radio: 14.000 euro exclusief btw op Vivacité

De productiekosten van de radiospot (duur 20 seconden) zijn voor rekening van de organisator.

De tegenwaarden die de organisator verleent aan RTBF worden beschreven in bijlage 1. De organisator erkent kennis te hebben genomen van de algemene voorwaarden van de overeenkomsten van RTBF uit bijlage 2 en ermee akkoord te gaan. Bijlagen 1 en 2 maken integraal deel uit van onderhavige overeenkomst, behalve de bepalingen die gewijzigd worden krachtens de bijzondere bepalingen die meer invloed hebben.

Op het brutobedrag exclusief btw toegekend door RTBF is een tariefvermindering van 50% van toepassing. Bijgevolg maakt onderhavige overeenkomst het voorwerp uit:

· van een schuldvordering van de organisator aan RTBF waarop de bijdrage van de organisator vermeld wordt, met name 14.000 euro - vermindering van 50% = 7.000 euro.

De schuldvordering die de organisator aan RTBF bezorgt moet een verwijzing bevatten naar de bestelbon die vooraf verstuurd werd door RTBF. Zo niet, dan bestaat het risico dat de schuldvordering verworpen wordt wegens een gebrek aan verbintenis.

en van een factuur van RTBF aan de organisator, met name 14.000 euro - vermindering van 50% = 7.000 euro + btw (21%)
1.470 euro = 8.470 euro incl. btw.
De organisator moet het btw-bedrag (21%) van 1.470 euro bij ontvangst van de factuur betalen aan RTBF om de ruil te vereffenen en dat op de volgende rekening van RTBF: BELFIUS nr. 091-0104614-77
IBAN: BE80 091010461477
Swift: GKCCBEBB
Btw-nummer van RTBF: BE 0223.459.690
Financieel contact van RTBF: mevr. Françoise LOUIS – tel. 02 737 26 42 – fax: 02 737 40 80 – e-mail facturation.clients@rtbf.be

Opgemaakt in Brussel in twee exemplaren

SPONSORING TV / RADIO DE ALGEMEEN DIRECTEUR DE ORGANISATOR
VAN DE R.T.B.F. VAN DE RADIO EN DE SPONSORING B. FIEVETZ F. GOFFIN

Bijlage 1-1/2

VOORWAARDEN en TEGENWAARDEN:

NAAM VAN HET EVENEMENT: MIDDELEEUWSE MARKT

DATUMS: van 18 mei tot en met 20 mei 2018

PLAATS: Etterbeek, Jubelpark.

PROJECTLEIDER: Catherine DELWART – 065 32 72 72 – cdw@rtbf.be

RECLAME

Totaalbedrag excl. btw: € 14.000 totaalbedrag (-7%): € 13.020 (7% = forfait die de kosten dekt voor het beheer en de uitzending)

Radiocampagne

Uitzendkanaal RTBF

RADIODEEL:

Bedrag radio excl. btw: € 14.000 bedrag radio (-7%): € 13.020 (7% = forfait die de kosten dekt voor het beheer en de uitzending)

Vivacité is de radiozender die geassocieerd wordt met de communicatie

Planning

Op VivaBruxelles en BW, Vivacité Hainaut-Charleroi en Vivacité Namur

Gewenste campagnedatum: **van 07/05/2018 tot 20/05/2018**

De organisator bevestigt zijn campagnewensen aan RTBF

Dominique Debecker – Mai Baras – planifpromo@rtbf.be

SIGNATUREN RADIO:

Vermelding bij de start van de spot “Vivacité présente...”

Eventuele vermelding van de steun van de institutionele sponsors en de pers: enkel op het einde van de spot (maximaal 3)

De duur van de spots is beperkt tot 20 seconden.

Elke vermelding van een privéponsor (een andere dan een perssponsor en/of een institutionele sponsor) heeft een facturatie tot gevolg. Zie artikel 10 van de algemene voorwaarden van de overeenkomsten van RTBF.

Geen commerciële signatures voorzien.

ALLE PARTNERSCHAPOVEREENKOMSTEN ZIJN VOORZIEN VAN EEN SECTOREXCLUSIVITEITSCLAUSULE!

RADIOMATERIAAL:

De radiospot wordt gemaakt door VIVACITE – Yves VRANCKX – 065 32 70 02 – vivapreprod@rtbf.be. De productiekosten zijn voor rekening van de organisator. De radiospot van 20 seconden wordt opgenomen door de productieafdeling van de betrokken zender. De kosten voor de productie en de uitzending worden door de zender gefactureerd tegen de prijs van € 275 + btw.

De informatie-elementen voor de productie van dat radiomateriaal moeten zo snel mogelijk bezorgd worden aan de betrokken productieafdeling (tekstvoorstel en eventueel soundbed).

ANTENNE:

De redactionele relais en antenneacties moeten rechtstreeks met de betrokken zenders en productieteams besproken worden (op de radio) en kunnen niet het voorwerp uitmaken van reclame-akkoorden in overeenstemming met de bijgevoegde algemene voorwaarden.

Adviseur reclame en externe betrekkingen van Vivacité: Catherine DELWART – 065 32 72 72 – cdw@rtbf.be

Bevoorrechte contacten voor de mogelijkheid tot redactionele aankondigingen en eventuele interviews:

Serge VANHAELEWIJN / Viva week-end – 065 32 70 54 – sva@rtbf.be

Brussel: Patricia PIERARD – 02 737 44 95 – ppi@rtbf.be

ZICHTBAARHEID TER PLAATSE:

Die zichtbaarheid wordt bepaald in onderling overleg volgens de algemene voorwaarden van RTBF.

De organisator verbindt zich ertoe zo goed mogelijke zichtbaarheid (binnen/buiten) te geven aan de zender Vivacité in zijn hoedanigheid van hoofdsponsor en dat tijdens de volledige duur van het evenement en eventueel op de verschillende sites/podia.

Ook zichtbaarheid in de foyers, persruimten en/of eventuele vipruimten.

Elke andere zichtbaarheid te bekijken met below RTBF

Contact ter plaatse: **Olivier Geurinckx – olivier.geurinckx@etterbeek.be – 02 627 23 23**

Contact RTBF: BELOW below@rtbf.be 02 737 21 93

ZICHTBAARHEID COMMUNICATIE:

Het logo van VivaBruxelles is te zien op alle gedrukte en digitale communicatie van het evenement in de hoedanigheid van

hoofdsponsor.

Affiches en flyers van alle formaten, persartikels, programma's, uitnodigingen, papieren mailings en nieuwsbrieven, enz.

Partnerlogo vermelden op de homepagina en de partnerpagina op de website van het evenement (www.etterbeek.be) en op de sociale media met links naar de website van Vivacité (www.vivacite.be).

Het drukklare communicatiemateriaal (affiches, flyers, enz.) moeten voorgelegd worden aan RTBF voor akkoord van de grootte en de plaats van haar logo's. Bezorgen via e-mail aan batmat@rtbf.be

ONZE LOGO'S:

Het logo kan gedownload worden via de volgende link: <http://www.rtbffmedia.be/logo-rtbf/viva-bruxelles/>

Het gaat om de laatste versies van onze logo's en hun charter.

Zijn daar ook te vinden: de algemene voorwaarden en de technische normen van de radio- en televisiespots.

Alle logo's zijn er terug te vinden. Het volstaat om op de afbeelding te klikken om het logo te downloaden.

De organisator verbindt zich ertoe enkel het promotiemateriaal uit het grafisch charter van de partnerzenders te gebruiken.

Bijlage 2

ALGEMENE VOORWAARDEN RTBF

Versie van 01/01/2018

Artikel 1: voorwerp

RTBF verleent de organisator zendtijd om via radio en televisie en online reclame te maken voor het evenement dat door de organisator georganiseerd wordt. De waarde van die zendtijd wordt vastgelegd in onderhavige overeenkomst. Om de kosten voor het beheer en de uitzending forfaitair te dekken, brengt RTBF 7% in mindering op de totaalwaarde van de ruil.

De advertentieruimte wordt enkel beschikbaar gesteld om reclame te maken voor het evenement dat in de overeenkomst bepaald wordt. Het geheel of een deel ervan kan dus niet overgedragen of uitgesteld worden voor een ander evenement dat door de organisator georganiseerd wordt, noch overgedragen worden aan derden. Bij gebreke zal de advertentieruimte volledig of gedeeltelijk geannuleerd worden.

Bovendien kan ze niet het voorwerp uitmaken van een overdracht naar een gelijkaardig evenement dat later plaatsvindt, noch van een overdracht van het ene jaar naar het andere.

Artikel 2: verantwoordelijkheid voor het evenement

De organisator verklaart uitdrukkelijk dat hij zonder uitzondering beschikt over alle rechten en vergunningen met betrekking tot de organisatie en de promotie van het evenement dat in deze overeenkomst beschreven wordt en dat hij dat evenement beheert in overeenstemming met alle wetten die van toepassing zijn en daarbij de daaruit voortvloeiende kosten voor zijn rekening neemt, in het bijzonder wat de auteursrechten en de naburige rechten betreft.

De organisator beheert het evenement voor eigen rekening, met uitsluiting van elke tussenpersoon. In het tegenovergestelde geval brengt hij RTBF hiervan vooraf op de hoogte door de onderaannemende organisator(en) aan te stellen voor wie hij zich sterk maakt ten aanzien van zijn verbintenissen tegenover RTBF.

De organisator neemt de volledige verantwoordelijkheid voor de organisatie en de promotie van het evenement op zich en ontheft RTBF van elke verantwoordelijkheid voor die organisatie of promotie. Hij staat hoofdelijk en ondeelbaar borg voor RTBF en haar reclamereguleerder voor elk beroep van derden dat het ongestoord genot van de uitvoering van deze overeenkomst in feite of in rechte zou schaden en stelt RTBF schadeloos voor elk feitelijk, juridisch of financieel nadeel dat daaruit zou kunnen voortvloeien.

De organisator ontheft RTBF van de verantwoordelijkheid voor de gevolgen die kunnen voortvloeien uit een val of andere feiten die veroorzaakt worden door materialen met daarop het logo van RTBF of enige andere verwijzing naar RTBF.

Artikel 3: exclusiviteit voor RTBF

De organisator garandeert dat RTBF de exclusieve sponsor is van het evenement in vergelijking met de Franstalige audiovisuele media. Hij verbindt zich ertoe de RTBF-zenders die vermeld worden in deze overeenkomst te associëren als "titelsponsor", met uitsluiting van elke andere sponsor, volgens de hierna bepaalde voorwaarden. Geen enkel Nederlandstalig medium waarvan de naam een synoniem is van een Franstalig medium dat een concurrent is van RTBF is toegestaan.

Enkel de eventuele vermelde perspartners die geassocieerd worden door RTBF en de eventuele andere sponsors van de organisator die uitdrukkelijk vermeld worden in deze overeenkomst mogen sponsor zijn van het evenement, maar niet in de hoedanigheid van "titelsponsor", die uitsluitend is voorbehouden aan RTBF.

De organisator garandeert RTBF een sponsoring van dit type voor alle datums waarop het evenement plaatsvindt in België, met inbegrip van de datums die toegevoegd zouden worden of de datums die overgedragen zouden worden aan andere organisatoren.

Deze exclusiviteit geldt ook voor programma's en aankondigingen die uitgezonden voor of na het evenement. De organisator garandeert dat er geen mediaconcurrenten van RTBF genoemd worden of zichtbaar zijn in die programma's en aankondigingen.

Artikel 4: communicatie over het evenement door de organisator

De organisator verbindt zich ertoe de communicatie van het evenement te organiseren in overeenstemming met de exclusieve sponsoring die voorbehouden is aan RTBF en zo goed mogelijk te zorgen voor een imago-overdracht tussen het evenement en RTBF. In dat opzicht verbindt de organisator zich ertoe de communicatie van het evenement (behalve de communicatie die verspreid wordt door RTBF) te verzekeren die opgenomen is in deze overeenkomst.

De organisator verbindt zich ertoe een communicatie van het type "La RTBF ou les chaînes définies (logos) présente(nt)..." aan het begin van de advertentie exclusief voor te behouden aan RTBF in elke communicatie over het evenement die hij zelf organiseert: kaartverkoop, affiches, folders, advertenties in andere media, programma's die verkocht of uitgedeeld worden, enz. ongeacht het feit dat die communicatie al dan niet beschreven is in deze overeenkomst.

Als de organisator die verbintenis aan RTBF voor bepaalde elementen van zijn communicatie niet kan garanderen, worden de eventuele uitzonderingen uitdrukkelijk opgenomen in deze overeenkomst. De organisator verbindt zich ertoe de logo's van de RTBF-zenders die hem bezorgd werden alsook hun kleurreferenties te respecteren.

Elke andere drukkleur moet vooraf en schriftelijk goedgekeurd worden door RTBF.

De plaats en de vorm van RTBF-logo's zijn in overeenstemming met het bestek van RTBF waarvan de organisator verklaart kennis te hebben genomen. De organisator bezorgt RTBF meerdere exemplaren die als bewijs dienen voor zijn communicatie.

De organisator garandeert RTBF de mogelijkheid om promomateriaal te plaatsen op de site van het evenement of in de omgeving ervan. Dit gebeurt eveneens in overeenstemming met artikel 2.

Artikel 5: uitzending

De spots die het voorwerp uitmaken van onderhavige overeenkomst worden uitgezonden volgens het principe van floating time. RTBF waakt hierbij zo goed mogelijk over de belangen van de organisator binnen de grenzen van de ruimte die beschikbaar is op elk van haar media. In dat opzicht zijn RMB en RTBF er niet toe verplicht het bewijs te leveren van een bijzondere publiciteitsefficiëntie. In functie van de eventuele verzadiging van de schermen op een mediadrager behouden zij zich in het bijzonder het recht voor om nieuwe schermen te openen als dat mogelijk is en/of campagnes en budgetten van de radio naar de televisie (en omgekeerd) of naar de digitale media (web en sociale media) door te schuiven wanneer de bezettingen of de reservaties van de schermen dat noodzakelijk maken.

Voor de periode van de reclamecampagne die door hem vastgelegd wordt, geeft de organisator RMB dus de mogelijkheid om de definitieve uitzendingsroosters (dagen en uren) later te preciseren rekening houdend met de bezetting of de reservatie van de schermen.

De organisator erkent ook kennis te hebben genomen van de algemene voorwaarden van RMB.

RTBF verbindt zich ertoe de uitzending van de advertentieruimtes die opgenomen zijn in onderhavige overeenkomst te verzekeren onder voorbehoud van de beschikbaarheden op de betrokken zenders en in overeenstemming met de algemene voorwaarden voor de reservatie van advertentieruimte op elke betrokken zender, die gekend moeten zijn door de organisator. De kostprijs van die advertentieruimte wordt teruggebracht tot het forfait of eventuele betalende deel dat vermeld is in onderhavige overeenkomst voor zover de organisator de verbintenissen nakomt die daaruit voortvloeien.

De advertentieruimtes die uitgezonden worden door RTBF zijn uitsluitend bedoeld om reclame te maken voor het evenement dat beschreven wordt in onderhavige overeenkomst zonder vermelding van een andere sponsor dan RTBF, met uitzondering van de eventuele geassocieerde perspartners en/of eventuele derdesponsors die vermeld worden in onderhavige overeenkomst en geregeld worden door artikel 12 van deze algemene voorwaarden. De organisator verbindt zich ertoe die ruimten niet door te verkopen aan derden.

Artikel 6: tarieven

De referentietarieven voor commerciële reclame op radio/televisie/web zijn vastgelegd door RMB bij wie de organisator de verleende advertentieruimte laat uitvoeren. Het percentage van de verdeling tussen radio en televisie is als volgt vastgelegd: 50% televisie en 50% radio. Die modaliteiten kunnen evolueren (in functie van de tarieven van RMB) en aangepast worden.

Artikel 7: productie van de boodschappen en advertenties

De spots/boodschappen op televisie en radio worden gemaakt op initiatief en op kosten van de organisator. Ze moeten een goede technische kwaliteit hebben en van voldoende artistieke kwaliteit zijn en dat op basis van het bestek, de technische normen en de uitzendnormen van RTBF.

RTBF behoudt zich het recht voor om ze te weigeren als ze niet voldoen aan de gestelde voorwaarden.

Met uitzondering van de eventuele forfaits die voorzien zijn in onderhavige overeenkomst kan RTBF de spot produceren op kosten van de organisator op basis van een voorafgaande kostenraming en in functie van haar beschikbaarheden.

Er wordt niet afgeweken van het principe dat de organisator die productie voor zijn rekening neemt (zowel voor radio als voor televisie) behoudens uitzonderlijke, uitdrukkelijke en voorafgaande bepaling(en).

De spots duren exact twintig seconden (behalve bij gerechtvaardigde uitzondering(en)).

De inhoud van de spots/berichten en advertenties wordt in overleg bepaald. De afbeeldingen, geluiden, foto's of grafische beelden die eventueel geleverd worden door de organisator zijn vrij van alle rechten en zijn in overeenstemming met het bestek van RTBF en het eventuele communicatiebestek dat opgelegd wordt door de manager en/of de artiesten/deelnemers van het evenement.

In elk geval is de organisator alleen verantwoordelijk voor het verkrijgen en de betaling van alle rechten en vergunningen die noodzakelijk zijn voor de productie en de uitzending van de reclameberichten, met inbegrip van SABAM, mechanische rechten en naburige rechten. In het bijzonder staat de organisatie borg voor RTBF voor elk beroep van elke persoon, in het bijzonder auteurs, producers, bedenkers, regisseurs, redacteurs, vertolkers of elke andere persoon die zich benadeeld voelt door de uitzending van die reclameboodschappen, op welke manier dan ook, en in het bijzonder de zogenaamde synchronisatierechten.

Artikel 8: sectorexclusiviteit

De organisator garandeert RTBF een sectorexclusiviteit in het kader van dit akkoord. De organisator mag geen tickets en andere promotiegoederen van het evenement uitdelen aan radio- en televisiezenders en website die een concurrent zijn van RTBF, zelfs bij tussenkomst van sponsors van het evenement.

De organisator stelt alles in het werk om te vermijden dat het evenement op welke manier dan ook gebruikt wordt door een concurrent, met uitzondering van het strikte recht op informatie. Wordt bovendien beschouwd als een niet-naleving van het principe van sectorexclusiviteit, de associatie van een radio- en/of televisiezender en websites die uitzenden voor een ander publiek dan de Federatie Wallonië-Brussel, maar dezelfde naam en/of hetzelfde logotype gebruiken dan een radio- en/of televisiezender die een rechtstreekse concurrent is van RTBF in Federatie Wallonië-Brussel.

Voor elke aankoop van audiovisuele ruimte waartoe de organisator zou overgaan voor een ander medium behalve RTBF zou de organisator een globale investering moeten doen op de antennes van RTBF die minstens gelijk is en tegen de tariefvoorwaarden die van toepassing zijn en volgens de planning die door RTBF aan RMB gevraagd wordt behoudens materiële onmogelijkheid.

Artikel 9: betaling van bureau

In geval van tussenkomst of overbrenging van orders via een reclamebureau of een centrale voor de aankoop van ruimte geeft RMB of RTBF geen enkele commissie. De organisator zorgt voor de eventuele betaling van het reclamebureau of de aankoopcentrale, zelfs al zou er facturatie zijn, in het bijzonder in artikel 7.

Artikel 10: vermelding van de sponsors

De sponsors van het evenement mogen genoemd worden aan het einde van de reclameboodschap voor dat evenement. Die vermelding is in overeenstemming met de normen die bepaald werden door RMB en wordt volledig contant betaald bij ontvangst van de factuur aan de adverterende organisator en in elk geval voor de eerste uitzending van de boodschap waarbij de organisator de eventuele tussenkomst van een mediabureau voor zijn rekening neemt:

- op de radio: 15% van het totaalbedrag van de campagne voor de eerste sponsor, 20% vanaf twee sponsors;
- op televisie: 15% van het totaalbedrag van de campagne voor één sponsor, 20% vanaf twee sponsors.

Wordt beschouwd als vermelding van een sponsor, de vermelding van een presenting sponsor of de opname van een titelsponsor in de titel van het evenement, ongeacht de grafische vorm van die opname.

Het bedrag van die verhoging kan niet inbegrepen zijn in het bedrag van onderhavige overeenkomst.

Er wordt geen enkele advertentieruimte met vermelding van sponsors uitgezonden zonder dat de organisator vooraf een bestelbon getekend heeft met de reclameregie van RTBF waarin het betalende deel vermeld wordt. De niet-ondertekening van die bestelbon door de organisator of de niet-betaling van het betalende deel ontslaat RTBF automatisch van al haar verbintenissen die voortvloeien uit onderhavige overeenkomst onverminderd de schadeloosstelling die RTBF zou kunnen eisen van de organisator.

Artikel 11: signatuur van de spots

Alle reclameboodschappen die uitgezonden worden op de zenders die geassocieerd worden met de communicatie van het evenement van RTBF beginnen als volgt:

Op televisie:

- op de geassocieerde zender met klank- een beeldvermelding bij de start van RTBF-spot van het type "(tv-zender)" en eventueel "(radiozender)" "présente(nt)" zoals vermeld in de bijzondere voorwaarden, met uitsluiting van de vermelding "RTBF" of een voormalig productiecentrum. De visuele signatuur, zelfs als die vergezeld gaat van een mondelinge signatuur op het einde van de spot, geldt niet.

- op de steunzenders, bij het begin van de spot, de klank- en beeldvermelding van de geassocieerde radiozender "(radiozender)" en eventueel "(televisiezender)" "présente(nt)" zoals vermeld in de bijzondere voorwaarden, met uitsluiting van de vermelding "RTBF" of een voormalig productiecentrum. De visuele signatuur, zelfs als die vergezeld gaat van een mondelinge signatuur op het einde van de spot, geldt niet.

Op de radio:

De reclamespots van het evenement worden als volgt gesigneerd:

- op de geassocieerde zender: bij de opening van de spot, de vermelding "[de geassocieerde zender] en (eventueel) [de geassocieerde televisiezender] présente(nt)..."

Als er verschillende geassocieerde zenders zijn, worden alle geassocieerde zenders genoemd bij de start van de spot en de opsomming begint systematisch met de zender waarop de spot uitgezonden wordt.

- op de steunzenders: bij het afsluiten van de spot "en collaboration avec [de steunzender] et [de geassocieerde televisiezender]" met uitsluiting van de geassocieerde zender.

Als er verschillende steunzenders zijn, wordt enkel de degene waarop de spot uitgezonden wordt genoemd met uitsluiting van de geassocieerde zender. Er zijn dus evenveel spots als er steunzenders zijn.

Artikel 12: sectorale publiciteit

De organisator verbindt zich ertoe RTBF vooraf te raadplegen wanneer ondernemingen die hun activiteit hebben binnen domeinen waarvan de radio- en televisiereclame het voorwerp uitmaakt van een bijzondere regelgeving en in het bijzonder binnen domeinen van tabak en alcohol geassocieerd worden met het evenement. De specifieke regels in verband met de reclame voor deze producten is van toepassing in het kader van deze overeenkomst.

RTBF is vrij om zich niet te associëren met evenementen waarvan de benaming namen van commerciële bedrijven of merken bevat. De organisator verbindt zich ertoe RTBF op de hoogte te houden van elke wijziging van de benaming van het evenement. Zo niet, dan behoudt RTBF zich het recht voor om de advertentieruimte die verleend werd aan de organisator te annuleren. Die laatste verbindt zich ertoe RTBF tijdig de lijst te bezorgen van de sponsors en persdragers van het evenement dat hij organiseert.

Artikel 13: sponsoring Radio-TV

RTBF en RMB zijn vrij om, volgens de wettelijke, decretale en reglementaire bepalingen, de verslaggeving of de radio- en televisie-uitzending van het evenement waarvoor zij advertentieruimte verlenen aan de organisator te sponsoren of te laten sponsoren exclusief te zijnen voordele. Als de organisator zou tussenkomen in de prospectie van de sponsoring van de heruitzending van het evenement of de verslaggeving ervan door een derde, wordt het sponsorcontract gesloten tussen die laatste en RMB. Voor zover als nodig wordt verstaan dat het recht om het evenement uit te zenden via radio of televisie niet het voorwerp uitmaakt van deze overeenkomst behoudens uitdrukkelijk andersluidende bepaling.

Artikel 14: voorrangrecht voor andere evenementen

De organisator informeert RTBF tijdig over toekomstige evenementen die hij organiseert. Onderhavig contract wordt uitsluitend gesloten voor het evenement dat in de overeenkomst bepaald wordt. De organisator garandeert RTBF echter een voorkeursrecht voor zijn volgende edities.

Artikel 15: redactionele en promotionele faciliteiten

De organisator garandeert RTBF gratis toegang tot het evenement voor haar reportageploegen.

De organisator levert inspanningen om de ploegen van RTBF in contact te brengen met de artiesten/deelnemers van het evenement.

RTBF verbindt zich ertoe in functie van de mogelijkheden over het evenement te praten in haar programma's.

De organisator geeft RTBF toestemming om de namen en de afbeeldingen van de evenementen waarvan de reclame via RTBF verloopt te gebruiken in andere RTBF-reclame.

Artikel 16: public relations

De organisator verbindt zich ertoe RTBF op de hoogte te brengen van alle secundaire exploitatiemogelijkheden van het evenement, in het bijzonder in termen van public relations.

Artikel 17: toegangstickets van de organisator voor RTBF

De organisator verbindt zich ertoe RTBF gratis het aantal en het soort toegangstickets ter beschikking te stellen die vermeld worden in deze overeenkomst. Die tickets zijn bestemd voor de organisatie van wedstrijden (eventueel met haar geassocieerde perspartners) en voor de interne en externe relaties van RTBF.

De plaatsen van die tickets worden in overleg bepaald op basis van het zaalplan zodat de genodigden van RTBF het evenement in de beste omstandigheden kunnen bijwonen. De organisator neemt ten aanzien van die genodigden zijn verantwoordelijkheid als organisator op. De organisator zorgt ervoor dat er geen toegangstickets of merchandising in verband met het evenement verspreid

kunnen worden door Franstalige televisiezenders en radiozenders of door andere website dan RTBF zelfs bij tussenkomst van eventuele sponsors van het evenement.

Artikel 18: vertrouwelijkheid

De partijen komen overeen de informatie in verband met deze overeenkomst vertrouwelijk te houden en meer algemeen ook de informatie over de activiteit van de andere partij waartoe zij toegang zouden hebben, zowel tijdens de uitvoering van dit contract als tijdens een termijn van drie jaar na afloop van het contract.

Artikel 19: facturatie

Al onze ruilvereenkomsten maken het voorwerp uit van een facturatie binnen 15 dagen na de datum van het evenement en uiterlijk op 31 december van het lopende jaar (de 7% die de kosten voor het beheer en de uitzending van de campagnes op radio en televisie dekt is inbegrepen in de facturen van beide partijen):

- door de organisator aan RTBF (die omvat het bedrag van zijn bijdrage [+btw])
- door RTBF (die omvat het bedrag van de bijdrage van RTBF [+ btw])
- door RTBF (kosten buiten ruil)

Als de partner niet btw-plichtig is:

De overeenkomst zal het voorwerp uitmaken van een schuldvordering uitgegeven door de organisator waarop zijn bijdrage wordt vermeld en van een factuur uitgegeven door RTBF, waarop zijn eigen bijdrage vermeld wordt (+ btw). Zodra hij de factuur ontvangt moet de organisator de btw aan RTBF betalen om de ruil te vereffenen.

Artikel 20: betaling – nalatigheidsinteressen en verhogingsbeding

In geval van facturatie worden al onze facturen contant betaald behoudens andersluidende bepalingen op de factuur.

Als er niet betaald wordt binnen de voorgeschreven termijn, is de adverteerder van rechtswege en zonder ingebrekestelling het volgende schuldig:

1. nalatigheidsinteressen die berekend zijn op basis van een jaarlijkse interestvoet van 10%
2. een forfaitaire schadevergoeding die contractueel vastgelegd wordt op 15% van het factuurbedrag met een minimum van € 25,00.

In geval van niet-betaling van een factuur binnen de voorgeschreven termijn behoudt de RMB zich bovendien het recht voor om met een schriftelijke kennisgeving en zonder opzegtermijn, noch enige vergoeding elke andere lopende reclamecampagne stop te zetten.

Artikel 21: geschil

RTBF heeft het recht om de uitvoering van haar verbintenissen op elk moment op te schorten als de organisator een van zijn verbintenissen die voortvloeien uit deze overeenkomst niet naleeft of als de uitvoering of de geloofwaardigheid van het evenement in vraag gesteld zou worden.

In dat geval behoudt RTBF zich het recht voor om deze overeenkomst te ontbinden en een schadevergoeding te eisen van de organisator alsook de volledige betaling van de uitgezonden advertentieruimtes tegen het geldende tarief.

Alle geschillen in verband met deze overeenkomst en de interpretatie ervan vallen onder de exclusieve bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van het gerechtelijke arrondissement van Brussel in de Franse taalrol.

Alvorens zij het geschil voor de rechtbank brengen, stellen de partijen echter alles in het werk om een oplossing in der minne te vinden.

Artikel 22: slotbepalingen

Als de reclameboodschap om welke reden dan ook niet goedgekeurd zou worden door RTBF in het kader van de voorwaarden die de reclame reglementeren, dan zou RTBF ontslaan worden van de overeenkomst ten aanzien van de organisator.

Als het materiaal niet in overeenstemming is met de duur en de signatuur van RTBF en/of als het niet binnen de door RTBF vastgelegde termijn geleverd wordt en/of als het deze algemene voorwaarden niet naleeft, behoudt RTBF zich het recht voor om de geplande spots niet uit te zenden en dat zonder compensatie. De ruimtes zijn dan definitief verloren.

RTBF kan niet verantwoordelijk gehouden worden voor schade die te wijten is aan overmacht waardoor deze overeenkomst niet uitgevoerd kan worden. De onderbreking van de uitzendingen wegens staking wordt beschouwd als overmacht. In functie van de mogelijkheden worden echter latere uitzendingen voorbehouden aan de organisator.

De organisator bezorgt binnen acht dagen na ontvangst twee ondertekende exemplaren en een voor akkoord geparafeerd exemplaar van de bijlagen, die deel uitmaken van het contract.

De campagne kan in elk geval pas opgestart worden na ontvangst van het ondertekende akkoord.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Achats - Aankopen

19.02.2018/A/0014 **Administration communale – Fixation des conditions de divers marchés publics Article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information**

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer

le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 42 § 1.1° a) + l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 144.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

Date : 18 janvier 2018

Objet : Service de Prévention – Raccordements de caméras urbaines

Estimation de la dépense : € 15.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 300/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 18 janvier 2018

Objet : Propriétés communales – Remplacement d'électroménagers selon besoins

Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 18 janvier 2018

Objet : Garage communal – Acquisition d'outillage pour les ateliers

Estimation de la dépense : € 15.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 136/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 18 janvier 2018

Objet : Voirie – Acquisition de matériel multimédia

Estimation de la dépense : € 3.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 18 janvier 2018

Objet : Voirie – Acquisition d'un groupe électrogène

Estimation de la dépense : € 500,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 18 janvier 2018

Objet : Voirie – Acquisition d'un marteau pneumatique

Estimation de la dépense : € 1.100,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 18 janvier 2018

Objet : Voirie – Acquisition d'une scie à table

Estimation de la dépense : € 1.300,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 18 janvier 2018

Objet : Signalisation – Acquisition de barrières nadars

Estimation de la dépense : € 7.500,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/741-52 du budget extraordinaire de 2018

Date : 18 janvier 2018

Objet : Signalisation – Acquisition de plaques de stationnement mobiles

Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 421/741-52 du budget extraordinaire de 2018

Date : 18 janvier 2018

Objet : Académie Constantin Meunier – Acquisition de matériels divers

Estimation de la dépense : € 4.600,00 TVA comprise

Article budgétaire : 734/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 18 janvier 2018

Objet : Académie Jean Absil – Acquisition de divers instruments et accessoires

Estimation de la dépense : € 15.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 734/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 25 janvier 2018

Objet : ISFCE – Acquisition d'un diable monte-escaliers

Estimation de la dépense : € 250,00 TVA comprise

Article budgétaire : 741/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 25 janvier 2018

Objet : ISFCE – Acquisition de chariots de nettoyage
Estimation de la dépense : € 1.500,00 TVA comprise
Article budgétaire : 741/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 25 janvier 2018

Objet : Centre culturel « Senghor » - Acquisition d'écrans pour diffusion d'informations
Estimation de la dépense : € 1.800,00 TVA comprise
Article budgétaire : 762/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 25 janvier 2018

Objet : Centre de santé – Acquisition de mobiliers médical
Estimation de la dépense : € 2500,00 TVA comprise
Article budgétaire : 871/741-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 25 janvier 2018

Objet : Propreté publique – Acquisition de chariots pour balayeurs
Estimation de la dépense : € 1.500,00 TVA comprise
Article budgétaire : 875/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 25 janvier 2018

Objet : Centre PMS – Acquisition de tests divers
Estimation de la dépense : € 500,00 TVA comprise
Article budgétaire : 706/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 1^{er} février 2018

Objet : Parcs et plantations – Travaux d'élagage et d'abattage
Estimation de la dépense : € 30.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 766/725-60 du budget extraordinaire de 2018

Date : 1^{er} février 2018

Objet : Administration générale – Acquisition de mobiliers divers selon besoins
Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 104/741-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 1^{er} février 2018

Objet : Parc Hap – Pose d'une toiture sur la ruine
Estimation de la dépense : € 75.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 766/724-60 du budget extraordinaire de 2018

Date : 1^{er} février 2018

Objet : Garage communal – Acquisition d'un container fermé avec monte-charge arrière (30m²)
Estimation de la dépense : € 40.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 136/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Propriétés communales – Acquisition de fournitures diverses pour la Mission Locale pour l'Emploi
Estimation de la dépense : € 25.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 124/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Garage communal – Acquisition d'un minibus (8 + 1 pl.)
Estimation de la dépense : € 60.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 705/743-53 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Propriétés communales – Etudes énergétiques PEB (nouveaux certificats + renouvellement)
Estimation de la dépense : € 25.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 124/747-60 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Institut Ernest Richard – Acquisition de matériels de cuisine
Estimation de la dépense : € 1.500,00 TVA comprise
Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Institut Ernest Richard – Acquisition de tables à dessin A3
Estimation de la dépense : € 2.000,00 TVA comprise
Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Administration générale – Acquisition de mobiliers divers (armoires vestiaires, armoires pour produits d'entretien...)
Estimation de la dépense : € 10.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 104/741-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Centre PMS – Acquisition de bureaux et bibliothèque

Estimation de la dépense : € 2.100,00 TVA comprise

Article budgétaire : 735/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Jardins de la Chasse – Mise en place d'un système de captage photos (Time-lapse)

Estimation de la dépense : € 12.995,40 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Enseignement primaire – Acquisition de matériels de gymnastique divers

Estimation de la dépense : € 30.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 722/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Fêtes et manifestations – Acquisition de tentes et accessoires

Estimation de la dépense : € 25.000,00 TVA comprise

Article budgétaire : 763/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Fêtes et manifestations – Acquisition d'un pupitre orateur média

Estimation de la dépense : € 1.500,00 TVA comprise

Article budgétaire : 763/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Date : 8 février 2018

Objet : Ecole « Colombe de la paix » - Acquisition de jeux divers

Estimation de la dépense : € 9.959,40 TVA comprise

Article budgétaire : 722/744-51 du budget extraordinaire de 2018

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet Mededeling ter kennisgeving

De Gemeenteraad

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van het artikel 42 § 1.1° a) + het artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betreft gegund bij onderhandelingsprocedure waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 144.000,00 BTW excl. (nieuwe wetgeving) niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

Datum : 18 januari 2018

Voorwerp : Dienst Preventie – Aansluitingen stadscamera's

Raming van de uitgave : € 15.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 300/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 18 januari 2018

Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Vervanging van huishoudtoestellen volgens behoeften

Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 18 januari 2018

Voorwerp : Gemeentelijke garage – Aankoop van gereedschap voor de werkplaatsen

Raming van de uitgave : € 15.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 136/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 18 januari 2018

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van multimedia materiaal

Raming van de uitgave : € 3.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 18 januari 2018

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van een stroomgroep

Raming van de uitgave : € 500,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 18 januari 2018

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van een pneumatische breekhamer beitel

Raming van de uitgave : € 1.100,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 18 januari 2018

Voorwerp : Wegenis – Aankoop van een tafelzaag

Raming van de uitgave : € 1.300,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 18 januari 2018

Voorwerp : Signalisatie – Aankoop van nadars hekken

Raming van de uitgave : € 7.500,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/741-52 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 18 januari 2018

Voorwerp : Signalisatie – Aankoop van mobiele parkeerplaten

Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 421/741-52 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 18 januari 2018

Voorwerp : Academie Constantin Meunier – Aankoop van allerlei materiaal

Raming van de uitgave : € 4.600,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 734/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 18 januari 2018

Voorwerp : Academie Jean Absil – Aankoop van allerlei instrumenten en toebehoren

Raming van de uitgave : € 15.000,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 734/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 25 januari 2018

Voorwerp : ISFCE – Aankoop van een trapsteekwagen

Raming van de uitgave : € 250,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 741/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 25 januari 2018

Voorwerp : ISFCE – Aankoop van schoonmaakkarren

Raming van de uitgave : € 1.500,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 741/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 25 januari 2018

Voorwerp : Cultureel centrum « Senghor » - Aankoop van schermen voor verspreiding van informaties

Raming van de uitgave : € 1.800,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 25 januari 2018

Voorwerp : Gezondheidscentrum – Aankoop van medisch meubilair

Raming van de uitgave : € 2500,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 871/741-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 25 januari 2018

Voorwerp : Openbare netheid – Aankoop van karren voor de straatvegers

Raming van de uitgave : € 1.500,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 875/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 25 januari 2018

Voorwerp : PMS centrum – Aankoop van allerlei testen

Raming van de uitgave : € 500,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 706/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 1ste februari 2018

Voorwerp : Parken en beplantingen – Snoei en kapwerken
Raming van de uitgave : € 30.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 766/725-60 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 1ste februari 2018

Voorwerp : Algemeen bestuur – Aankoop van allerlei meubilair volgens behoeften
Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 104/741-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 1ste februari 2018

Voorwerp : Park Hap – Leggen van een dak op de ruine
Raming van de uitgave : € 75.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 766/724-60 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 1ste februari 2018

Voorwerp : Gemeentelijke garage – Aankoop van een gesloten container met lift achteraan (30m²)
Raming van de uitgave : € 40.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 136/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Aankoop van allerlei leveringen voor de Plaatselijke Missie Werkgelegenheid
Raming van de uitgave : € 25.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 124/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : Gemeentelijke garage – Aankoop van een minibus (8 + 1 zitpl.)
Raming van de uitgave : € 60.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 705/743-53 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : Gemeentelijke eigendommen – Energetische studies EPB (nieuwe getuigschriften + vernieuwing)
Raming van de uitgave : € 25.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 124/747-60 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : Instituut Ernest Richard – Aankoop van keukenmateriaal
Raming van de uitgave : € 1.500,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : Instituut Ernest Richard – Aankoop van tekentafels A3
Raming van de uitgave : € 2.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : Algemeen bestuur – Aankoop van allerlei meubilair (kleedkamerkasten, kasten voor onderhoudsproducten...)
Raming van de uitgave : € 10.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 104/741-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : PMS centrum – Aankoop van bureau's en bibliotheek
Raming van de uitgave : € 2.100,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 735/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : Jachthof – Plaatsen van een systeem om foto's op te vangen (Time-lapse)
Raming van de uitgave : € 12.995,40 BTW incl.
Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : Lager onderwijs – Aankoop van allerlei turnmateriaal
Raming van de uitgave : € 30.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 722/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : Feesten en manifestaties – Aankoop van tenten en toebehoren
Raming van de uitgave : € 25.000,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 763/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : Feesten en manifestaties – Aankoop van een spreekdesk media

Raming van de uitgave : €1.500,00 BTW incl.
Begrotingsartikel : 763/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Datum : 8 februari 2018

Voorwerp : School « Colombe de la paix » - Aankoop van allerlei speelgoed

Raming van de uitgave : €9.959,40 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/744-51 van de buitengewone begroting van 2018

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

19.02.2018/A/0015 **Ecole "Colombe de la paix" - Location de bâtiments modulaires - Approbation des conditions et du type de procédure**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 1° (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 221.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/LG/2018/03 relatif au marché "Ecole "Colombe de la Paix" - Location de bâtiments modulaires" établi par le Service des Travaux Publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 185.000,00 € (incl. 6% TVA) ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 76 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée directe avec publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2018, article 124/125-06 et au budget des exercices suivants ;

Sur proposition du Collège ;

DECIDE

Article 1er

D'approuver le cahier des charges N° TP/ORD/LG/2018/03 et le montant estimé du marché "Ecole "Colombe de la Paix" - Location de bâtiments modulaires", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 185.000,00 € (incl. 6% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2018, article 124/125-06 et au budget des exercices

suivants.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

School "Colombe de la paix" - Verhuur van modulaire gebouwen - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 1° (limiet van 221.000,00 € excl. btw niet bereikt);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van De opdracht "School "Colombe de la Paix" - Verhuur van modulaire gebouwen" een bestek met nr. TP/ORD/LG/2018/03 werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 185.000,00 € (incl. 6% btw);

Overwegende dat de opdracht zal worden afgesloten voor een duur van 76 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2018, op artikel 124/125-06 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

Op voorstel van het College;

BESLUIT

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/ORD/LG/2018/03 en de raming voor De opdracht "School "Colombe de la Paix" - Verhuur van modulaire gebouwen", opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 185.000,00 € (incl. 6% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2018, op artikel 124/125-06 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

Annexes Colombe.pdf, 2018_01_25_CSCH - Modele 3P.doc, 2018_01_26_Bestek - Model 3P.doc

19.02.2018/A/0016 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'asbl BASENVOL du lundi 2 avril 2018 au vendredi 6 avril 2018 en vue de se rendre au Domaine provincial de Chevetogne.**

Le Conseil communal,

Considérant la demande de Mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'asbl Basenvol du lundi 2 avril 2018 au vendredi 6 avril 2018 en vue de se rendre au Domaine provincial de Chevetogne;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl Basenvol

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue d'Auderghem, 113-115
1040 Etterbeek

Et l'ASBL « BASENVOL »

Rue de Chambéry 16/2d
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 24 personnes, faisant partie du public de l'ASBL BASENVOL, entre Etterbeek et (Domaine provincial de Chevetogne) situé à 5590 CHEVETOGNE, du 2 avril 2018 au 6 avril 2018.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL BASENVOL.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL BASENVOL intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'asbl BASENVOL

L'ASBL BASENVOL s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL BASENVOL devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clés nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL BASENVOL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL BASENVOL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL BASENVOL est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL BASENVOL ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale

d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL BASENVOL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Terbeschikking van een gemeentebus (heen- terug-rit) voor de vzw BASENVOL van maandag 2 april 2018 tot vrijdag 6 april 2018 om naar het provinciaal domain van Chevetogne.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de vzw BASENVOL gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op 29 januari 2018 om naar Bowling Grosly in Brussel te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Les Trois Pommiers goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Oudergemlaan 113-115

1040 Etterbeek

en de vzw BASENVOL

Chamberystraat 16/2d

1040 Etterbeek

de zogenaamde "vervoerder voor eigen rekening"

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 24 personen, die deel uitmaken van het publiek van de vzw BASENVOL, tussen Etterbeek en het provinciaal Domein van Chevetogne gelegen 5590 Chevetogne van maandag 2 april 2018 tot vrijdag 6 april 2018.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw BASENVOL.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw BASENVOL komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw BASENVOL

De vzw BASENVOL verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de vzw BASENVOL de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit "normale" slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw BASENVOL aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw BASENVOL moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst. In geval van een ongeval of schade moet de vzw BASENVOL de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw BASENVOL of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw BASENVOL is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE BASENVOL.pdf

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

19.02.2018/A/0017 **Convention entre la commune d'Etterbeek et la "Maison de quartier Chambéry" relative à la mise en œuvre du Plan d'action 2018.**

Le conseil communal,

Vu le décret du 6 juillet 2012 relatif à la Politique culturelle locale;

Considérant qu'un nouveau plan de politique culturelle a été approuvé par le conseil communal du 18 novembre 2013 pour la période 2014-2019;

Considérant que le plan d'action 2018 a été approuvé par le collège du 14 décembre 2017;

Considérant que la convention entre la commune d'Etterbeek et la Maison de quartier Chambéry relative à la mise en oeuvre du plan d'action 2017 a été approuvé au conseil communal du 20 février 2017;

Considérant que la Maison de quartier Chambéry et un de nos partenaires et qu'à ce titre, il est amené à réaliser un nombre de projets;

Considérant qu'il convient de conclure certains arrangements et de préciser dans une nouvelle convention les droits et les obligations des deux partenaires quant à la mise en oeuvre du Plan d'action 2018;

DECIDE

d'approuver la convention ci-dessous entre la commune d'Etterbeek et la Maison de quartier Chambéry.

CONVENTION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION DE LA POLITIQUE CULTURELLE NEERLANDOPHONE

Entre

l'asbl Buurtwerk Chambéry, rue Chambéry 24-26, à 1040 Etterbeek. Ci-après dénommé « l'asbl Chambéry », représentée par:
Mr Edwin Vanhollebeke, coordinateur,
Mme Olivia Vanmechelen, président du conseil d'entreprise

Et

l'administration communale d'Etterbeek, située 115, avenue d'Auderghem à 1040 Etterbeek, ci-après dénommée 'la commune', représentée par:

monsieur Frank van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones,

monsieur Christian Debaty, secrétaire communal,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Objet de la convention

Le 18 novembre 2013, le Plan de politique culturelle néerlandophone locale a été approuvé par le conseil communal suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 23 octobre 2013. Ce plan définit les différents objectifs que la commune, en collaboration avec ses partenaires, souhaite mettre en œuvre dans le domaine de la promotion de la culture néerlandophone sur son territoire. Il a été établi par lesdits partenaires, qui remplissent un rôle particulier et qui sont reconnus par la VGC. Le Plan de politique culturelle néerlandophone local est mis en œuvre à travers un plan d'action annuel dans lequel les partenaires s'engagent à réaliser différents projets. Le plan d'action 2018 a été approuvé par le collège de bourgmestre et échevins le 14 décembre 2017 après un avis favorable du conseil de Culture le 29 novembre 2017.

Partenaire associé à la convention

L'asbl Chambéry est un partenaire important dans la politique culturelle à Etterbeek. A ce titre, la commune fait appel à l'asbl pour effectuer des missions spécifiques dans le cadre du plan d'action. Elle est reconnue par la VGC en tant que « lokaal dienstencentrum » (centre de services local), projet de promotion de travail Chato, et WMKJ (initiatives en faveur de jeunes issus de milieux fragilisés). Pour le rôle important qu'elle remplit au sein de la communauté, l'asbl Chambéry reçoit un subside communal annuel d'un montant de € 12500.

Article 1

L'asbl Chambéry s'engage à organiser et à coordonner les actions qu'elle a initiées dans le cadre du Plan d'action de la politique culturelle néerlandophone locale. Chambéry participe aussi à d'autres actions conjointes dans le cadre de la politique culturelle locale et de Brede School Domino. Ces actions s'inscrivent dans les objectifs stratégiques et opérationnels tels qu'ils ont été formulés dans le Plan de politique culturelle néerlandophone local.

Article 2

Pour les actions mentionnées ci-dessous, l'asbl Chambéry peut faire appel à la commune afin de recevoir un soutien :

a. logistique du service des Affaires néerlandophones

b. financier. La commune soutient l'asbl Chambéry dans la réalisation des actions ci-dessous pour un montant total de **33 050 €**.

Par action, un montant a été fixé.

1. Carnaval in de wijk (bw) €3000.00
2. Parcours van de solidariteit (bw) €3350.00
3. Spelen van weleer en van andere culturen (bw) €500.00
4. Bewogen (dag rond migratie) (bw) €750.00
5. Dansen doet goed (dc) €1800.00
6. Muziekatelier (dc) €2000.00
7. Qi Gong (dc) €1750.00
8. Monitorenwerking (wmkj) €2200.00
9. Identiteitsproject tieners / jongeren over de grenzen heen (wmkj) €4450.00
10. Taalstimuleringsactiviteiten (wmkj) €11250.00
11. Ouderparticipatie (wmkj) €2000.00

Article 3

Lors de l'élaboration du Plan d'action annuel, l'asbl Chambéry fournit des informations sur les axes principaux des actions et sur le budget souhaité. Lors de la mise en place et durant le déroulement des actions, la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone est tenue informée et associée où cela est nécessaire et possible.

Article 4

Au plus tard 3 mois à l'issue d'une action menée par l'asbl Chambéry, celui-ci fournit à la coordinatrice de la politique néerlandophone culturelle un rapport sur cette action précisant les objectifs atteints, les éventuels points d'amélioration, ainsi qu'un décompte financier complet.

Dans tous les cas de figure, un détail des dépenses prévues dans le cadre des projets toujours en cours doit être établi à l'attention du service des Affaires néerlandophones au plus tard le 1^{er} décembre 2018. Lors de l'évaluation de chaque projet, une copie ou preuve d'au minimum deux supports promotionnels utilisés devra être jointe au dossier.

Article 5

La commune n'interviendra financièrement que pour autant qu'il ressort du décompte financier que le montant alloué a bien été utilisé pour réaliser l'action concernée. Les frais de personnel et les dépenses d'infrastructure à long terme ne sont pas pris en considération pour l'attribution de subsides communaux.

Article 6

Le logo de la commune et l'inscription: « *met de steun van Frank Van Bockstal, Schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden* » seront affichés sur chaque support promotionnel et utilisés dans chaque annonce destinée à promouvoir les différentes actions.

Article 7

Chambéry s'engage à être présent lors des concertations portant sur la politique culturelle néerlandophone locale, dans le cadre du Conseil consultatif de la culture néerlandophone, du « Beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandse cultuur » (concertation des responsables des partenaires de la culture néerlandophone) et du groupe de régie « Lokaal Cultuurbeleid ». Le cas échéant, le centre peut également assister aux conseils d'administration des organisations partenaires de la culture néerlandophone.

Article 8

La convention est approuvée le 19 février 2018 et sa validité couvre l'année 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het "Wijkhuis Chambéry" betreffende het uitvoeren van de projecten uit het Actieplan 2018.

De gemeenteraad,

gelet op het decreet van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid;

overwegende dat een nieuw Cultuurbeleidsplan voor de periode 2014-2019 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 18 november 2013;

overwegende dat het Actieplan 2016 werd goedgekeurd op het college van 14 december 2017;

overwegende dat de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Wijkhuis Chambéry met betrekking tot het actieplan 2016 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 20 februari 2017;

gezien het "Wijkhuis Chambéry" deel uitmaakt van onze partners en een aantal projecten uitvoert;

overwegende dat het aangewezen is om een aantal afspraken evenals de rechten en plichten van beide partners betreffende het uitvoeren van het Actieplan 2018 in een nieuwe overeenkomst vast te leggen;

BESLIST

onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het "Wijkhuis Chambéry" goed te keuren.

CONVENANT IN HET KADER VAN HET ACTIEPLAN LOKAAL CULTUURBELEID

Tussen

Buurtwerk Chambéry vzw, Chambérystraat 24-26, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als Chambéry.

Vertegenwoordigd door:

Meneer Edwin Vanhollebeke, coördinator

Mevrouw Olivia Vanmechelen, voorzitter raad van bestuur

En

Gemeentebestuur van Etterbeek, Oudergemlaan 115, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als de gemeente.

Vertegenwoordigd door:

De Heer Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden

De Heer Christian Debaty, gemeentesecretaris

Doel van de overeenkomst

Op 18/11/2013 werd het Lokaal Cultuurbeleidsplan, opgemaakt volgens het decreet Lokaal Cultuurbeleid van de Vlaamse Gemeenschap, goedgekeurd door de gemeenteraad, na positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 23/10/2013. Dit plan omschrijft de verschillende doelstellingen die de gemeente wenst te realiseren in samenwerking met de partners aangaande de bevordering van de Nederlandstalige cultuur in de gemeente. Dit plan werd opgemaakt door deze verschillende partners die een bijzondere rol uitoefenen en erkend zijn door de VGC. Het Lokaal cultuurbeleidsplan wordt uitgewerkt in een jaarlijks actieplan waarin de partners zich engageren om verschillende projecten te realiseren. Het actieplan voor 2018 werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen op 14/12/17, na positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 29/11/17.

Partner van de overeenkomst

Chambéry is een belangrijke partner in het lokaal cultuurbeleid te Etterbeek. De gemeente schakelt Chambéry dan ook in om specifieke opdrachten uit te voeren in het kader van het Actieplan. Chambéry wordt door de VGC erkend als lokaal dienstencentrum, werkbevorderingsproject Chato en als WMKJ. Voor deze bijzondere meerwaarde in de gemeenschap ontvangt Chambéry jaarlijks een subsidie van €12.500 van de gemeente.

Artikel 1

Chambéry verbindt zich tot het organiseren en coördineren van de acties die ze in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid hebben ingediend. Chambéry schrijft zich ook in voor andere gezamenlijke acties in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid en Brede School Domino. Deze acties passen in de strategische en operationele doelstellingen zoals ze geformuleerd zijn in het Lokaal Cultuurbeleidsplan.

Artikel 2

Voor de acties hieronder vermeld kan Chambéry beroep doen op de gemeente voor

- a. logistieke ondersteuning van de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden
- b. financiële ondersteuning. De gemeente ondersteunt Chambéry voor de uitvoering van de acties hieronder vermeld voor een totaalbedrag van **33 050 euro**. Een bedrag werd bepaald per actie.
 1. Carnaval in de wijk (bw) €3000.00
 2. Parcours van de solidariteit (bw) €3350.00
 3. Spelen van weleer en van andere culturen (bw) €500.00
 4. Bewogen (dag rond migratie) (bw) €750.00
 5. Dansen doet goed (dc) €1800.00
 6. Muziekatelier (dc) €2000.00
 7. Qi Gong (dc) €1750.00
 8. Monitorenwerking (wmkj) €2200.00
 9. Identiteitsproject tieners / jongeren over de grenzen heen (wmkj) €4450.00
 10. Taalstimuleringsactiviteiten (wmkj) €11250.00
 11. Ouderparticipatie (wmkj) €2000.00

Artikel 3

Bij de opmaak van het jaarlijkse Actieplan bespreekt Chambéry de krijtlijnen van de acties en het gevraagde budget. Bij de opstart en tijdens het verloop van de acties wordt de cultuurbeleidscoördinator op de hoogte gehouden en betrokken waar nodig/mogelijk.

Artikel 4

Ten laatste 3 maanden na afloop van elke actie bezorgt Chambéry aan de cultuurbeleidscoördinator een verslag van de actie met de behaalde doelstellingen, eventuele verbeterpunten en een volledige financiële afrekening (inkomsten en uitgaven). In elk geval moet ten laatste op 01/12/2018 een detail van de (voorzien) uitgaven van de nog lopende projecten ingediend worden bij de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden. Bij de evaluatie wordt een kopie of bewijsstuk van ten minste 2 promotievormen toegevoegd.

Artikel 5

De gemeente zal enkel financieel tussenkomen in zoverre uit de financiële afhandeling blijkt dat het toegekende bedrag wel degelijk gebruikt werd voor de actie en in zoverre tegemoet gekomen wordt aan de bepalingen van deze convenant. Personeelskosten en duurzame infrastructurele aankopen komen niet aanmerking voor subsidiëring door de gemeente.

Artikel 6

Het logo van de gemeente en de tekst: "*Met de steun van Frank Van Bockstal, Schepen van Nederlandstalige aangelegenheden*" wordt op elke promotie en aankondiging van de verschillende acties vermeld.

Artikel 7

Chambéry engageert zich drager te zijn van het Lokaal Cultuurbeleid te Etterbeek en aanwezig te zijn op de verschillende overlegmomenten van het Lokaal Cultuurbeleid, te noemen: de Adviesraad Nederlandstalige Cultuur (de cultuurraad), het beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandstalige cultuur en de regiegroep Lokaal Cultuurbeleid. Desgewenst kunnen ook de Raden van Bestuur van de partnerorganisaties in Nederlandstalige cultuur bijgewoond worden.

Artikel 8

De convenant wordt goedgekeurd op 19 februari 2018 en is geldig voor het jaar 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convenant chambéry 2018.doc, Convenant chambéry 2018 FR.doc

19.02.2018/A/0018 **Convention entre la commune d'Etterbeek et le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" relative à la mise en oeuvre de Plan d'Action 2018.**

Le conseil communal,

Vu le décret du 6 juillet 2012 relatif à la Politique culturelle locale;

considérant qu'un nouveau plan de politique culturelle locale a été approuvé par le conseil communal du 18 novembre 2013 pour la période 2014-2019;

considérant que le plan d'action 2018 a été approuvé par le collège du 14 décembre 2017;

considérant que la convention entre la commune d'Etterbeek et le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" relative à la mise en oeuvre du plan d'action 2017 a été approuvé au conseil communal du 20 février 2017;

considérant que le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" et un de nos partenaires et qu'à ce titre, il est amené à réaliser un nombre de projets;

considérant qu'il convient de conclure certains arrangements et de préciser dans une nouvelle convention les droits et les obligations des deux partenaires quant à la mise en oeuvre du Plan d'action 2018;

DECIDE

d'approuver la convention ci-dessous entre la commune d'Etterbeek et le Gemeenschapscentrum "de Maalbeek".

CONVENTION DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION DE LA POLITIQUE CULTURELLE NEERLANDOPHONE 2018

ENTRE

le GC De Maalbeek, 97, rue du Cornet, 1040 Etterbeek.
représenté par :
Madame Ruth Cluysen, responsable du centre ad interim et
Madame Linda Hebberecht, président du conseil d'administration

ET

l'administration communale d'Etterbeek, 115, avenue d'Auderghem, à 1040 Etterbeek, ci-après dénommée 'la commune', représentée par:
Monsieur Frank Van Bockstal, échevin des Affaires néerlandophones et
Monsieur Christian Debaty, secrétaire communal

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Objet de la convention

Le 18 novembre 2013, le Plan de politique culturelle néerlandophone locale a été approuvé par le conseil communal suite à l'avis positif émis par le Conseil consultatif de la culture néerlandophone en sa séance du 23 octobre 2013. Ce plan définit les différents objectifs que la commune, en collaboration avec ses partenaires, souhaite mettre en œuvre dans le domaine de la promotion de la culture néerlandophone sur son territoire. Il a été établi par lesdits partenaires, qui remplissent un rôle particulier et qui sont reconnus par la VGC. Le Plan de politique culturelle néerlandophone local est mis en œuvre à travers un plan d'action annuel dans lequel les partenaires s'engagent à réaliser différents projets. Le plan d'action 2018 a été approuvé par le collège de bourgmestre et échevins le 14 décembre 2017 après un avis favorable du conseil de Culture le 29 novembre 2017.

Partenaire associé à la convention

Le GC de Maalbeek est un partenaire structurel important dans la politique culturelle néerlandophone locale à Etterbeek et à ce titre, la commune fait appel à lui pour remplir des missions spécifiques dans le cadre du plan d'action. Le GC De Maalbeek est également un centre communautaire qui dépend de la VGC. Pour la mise en œuvre de sa mission générale de soutien à la communauté néerlandophone, le centre reçoit chaque année un subside communal d'un montant de 5000 €.

Article 1

Le GC de Maalbeek s'engage à organiser et à coordonner les actions qu'il a initiées dans le cadre du Plan d'action de la politique culturelle néerlandophone locale. Le GC de Maalbeek participe aussi à d'autres actions conjointes dans le cadre de la politique culturelle locale et de Brede School Domino. Ces actions s'inscrivent dans les objectifs stratégiques et opérationnels tels qu'ils ont été formulés dans le Plan de politique culturelle néerlandophone local.

Article 2

Pour les actions mentionnées ci-dessous, le GC De Maalbeek peut faire appel à la commune afin de recevoir un soutien:

- a. logistique de la part du service des Affaires néerlandophones ;
- b. financier. La commune soutient le GC De Maalbeek dans la réalisation des actions mentionnées ci-dessous pour un montant total de **11800 euros**.

Par action, un montant à été fixé:

1. Vrijwilligersdrink - Toast Benevol €1000.00
2. Prikkelparcours €800.00
3. Filmloket €1500.00
4. Activiteiten antenne circus zonder handen €2000.00
5. Son:ette €2500.00
6. Sintfeest €1000.00
7. Breakdancewerking €1000.00
8. Eurosong €500.00
9. Groenproject €1000.00
10. Theaterproject KAE €500.00

Article 3

Lors de l'élaboration du Plan d'action annuel, le GC De Maalbeek fournit des informations sur les axes principaux des actions et sur le budget souhaité. Lors de la mise en place et durant le déroulement des actions, la coordinatrice de la politique culturelle néerlandophone est tenue informée et associée dans la mesure de ses disponibilités.

Article 4

Au plus tard 3 mois à l'issue d'une action menée par le GC De Maalbeek, celui-ci fournit à la coordinatrice de la politique néerlandophone culturelle un rapport sur cette action précisant les objectifs atteints, les éventuels points d'amélioration, ainsi qu'un décompte financier complet.

Dans tous les cas de figure, un détail des dépenses prévues dans le cadre des projets toujours en cours doit être établi à l'attention du service des Affaires néerlandophones au plus tard le 1^{er} décembre 2017. Lors de l'évaluation de chaque projet, une copie ou preuve d'au minimum deux supports promotionnels utilisés devra être jointe au dossier.

Article 5

La commune n'interviendra financièrement que pour autant qu'il ressort du décompte financier que le montant alloué a bien été utilisé pour réaliser l'action concernée. Les frais de personnel et les dépenses d'infrastructure à long terme ne sont pas pris en considération pour l'attribution de subsides communaux.

Article 6

Le logo de la commune et l'inscription: « *met de steun van Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden* » seront affichés sur chaque support promotionnel et utilisés dans chaque annonce destinée à promouvoir les différentes actions.

Article 7

Le GC de Maalbeek s'engage à être présent lors des concertations portant sur la politique culturelle néerlandophone locale, dans le cadre du Conseil consultatif de la culture néerlandophone, du « *Beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandse cultuur* » (concertation des responsables des partenaires de la culture néerlandophone) et du groupe de régie « *Lokaal Cultuurbeleid* ».

Le cas échéant, le centre peut également assister aux conseils d'administration des organisations partenaires de la culture néerlandophone.

Article 8

La convention est approuvée le 19 février 2018 et sa validité couvre l'année 2018.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" betreffende het uitvoeren van de projecten uit het Actieplan 2018.

De gemeenteraad,

gelet op het decreet van 6 juli 2012 betreffende het lokaal cultuurbeleid;

overwegende dat een nieuw Cultuurbeleidsplan voor de periode van 2014-2019 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 18 november 2013;

overwegende dat het Actieplan 2018 werd goedgekeurd op het college van 14 december 2017;

overwegende dat de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" met betrekking tot het actieplan 2017 werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 20 februari 2017;

gezien het Gemeenschapscentrum "de Maalbeek" deel uitmaakt van onze partners en een aantal projecten uitvoert;

overwegende dat het aangewezen is om een aantal afspraken evenals de rechten en de plichten van beide partners betreffende het uitvoeren van het Actieplan 2018 in een nieuwe overeenkomst vast te leggen;

BESLIST

Onderstaande overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Gemeenschapscentrum « de Maalbeek » goed te keuren.

CONVENANT IN HET KADER VAN HET ACTIEPLAN LOKAAL CULTURBELEID 2018

Tussen

GC de Maalbeek, Hoomstraat 97, 1040 Etterbeek.

Vertegenwoordigd door:

Mevrouw Ruth Cluysen, centrumverantwoordelijke ad interim

Mevrouw Linda Hebberecht, voorzitter raad van bestuur

En

Gemeentebestuur van Etterbeek, Oudergemlaan 115, te 1040 Etterbeek. Hierna vermeld als de gemeente.

Vertegenwoordigd door:

De Heer Frank Van Bockstal, schepen van Nederlandstalige aangelegenheden

De Heer Christian Debaty, gemeentesecretaris

Doel van de overeenkomst

Op 18/11/2013 werd het Lokaal Cultuurbeleidsplan, opgemaakt volgens het decreet Lokaal Cultuurbeleid van de Vlaamse Gemeenschap, goedgekeurd door de gemeenteraad, na positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 23/10/2013. Dit plan omschrijft de verschillende doelstellingen die de gemeente wenst te realiseren in samenwerking met de partners aangaande de bevordering van de Nederlandstalige cultuur in de gemeente. Dit plan werd opgemaakt door deze verschillende partners die een bijzondere rol uitoefenen en erkend zijn door de VGC. Het Lokaal cultuurbeleidsplan wordt uitgewerkt in een jaarlijks actieplan waarin de partners zich engageren om verschillende projecten te realiseren. Het actieplan voor 2018 werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen op 14/12/17, na positief advies van de cultuurraad op de vergadering van 29/11/17.

Partner van de overeenkomst

GC de Maalbeek is een belangrijke structurele partner in het lokaal cultuurbeleid te Etterbeek. De gemeente schakelt GC de Maalbeek dan ook in om specifieke opdrachten uit te voeren in het kader van het Actieplan. GC de Maalbeek is een gemeenschapscentrum dat ressorteert onder de werking van de VGC. Voor hun algemene gemeenschapsondersteunende opdracht ontvangt GC de Maalbeek jaarlijks een subsidie van €5000 van de gemeente.

Artikel 1

GC de Maalbeek verbindt zich tot het organiseren en coördineren van de acties die ze in het kader van het Actieplan Lokaal Cultuurbeleid hebben ingediend. GC De Maalbeek schrijft zich ook in voor andere gezamenlijke acties in het kader van het Lokaal Cultuurbeleid en Brede School Domino. Deze acties passen in de strategische en operationele doelstellingen zoals ze geformuleerd zijn in het Lokaal Cultuurbeleidsplan.

Artikel 2

Voor de acties hieronder vermeld kan GC de Maalbeek beroep doen op de gemeente voor

- a. logistieke ondersteuning van de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden
- b. financiële ondersteuning. De gemeente ondersteunt GC de Maalbeek voor de uitvoering van de acties hieronder vermeld voor een totaalbedrag van **11 800 euro**. Een bedrag werd bepaald per actie.

1. Vrijwilligersdrink - Toast Benevol €1000.00
2. Prikkelparcours €800.00
3. Filmloket €1500.00
4. Activiteiten antenne circus zonder handen €2000.00
5. Son:ette €2500.00
6. Sintfeest €1000.00
7. Breakdancerwerking €1000.00
8. Eurosong €500.00
9. Groenproject €1000.00
10. Theaterproject KAE €500.00

Artikel 3

Bij de opmaak van het jaarlijkse Actieplan bespreekt GC de Maalbeek de krijtlijnen van de acties en het gevraagde budget. Bij de opstart en tijdens het verloop van de acties wordt de cultuurbeleidscoördinator op de hoogte gehouden en betrokken waar nodig/mogelijk.

Artikel 4

Ten laatste 3 maanden na afloop van elke actie bezorgt GC de Maalbeek aan de cultuurbeleidscoördinator een verslag van de actie met de behaalde doelstellingen, eventuele verbeterpunten en een volledige financiële afrekening (inkomsten en uitgaven). In elk geval moet ten laatste op 01/12/2018 een detail van de (voorzien) uitgaven van de nog lopende projecten ingediend worden bij de Dienst Nederlandstalige Aangelegenheden. Bij de evaluatie wordt een kopie of bewijsstuk van ten minste 2 promotievormen toegevoegd.

Artikel 5

De gemeente zal enkel financieel tussenkomen in zoverre uit de financiële afhandeling blijkt dat het toegekende bedrag wel degelijk gebruikt werd voor de actie en in zoverre tegemoet gekomen wordt aan de bepalingen van deze convenant. Personeelskosten en duurzame infrastructurele aankopen komen niet aanmerking voor subsidiëring door de gemeente.

Artikel 6

Het logo van de gemeente en de tekst: "*Met de steun van Frank Van Bockstal, Schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden*" wordt op elke promotie en aankondiging van de verschillende acties vermeld.

Artikel 7

GC de Maalbeek engageert zich drager te zijn van het Lokaal Cultuurbeleid te Etterbeek en aanwezig te zijn op de verschillende overlegmomenten van het Lokaal Cultuurbeleid, te noemen: de Adviesraad Nederlandstalige Cultuur (de cultuurraad), het beroepskrachtenoverleg van de partners in Nederlandstalige cultuur en de regiegroep Lokaal Cultuurbeleid. Desgewenst kunnen ook de Raden van Bestuur van de partnerorganisaties in Nederlandstalige cultuur bijgewoond worden.

Artikel 8

De convenant wordt goedgekeurd op 19 februari 2018 en is geldig voor het jaar 2018.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention Maalbeek 2018 FR.doc, Convenant Maalbeek 2018.doc

Finances - Financiën

19.02.2018/A/0019 **Budget 2018 – Modification n° 1 - services ordinaire et extraordinaire**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 26 votes positifs, 6 abstentions.

Abstentions : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

Begroting 2018 – Wijziging nr 1 - Gewone en buitengewone diensten

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 26 positieve stemmen, 6 onthoudingen.

Onthoudingen : Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Damien Gérard, Edoardo Traversa.

2 annexes / 2 bijlagen

MB01_2018_Nl.pdf, MB01_2018_Fr.pdf

19.02.2018/A/0020 Convention de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux communes une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 décembre 2017

Le conseil communal,

Attendu que par décision du 14 décembre 2017, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de verser à la commune d'Etterbeek une subvention spéciale afin de mieux répondre aux besoins des personnes et plus spécifiquement aux personnes fragiles en situation de précarité sociale;

Attendu qu'un montant de € 20.617,37 a été attribué à notre commune par le même arrêté;

Attendu que conformément à l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation du Conseil communal suivant la convention en annexe;

DECIDE

Article 1 :

d'approuver la convention avec le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale telle qu'annexée au dossier.

Article 2 :

les montants seront imputés comme suit :

au service ordinaire :

- recettes ordinaires de transfert – article 831/465-01: «CPAS - Contribution de l'autorité supérieure dans les frais de fonctionnement» : € 20.617,37;
- dépenses ordinaires de transfert – article 831/435-01/-02 : « CPAS - Subsides régionaux » : € 20.617,37

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Overeenkomst van Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de gemeenten in toepassing van de ordonnantie van van 13 februari 2003 - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 14 december 2017

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van 14 december 2017 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest houdende toekenning van een bijzondere subsidie aan de Gemeente Etterbeek om haar inwoners een aangepaste omgeving en sociaal netwerk te bieden om beter tegemoet te komen aan de behoeften van de mensen en meer bepaald van maatschappelijk kwetsbare personen;

overwegende dat in hetzelfde besluit een bedrag van € 20.617,37 werd toegekend aan onze gemeente;

overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

BESLIST

Artikel 1:

de tekst van de overeenkomst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren zoals bij deze beslissing gevoegd.

Artikel 2:

de bedragen worden als volgt ingeschreven:

op de gewone dienst:

- gewone ontvangsten Overdrachten – artikel 831/465-01 “OCMW - Bijdrage van de hogere overheden voor de

werkingsuitgaven: € 20.617,37

- gewone uitgaven Overdrachten – artikel 872/435-01 “OCMW : Gewestelijke subsidies”: € 20.617,37

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

convention FR.pdf, convention NL.pdf

19.02.2018/A/0021 **PV de vérification de la caisse du Receveur - 3ème trimestre 2017**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

PV van nazicht van de kas van de Ontvanger - 3de trimester 2017

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

pv caisse 080218.pdf, pv kas.pdf

Jumelage - Verzustering

19.02.2018/A/0022 **Comité de jumelage - Comptes 2017 - Approbation**

Le Conseil communal,

Considérant qu'un subside de 15.000€ a été proposé en faveur du Comité de Jumelage au budget ordinaire de 2018 de la Commune d'Etterbeek (art. 763/332-02/02) ;

Considérant que les instructions de M. le Ministre –Président de la Région de Bruxelles-Capitale précisent que les comptes des organismes subsidiés par les Communes doivent être approuvés par le Conseil communal ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

PREND ACTE :

Des pièces justificatives des comptes 2017 du Comité de jumelage, en vue d'accorder la subvention communale.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Verzustering - Rekeningen 2017 - Goedkeuring

De gemeenteraad,

Overwegende dat een toelage van € 15.000 ten gunste van het Verzusteringscomité werd voorgesteld voor de gewone begroting 2018 van de gemeente Etterbeek (art. 763/332-02/02)

Overwegende dat de instructies van de minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest stellen dat de rekeningen en de begroting van de door de gemeenten gesubsidieerde instellingen goedgekeurd moeten worden door de gemeenteraad;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

NEEMT AKTE

van de bewijsstukken van de rekeningen 2017 van het Verzusteringscomité, om de gemeentelijke subsidie toe te kennen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

comptes2017.pdf

Solidarité et coopération internationales - Internationale Solidariteit en Samenwerking

19.02.2018/A/0023 **Appel à projet 2018 intitulé "prime d'encouragement pour des récits de sacs à dos" pour les activités de solidarité internationale et de coopération au développement**

Le conseil communal,

Considérant que les autorités locales peuvent apporter une contribution financière complémentaire à la solidarité internationale et la coopération au développement, compétence essentiellement fédérale et subsidiairement régionale ;

Considérant qu'un budget de 12 000 euros est affecté à l'article budgétaire 150/332-02-02 pour la subvention des activités de solidarité internationale et de coopération au développement;

Considérant que ces subsides visent à soutenir des initiatives locales de sensibilisation ou de renforcement des capacités dans le domaine de la solidarité internationale et de la coopération au développement à Etterbeek;

Considérant que le service propose d'attribuer une partie du budget total à des individus engagés qui sont intéressés par la solidarité internationale et qui souhaitent soutenir un projet de terrain dans un pays en voie de développement qu'ils visiteront dans le cadre d'un voyage d'immersion, un stage, ou un travail de bénévolat de terrain et/ou qui veulent organiser une activité de sensibilisation suite à ce voyage sur Etterbeek;

Considérant qu'une prime d'encouragement de maximum 250 euros sera attribuée au demandeur, selon le règlement repris ci-dessous ;

Considérant que ce projet de lancement d'appel à projets 2018 et du formulaire de demande de subside a été approuvée par le collège des bourgmestre et échevins en séance du 8 février 2018

DECIDE

d'approuver le lancement de l'appel à projets 2018 intitulé "prime d'encouragement pour des récits de sacs à dos, lié à l'article budgétaire 150/332-02/02 comme suit:

Prime d'encouragement pour des récits de sacs à dos 2018

1. Cadre général

Ceux qui font un stage ou un voyage d'immersion dans les pays en voie de développement rapportent souvent des histoires intéressantes. Dans le cadre de sa mission, la commune d'Etterbeek veut leur offrir un subside limité pour le projet auquel ils ont collaboré ou pour un projet de sensibilisation après leur voyage. Quoiqu'il en soit, nous demandons qu'il y ait de la sensibilisation autour du projet.

La commune d'Etterbeek et le service Solidarité internationale veulent ainsi soutenir et favoriser la solidarité internationale et la sensibilisation aux relations Nord-Sud.

Les subsides accordés dans ce cadre peuvent être attribués aux habitants d'Etterbeek : des jeunes (dans le cadre d'un voyage d'immersion de courte durée), des étudiants (dans le cadre d'un stage non rémunéré) ou des volontaires (dans le cadre d'un bénévolat pour un projet de courte ou de longue durée).

Les subsides sont attribués par exercice après adoption du budget communal. Les montants attribués dans le cadre de cette contribution sont soumis au collège des bourgmestre et échevins par le service Solidarité internationale et Coopération au développement.

La commune d'Etterbeek annonce cette contribution sur le site web de la commune, sur la plateforme de la TRESI et via d'autres canaux de communications

2. Règlement

2. 1 Le projet

La politique générale de la commune d'Etterbeek en matière de solidarité internationale et de coopération au développement est fondée sur :

- une contribution à des relations Nord – Sud plus équitables ;
- des partenariats durables avec des autorités locales, des groupes de citoyens et des projets dans le Sud sur base d'équivalence et de réciprocité ;
- une politique active d'achat et de promotion de produits issus du commerce équitable ;
- une implication accrue de la population etterbeekoise au travers d'actions de sensibilisation.

Afin de relever ce défi, il faut une mobilisation maximale des acteurs locaux. C'est pourquoi la commune d'Etterbeek veut soutenir des initiatives locales au moyen de cette prime d'encouragement pour des personnes qui s'engagent bénévolement dans un projet dans le Sud par voie de stage ou de bénévolat.

2. 2 Attribution du subside

Un subside de maximum 250 € peut être attribué pour le projet auquel le demandeur participera en 2018 OU pour une activité de sensibilisation liée au voyage en fonction des frais estimés. Pour cette activité, le demandeur peut aussi faire appel à un soutien logistique (chaises, tables, imprimés).

2. 3 Conditions de base

- Le subside pour des voyages d'immersion peut être attribué aux personnes qui effectueront un stage ou un bénévolat dans le cadre d'un projet dans le Sud.
- Le subside est consacré à une activité de sensibilisation ou à un projet et non pas aux frais personnels du demandeur.
- Chaque habitant ne peut demander qu'un seul subside par an.
- Le projet ou l'activité de sensibilisation se déroulera au cours de l'année 2018 ou commencera au cours de l'année.
- Les frais de transport n'entrent pas en ligne de compte.
- Le projet de sensibilisation se déroulera à Etterbeek, sauf accord préalable du service Solidarité internationale.
- Un subside dans le cadre d'un voyage d'immersion ne peut pas être cumulé à un subside pour la sensibilisation à ce même projet.

2. 4 Procédure

Les demandes peuvent être introduites pendant toute l'année, mais de préférence 6 mois avant le voyage afin d'assurer le paiement à temps.

La prime d'encouragement pour le projet sur place est payée en une fois sur base d'informations écrites sur le projet et l'organisateur et sur base du formulaire de demande dûment remplis.

En cas de demande de subside non acceptée, la décision sera communiquée et motivée.

La commune d'Etterbeek se réserve le droit de revendiquer des subsides attribués, augmentés des intérêts judiciaires, au cas où :

- Ils ne sont pas utilisés pour l'objectif pour lequel ils ont été attribués.
- Le bénéficiaire a arrêté ses activités.
- Le présent règlement n'a pas été respecté.

2. 5 Dispositions administratives

La demande ne peut se faire que par le formulaire prévu à cet effet qui est disponible sur simple demande auprès du service Solidarité internationale (avenue d'Auderghem 113-115 – 1040 Etterbeek – 02/627.27.61 ou solidariteinternationale@irisnet.etterbeek.be).

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Projectoproep 2018 onder de titel "aanmoedigingspremie voor rugzakverhalen" voor activiteiten van internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking

De gemeenteraad,

overwegende dat lokale overheden aanvullend een financiële bijdrage kunnen leveren voor internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking, een hoofdzakelijk federale bevoegdheid, en subsidiair een gewestbevoegdheid;

overwegende dat een budget van 12 000 euro is voorzien op de begrotingspost 150/332-02/02 voor het subsidiëren van activiteiten van internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking;

overwegende dat deze subsidies bedoeld zijn om lokale sensibiliseringsinitiatieven te ondersteunen of om te zorgen voor capaciteitsversterking in het werkveld van internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking in Etterbeek;

overwegende dat de dienst voorstelt om een deel van het totale budget toe te kennen aan geëngageerde individuen die geïnteresseerd zijn in internationale solidariteit en die een project ter plaatse in een ontwikkelingsland wensen te ondersteunen, naar aanleiding van een inleefreis, stage of vrijwilligerswerk, en/of die een sensibilisering sactiviteit willen organiseren in Etterbeek naar aanleiding van die reis;

overwegende dat een aanmoedigingspremie van maximum 250 euro wordt toegekend aan de aanvrager, volg ens het reglement opgenomen hieronder;

overwegende dat dit voorstel voor projectoproep 2018 werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen tijdens de zitting van 8 februari 2018

BESLIST

het bekendmaken van de projectoproep 2018 goed te keuren onder de titel "aanmoedigingspremie voor rugzakverhalen, gekoppeld aan de begrotingspost 150/332-02/02, zoals volgt:

Aanmoedigingspremie rugzakverhalen 2018

1. Algemeen kader

Mensen die op stage of inleefreis gaan naar ontwikkelingslanden brengen vaak interessante verhalen mee. In het kader van haar missie, wil de gemeente Etterbeek hen een beperkte financiële toelage geven voor het project waaraan ze meewerken of voor een sensibilisatieproject na de reis. Hoe dan ook vragen we dat er sensibilisatie plaatsvindt over het project.

De gemeente Etterbeek, en de dienst Internationale Solidariteit wensen hiermee de internationale solidariteit en bewustmaking over de Noord-Zuid verhoudingen te ondersteunen en aan te moedigen.

De subsidies in dit kader kunnen worden toegekend aan inwoners van Etterbeek: jongeren (in het kader van een korte inleefreis), studenten (in het kader van een obetaalde stage) of vrijwilligers (in het kader van vrijwilligerswerk voor een project van korte of lange duur).

De subsidies worden per begrotingsjaar toegekend na goedkeuring van het gemeentebudget. Het subsidiebedrag dat wordt toegekend in het kader van deze steunbijdrage wordt voorgesteld aan het College van Burgemeester en Schepenen door de dienst Internationale Solidariteit en Ontwikkelingssamenwerking.

De gemeente Etterbeek maakt deze steunbijdrage bekend via de website van de gemeente, het platform ERTIS of via andere communicatiekanalen

2. Reglement

2.1 Het project

Het algemene beleid van de gemeente Etterbeek rond internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking berust op:

- een bijdrage tot meer rechtvaardige Noord-Zuid verhoudingen;
- duurzame partnerschappen met lokale overheden, bewonersgroepen en projecten in het Zuiden, op basis van gelijkwaardigheid en wederkerigheid
- een actief aankoop – en promotiebeleid voor producten van eerlijke handel;
- een meer actieve betrokkenheid van de Etterbeekse bevolking via sensibiliseringsacties.

Om deze uitdaging aan te gaan, is een maximale mobilisatie van de lokale actoren noodzakelijk. Daarom wil de gemeente Etterbeek lokale initiatieven ondersteunen door middel van deze aanmoedigingspremie voor personen die zich d.m.v een stage of vrijwilligerswerk belangeloos inzetten voor een project in het Zuiden.

2.2 Toewijzing van de subsidie

Een toelage van maximaal 250 € kan toegekend worden voor het project waaraan wordt deelgenomen in 2018, OF voor de sensibiliseringsactiviteit gekoppeld aan de reis, afhankelijk van de geraamde kosten. De aanvrager kan voor deze activiteit ook beroep doen op logistieke steun (stoelen, tafels, drukwerk).

2.3 Basisvoorwaarden

- De toelage voor inleefreizen kan toegekend worden aan personen die een stage of vrijwilligerswerk verrichten bij een project in het Zuiden
- De subsidie wordt besteed aan de sensibiliseringsactiviteit of aan het project, niet voor de persoonlijke onkosten van de aanvrager.
- Per inwoner kan maximum 1 toelage per jaar aangevraagd worden
- Het project of de sensibiliseringsactiviteit gaat door in de loop van 2018, of vangt aan in de loop van het jaar.
- Transportkosten komen niet in aanmerking
- Het sensibilisatieproject vindt plaats in Etterbeek, tenzij voorafgaandelijk akkoord met de dienst Internationale Solidariteit
- Een toelage in het kader van een inleefreis kan niet gecumuleerd worden met een subsidie in het kader van projectensteun voor hetzelfde project.

2.4 Procedure

Aanvragen kunnen het hele jaar ingediend worden, maar bij voorkeur 6 weken voor de reis om een tijdige uitbetaling te kunnen verzekeren.

De aanmoedigingspremie voor het project ter plaatse wordt in één keer uitbetaald, op basis van schriftelijke informatie over het project, de organisator en het volledig ingevulde aanvraagformulier.

In geval van een niet aanvaarde subsidieaanvraag, zal de beslissing worden gecommuniceerd en gemotiveerd.

De gemeente Etterbeek heeft het recht om toegekende subsidies, verhoogd met de gerechtelijke interest, terug te vorderen, indien:

- Ze niet aangewend worden voor het doel waarvoor ze werd toegekend
- De begunstigde zijn activiteiten heeft stopgezet
- Dit reglement niet werd gerespecteerd

2.5. Administratieve bepalingen

De aanvraag kan enkel gebeuren op het daartoe voorziene formulier dat op eenvoudig verzoek te verkrijgen is bij de dienst Internationale Solidariteit, Oudergemlaan 113-115, 1040 Etterbeek, 02/627.27.61 of via internationalesolidariteit@irisnet.etterbeek.be

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Le conseil communal,

Considérant que les autorités locales peuvent apporter une contribution financière complémentaire à la solidarité internationale et la coopération au développement, compétence essentiellement fédérale et subsidiairement régionale ;

Considérant qu'un budget de 12.000 euro s'est affecté à l'article budgétaire 150/332-02/02 pour la subside des activités de solidarité internationale et de coopération au développement;

Considérant que ces subsides visent à soutenir des initiatives locales de sensibilisation ou de renforcement des capacités dans le domaine de la solidarité internationale et de la coopération au développement à Etterbeek;

Considérant que le service de la Solidarité internationale souhaite lancer un appel à projets pour des projets de sensibilisation ou de coopération au développement dans le Sud, dans le cadre de son subside affecté à l'article budgétaire mentionné ci-dessus ;

Considérant que la subvention est d'un montant de maximum 1000 euros par projet approuvé, réalisé en 2018;

Considérant que ce projet de lancement d'appel à projets 2018 et du formulaire de demande de subside a été approuvée par le collège des bourgmestre et échevins en séance du 08 février 2018,

DECIDE

d'approuver le lancement de l'appel à projets 2018 pour les activités de solidarité internationale et de coopération au développement, lié à l'article budgétaire 150/332-02/02, comme suit.

1. **Cadre général**

La commune d'Etterbeek, via son service Solidarité Internationale, contribue à soutenir et encourager la solidarité internationale et la prise de conscience des rapports Nord-Sud. Dans le cadre de cette mission, le présent appel à projet, a comme but de soutenir des initiatives locales de sensibilisation ou de renforcement des capacités dans le domaine de la solidarité internationale et de la coopération au développement à Etterbeek.

Les subsides peuvent être octroyés aux écoles, associations ou groupes d'habitants etterbeekois. Par association nous entendons : une association de fait, une ASBL ayant son siège social ou ayant un fonctionnement à Etterbeek, ou un groupement d'habitants etterbeekois. Sont exclus de cet appel à projets : les services communaux et les conseils consultatifs.

Les subsides sont octroyés annuellement et sous réserve de l'approbation du budget communal. Chaque année, le service de la Solidarité Internationale proposera au Collège des Bourgmestre et Echevins le montant des subsides octroyé dans le cadre de l'appel à projets, après avoir consulté la Table Ronde Etterbeekoise Solidarité Internationale (TRESI).

La commune d'Etterbeek fait connaître son appel à projets à travers le site web de la commune et la plateforme TRESI.

2. **Règlement**

2. 1 **Le projet**

La politique générale de la commune d'Etterbeek sur la solidarité Nord-Sud porte sur :

- Une contribution à des rapports Nord-Sud plus juste ;
- Des partenariats durables avec des gouvernements locaux, des groupes d'habitants et des projets dans le Sud

sur base des valeurs de réciprocité et d'équité ;

- Une politique d'achat et de promotion pour des produits du commerce équitable ;
- Une participation plus active de la population Etterbeekoise via des actions de sensibilisation.

Pour relever ce défi, une mobilisation maximale des acteurs locaux est nécessaire. C'est pourquoi la commune d'Etterbeek veut également soutenir des initiatives locales par le biais de cet appel à projets.

La solidarité internationale et la coopération au développement peuvent être stimulées par :

- Le développement économique au Sud à travers la promotion du commerce équitable et la promotion d'échanges plus égalitaires ;
- Les droits de l'homme et plus précisément leur application dans le cadre des Objectifs de Développement Durable ;
- Une démarche la plus participative possible et ciblée contre toute exclusion (sociale et autre) ;
- Participation à une campagne commune dans le cadre de la solidarité internationale ou la coopération au développement.

En vue d'un octroi de subsides, les projets de sensibilisation et les projets de développement seront acceptés. Par une activité de sensibilisation nous entendons : chaque activité informative ou éducative qui est organisée à Etterbeek par une association, école ou groupe d'habitants actif dans le domaine de la solidarité internationale.

Par un projet de développement nous entendons : chaque initiative ou action qui est exécuté dans un pays en voie de développement.

Dans le cadre de cet appel à projets, la commune acceptera au maximum deux projets par association, école ou groupe d'habitants etterbeekois par an, dont au minimum une activité de sensibilisation.

La forme ou la méthodologie du projet sera décidée par le demandeur de subsides. Tant que le contenu du projet est lié à la solidarité internationale ou les rapports Nord-Sud, le projet pourrait prendre la forme d'un projet social, éducatif, culturel ou de loisirs.

Le demandeur de subsides est censé de bien indiquer la durée des projets. Ils auront d'office lieu au courant de l'année 2018, ou commencent au courant de l'année 2018.

Le logo de la commune d'Etterbeek et la communication « en collaboration avec la commune d'Etterbeek, Solidarité Internationale » seront repris dans la publicité de l'initiateur du projet.

2. 2 Répartition du budget

Le subside ne pourra dépasser 1.000€ pour chaque projet approuvé et réalisé en 2018. Le Collège se réserve le droit d'octroyer un subside moindre si le budget demandé semble surestimé. Le matériel ne sera subsidié que s'il a un objectif pédagogique, de sensibilisation ou de formation. Ni les frais de transport (billet d'avion, transport conteneur), ni les frais liés aux investissements (imprimantes, appareils photos, etc.) ne seront pris en considération dans le cadre de cet appel à projets.

Si les subsides n'ont pas été attribués le jour de la sélection, les budgets restants pourront être attribués à d'autres projets ayant introduit un dossier de candidature après la date de la première sélection et avant le 15 septembre 2018.

2. 3 Les conditions de base

- Le projet s'inscrit dans et respecte la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ;
- Comme initiative ne seront pas retenues les propositions qui ont un caractère purement financier et commercial ;
- Le formulaire de candidature doit être entièrement complété ;
- Le financement du projet doit être détaillé ;
- L'école ou l'association peut introduire au maximum 2 projets par an, dont au moins un projet de sensibilisation ;
- Le projet se déroulera au courant de l'année 2018, ou commencera au courant de l'année ;
- Le projet de sensibilisation se déroulera à Etterbeek, sauf accord préalable avec le service Solidarité Internationale.
- Des cofinancements, y compris, d'un autre service communal sont acceptés à condition qu'il n'y ait pas de double financement des mêmes dépenses, et que ces cofinancements soient clairement mentionnés sur le formulaire de candidature.
- Les informations, documents et factures fournis sont authentiques.
- Le rapport d'évaluation, ainsi que les factures de justification et les déclarations de créance seront envoyés deux mois après la fin du projet et au plus tard avant le 31 novembre 2018.

2. 4 Les critères de sélections

En cohérence avec la politique de Solidarité Internationale les critères mentionnés ci-dessous définissent l'importance du subside qui sera accordé au projet de sensibilisation :

- Le caractère informatif, éducatif ou de sensibilisation est mis en avant : l'activité mène à une meilleure compréhension de la coopération au développement, la mondialisation, le commerce équitable, la problématique de migration, les droits humains ;
- L'activité touche un ou plusieurs groupes cibles ;
- L'organisateur de l'activité cherche le plus de collaboration locale possible
- L'organisateur prévoit une promotion pour son activité

Pour les projets de coopération au développement, les critères suivants sont important :

- Le projet implique la population locale/ le public cible ;
- Le projet garantit une continuité et durabilité du projet ;
- Le projet participe à l'émancipation de la société civile ;
- Le projet se réalise en collaboration avec d'autres instances de terrain.

Critères qui constituent un atout supplémentaire :

- Attention prêtée à la thématique phare de l'année, liée à la campagne 2018 de la CNCD / 11.11.11 « Justice Migratoire », l'engagement de la commune en faveur de la campagne de Commune du Commerce Equitable via des achats équitables et les Objectifs de Développement durable ;
- Un ou plusieurs membres de la TRESI (Table Ronde Etterbeekoise de la Solidarité Internationale) sont impliqués dans le projet ;
- Le projet a une dimension interculturelle/intergénérationnelle, participative
- Le projet est innovant pour votre organisation ;
- Le projet est bénéfique pour d'autres acteurs Etterbeekois
- Le projet s'insère dans une campagne plus large ;
- Le projet est au minimum financé à 20% par des moyens propres ;
- Dans le cas d'un projet de coopération au développement, un volet de sensibilisation à destination de la population etterbeekoise est prévu.

Le service de la Solidarité Internationale peut être un partenaire si souhaité. Outre un financement, un soutien logistique peut être demandé (tables, chaises, communication, ...) à la commune.

2. 5 Timing

Publication de l'appel aux subsides : 1 mars 2018

Date butoir de remise des dossiers de candidature pour la première sélection : le 30 avril 2018

Les budgets restants seront attribués à mesure des remises de dossiers de candidature qui seront introduits après le 30 avril 2018 et avant le 15 septembre 2018 (deuxième tour)

2. 6 Procédure

Le comité de sélection sera composé de :

- L'Echevin de la Solidarité Internationale et de la Coopération au Développement ;
- Un délégué de la TRESI (Table Ronde Etterbeekoise de la Solidarité Internationale), non impliqué dans la répartition des subsides en tant que représentant d'une association ;
- Un représentant du service de la Solidarité Internationale.

Le service de la Solidarité Internationale enverra un avis motivé, étant positivement avisé par la réunion TRESI, pour approbation au Collège.

Le subside sera payé en deux tranches : une première tranche de 50% du subside sera versée une fois le projet approuvé par le Collège, le solde sera payé dans le mois qui suit la réception du dossier d'évaluation à condition que le projet ait été réalisé tel que prévu dans le formulaire de candidature.

Le dossier d'évaluation à introduire est censé de comprendre toutes les preuves de financement à 100% du projet et un bref rapport d'activité (rapport d'évaluation).

Dans le cas d'une demande de subside non-acceptée, la décision sera communiquée et motivée.

La commune d'Etterbeek a le droit de récupérer les subsides octroyés, augmenté des intérêts judiciaires, si :

- Elles n'étaient pas appliquées afin de réaliser l'objectif indiqué ;
- Les activités du demandeur cessent d'exister
- Le règlement n'est pas respecté

2. 7 Dispositions administratives

La demande ne pourra se faire qu'avec le formulaire indiqué, qui est mis à disposition sur simple demande via le service Solidarité Internationale, Avenue d'Auderghem 113-115, 1040 Etterbeek, 02/627.27.61 ou via solidariteinternationale@irisnet.etterbeek.be

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Projectoproep 2018 voor de activiteiten van internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking

De Gemeenteraad,

Overwegende dat lokale overheden aanvullend een financiële bijdrage kunnen leveren voor internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking, een hoofdzakelijk federale bevoegdheid, en subsidiair een gewestbevoegdheid;

Overwegende dat een budget van 12 000 euro is voorzien op de begrotingspost 150/332-02/02 voor het subsidiëren van activiteiten van internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking;

Overwegende dat deze subsidies bedoeld zijn om lokale sensibiliseringsinitiatieven te ondersteunen of om te zorgen voor capaciteitsversterking in het werkveld van internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking in Etterbeek;

Overwegende dat de dienst Internationale solidariteit een projectoproep wenst te lanceren voor sensibiliseringsprojecten of ontwikkelingsprojecten in het Zuiden, in het kader van de subsidies voorzien op bovenvermelde begrotingspost;

Overwegende dat de subsidie maximaal 1000 euro per goedgekeurd project gerealiseerd in 2018 bedraagt;

Overwegende dat dit voorstel voor projectoproep 2018 en het voorstel voor het aanvraagformulier van de subsidie goedgekeurd werden door het college van burgemeester en schepenen tijdens de zitting van 8 februari 2018;

BESLIST

het bekendmaken van de projectoproep 2018 goed te keuren voor de activiteiten van internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking, gekoppeld aan de begrotingspost 150/332-02/02, zoals volgt:

1. Algemeen kader

De gemeente Etterbeek, via haar dienst Internationale Solidariteit wensen internationale solidariteit en bewustmaking over de Noord-Zuid verhoudingen te ondersteunen en aan te moedigen.

In het kader van deze missie, heeft deze projectoproep tot doel om lokale initiatieven die werken rond sensibilisatie en capaciteitsopbouw in het domein van ontwikkelingssamenwerking en internationale solidariteit te ondersteunen.

Deze subsidies kunnen aan Etterbeekse scholen, verenigingen of bewonersgroepen worden toegekend. Onder verenigingen verstaan

we: een vzw met sociale zetel in Etterbeek of die er haar activiteiten organiseert, een feitelijke vereniging, of een bewonersgroep van Etterbeek. Worden uitgesloten van subsidies : de gemeentelijke diensten en de raadgevende comités.

De subsidies worden per begrotingsjaar toegekend na goedkeuring van het gemeentebudget. Het subsidiebedrag dat wordt toegekend in het kader van deze projectoproep wordt jaarlijks voorgesteld aan het College van Burgemeester en Schepenen door de dienst Internationale Solidariteit en Ontwikkelingssamenwerking, na advies van de Etterbeekse Ronde Tafel Internationale Solidariteit (ERTIS).

De gemeente Etterbeek maakt de projectoproep bekend via de website van de gemeente en het platform ERTIS.

2. Reglement

2. 1 Het project

Het algemene beleid van de gemeente Etterbeek rond internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking berust op :

- een bijdrage tot meer rechtvaardige Noord-Zuid verhoudingen;
- duurzame partnerschappen met lokale overheden, bewonersgroepen en projecten in het Zuiden, op basis van gelijkwaardigheid en wederkerigheid
- een actief aankoop – en promotiebeleid voor producten van eerlijke handel;
- een meer actieve betrokkenheid van de Etterbeekse bevolking via sensibiliseringsacties.

Om deze uitdaging aan te gaan, is een maximale mobilisatie van de lokale actoren noodzakelijk. Daarom wil de gemeente Etterbeek lokale initiatieven ondersteunen door middel van deze projectoproep.

De internationale solidariteit en ontwikkelingssamenwerking kunnen worden gestimuleerd door:

- Economische ontwikkeling van het Zuiden dankzij de promotie van eerlijke handel en billijke Noord-Zuidverhoudingen;
- Eerbiediging van de mensenrechten en meer bepaald de toepassing ervan in het kader van de Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen;
- Een aanpak die zo participatief mogelijk is en gericht tegen iedere vorm van uitsluiting (sociale en andere);
- Deelname aan gezamenlijke campagne in het kader van internationale solidariteit of ontwikkelingssamenwerking.

Met het oog op het toekennen van een subsidie, zullen sensibilisatieprojecten en ontwikkelingsprojecten worden aanvaard. Onder een sensibilisatieproject verstaan we: een informatieve of educatieve activiteit die georganiseerd wordt in Etterbeek door een vereniging, school of bewonersgroep actief binnen het domein van de internationale solidariteit.

Onder een ontwikkelingsproject verstaan we: elk initiatief of elke actie die uitgevoerd wordt in een ontwikkelingsland.

In het kader van deze projectoproep, zal de gemeente, per jaar, maximum twee projecten aanvaarden per vereniging, school of bewonersgroep van Etterbeek, waarvan minimum één sensibilisatieproject.

De vorm of methodologie van het project kan door de aanvrager vrij bepaald worden. Zowel sociale, educatieve, culturele of vrijetijdsprojecten kunnen in aanmerking genomen worden indien ze een sterk inhoudelijke component rond internationale solidariteit of Noord-Zuidverhoudingen hebben.

De subsidieaanvrager wordt verondersteld de duur van de projecten duidelijk te vermelden. Ze moeten hoe dan ook in de loop van 2018 plaatsvinden, of in de loop van 2018 van start gaan.

Het logo van de gemeente Etterbeek en de vermelding “in samenwerking met de gemeente Etterbeek, dienst Internationale Solidariteit”, wordt opgenomen in de publiciteit van de initiatiefnemer van het project.

2. 2 Toewijzing van de subsidie

De subsidie bedraagt maximaal 1.000€ per goedgekeurd project gerealiseerd in 2018. Het College behoudt zich het recht om een lagere subsidie toe te kennen als het gevraagde budget overschat lijkt. Materiële werkmiddelen worden slechts gesubsidieerd wanneer ze een duidelijke pedagogische of educatieve waarde hebben. Transportkosten (vliegtuigticket, transport van container), noch onkosten voor investeringen (printer, fototoestel, enz.) worden in aanmerking genomen in het kader van deze projectoproep;

Indien de subsidie niet aan een bepaald project kan worden toegekend op de dag van de selectie, kunnen de overblijvende subsidies worden toegekend aan andere projecten die hun dossier hebben ingediend na de selectiedatum, maar voor 15 september 2018.

2.3 Basisvoorwaarden

- Het project kadert in en respecteert de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens.
- Voorstellen met een exclusief financieel of commercieel karakter komen niet in aanmerking.
- Het aanvraagformulier moet volledig ingevuld zijn.
- De financiering van het project moet in detail beschreven worden;
- Per vereniging of school kunnen maximum 2 projecten per jaar aangevraagd worden, waarvan minimum één sensibilisatieproject;
- Het project vindt plaats in de loop van 2018, of vangt aan in de loop van het jaar.
- Het sensibilisatieproject vindt plaats in Etterbeek, tenzij voorafgaandelijk akkoord met de dienst Internationale Solidariteit
- Medefinanciering, inbegrepen dezedoor een andere gemeentelijke dienst voor hetzelfde project wordt aanvaard op voorwaarde dat het niet om dezelfde uitgaven gaat en deze duidelijk vermeld staat op het aanvraagformulier.
- Alle informatie, documenten en facturen die worden ingediend moeten waarachtig zijn. (kopie van het origineel)

- Het evaluatierapport alsook de facturen en schuldvorderingen moeten worden opgestuurd binnen de twee maanden na het beëindigen van het project en uiterlijk voor 31 november 2018.

2.4 De selectiecriteria:

In lijn met het beleid van Internationale Solidariteit bepalen de hieronder vermeldde criteria de grootte van de subsidie die zal toegekend worden voor een sensibiliseringsproject:

- Het informatief, educatief of sensibiliserend karakter wordt vooropgesteld : de activiteit leidt tot een beter begrip van ontwikkelingssamenwerking, mondialisering, eerlijke handel, de migratieproblematiek, mensenrechten ;
- De activiteit bereikt één of meer doelgroepen, De organisator van de activiteit gaat zo goed mogelijk op zoek naar lokale samenwerking;
- De organisator voorziet promotie voor zijn activiteit.

Voor ontwikkelingsprojecten in het Zuiden zijn volgende criteria van belang:

- De lokale bevolking/ de doelgroep is betrokken bij het project;
- Het project garandeert een continuïteit en duurzaamheid van het project;
- Het project draagt bij tot de emancipatie van de civiele maatschappij
- Het project wordt gerealiseerd in samenwerking met andere actoren op terrein.

De volgende criteria vormen een bijkomend pluspunt:

- Aandacht voor het jaarthema in de kijker, gekoppeld aan de 11.11.11 campagne « migratie en rechtvaardigheid » in 2018, het engagement van de gemeente in het kader van de campagne Fair Trade Gemeente en de Duurzame Ontwikkelingsdoelstellingen;
- Eén of meerdere leden van de ERTIS (Etterbeekse Ronde Tafel Internationale Solidariteit) maken deel uit van het project;
- Het project heeft een interculturele/ intergenerationele/ participatieve dimensie
- Het project is innoverend voor uw vereniging;
- Het project komt ten goede van andere Etterbeekse actoren;
- Het project maakt deel uit van een grotere campagne ;
- Het project wordt deels (min. 20%) met eigen middelen gefinancierd;
- In het geval van een ontwikkelingsproject: een sensibiliserend luik t.a.v de Etterbeekse bevolking is voorzien.

Indien gewenst, kan de dienst Internationale Solidariteit als partner worden opgegeven. Naast financiële steun kan ook logistieke steun worden aangevraagd (tafels, stoelen, communicatie...) bij de gemeente.

2.5 Timing

Publicatie van de subsidieoproep: 1 maart 2018.

Deadline ter indiening van aanvraagformulieren voor de eerste selectie: 30 april 2018.

De overblijvende subsidies zullen worden toegekend in functie van de projecten die eventueel worden ingediend na 30 april 2018 en voor 15 september 2018. (tweede ronde)

2.6 Procedure

Het selectiecomité bestaat uit:

- De Schepen van Internationale Solidariteit en Ontwikkelingssamenwerking;
- Een afgevaardigde van de ERTIS (Etterbeekse Ronde Tafel Internationale Solidariteit) die geen betrokken partij is bij de toekenning van de subsidies, via een vereniging;
- Een vertegenwoordiger van de dienst Internationale Solidariteit.

De dienst stuurt een gemotiveerd advies, ter goedkeuring aan het College, voorafgaandelijk voorgelegd en positief geadviseerd door de ERTIS vergadering.

De subsidie zal in twee schijven worden uitbetaald: een eerste schijf van 50% wordt uitgekeerd zodra het project is goedgekeurd door het College, het overige bedrag wordt betaald binnen de maand na de ontvangst van het evaluatiedossier, op voorwaarde dat het project is uitgevoerd zoals voorzien in het aanvraagformulier.

Het in te dienen evaluatiedossier wordt verondersteld alle bewijsstukken ter verantwoording te bevatten voor 100% van de kost van het project en een kort verslag van de activiteit (evaluatieverslag).

In geval van een niet aanvaarde subsidieaanvraag, zal de beslissing worden gecommuniceerd en gemotiveerd.

De gemeente Etterbeek heeft het recht om toegekende subsidies, verhoogd met de gerechtelijke interest, terug te vorderen, indien:

- Ze niet aangewend worden voor het doel waarvoor ze werd toegekend
- De begunstigde zijn activiteiten heeft stopgezet
- Dit reglement niet werd gerespecteerd

2.7. Administratieve bepalingen

De aanvraag kan enkel gebeuren op het daartoe voorziene formulier dat op eenvoudig verzoek te verkrijgen is bij de dienst Internationale Solidariteit, Oudergemlaan 113-115, 1040 Etterbeek, 02/627.27.61 of via internationalesolidariteit@irisnet.etterbeek.be

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage
Rapport général_sens et coopération.docx

Bien-être animal - Dierenwelzijn

19.02.2018/A/0025 **Octroi de primes communales pour l'identification, la stérilisation et la vaccination de chats domestiques réalisées en 2018 et adoption d'un règlement-primes afférent à celles-ci**

Le Conseil Communal,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 juillet 2016 relatif à l'identification et l'enregistrement des chats (cf. doc. joint);

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 13 juillet 2017 modifiant l'arrêté royal du 3 août 2012 relatif au plan pluriannuel de stérilisation des chats domestiques, dont la mise en application a débuté le 1^{er} janvier 2018 (cf. doc. joint);

Considérant l'importance de faire vacciner les chats, en particulier contre le typhus et le coryza (vaccins les plus importants selon l'avis de vétérinaires interrogés à ce sujet) ;

Considérant que, parmi les projets d'action découlant de la conférence technique sur le bien-être animal, organisée à la Commune le 11 décembre 2017, figurait la proposition d'encourager les propriétaires de chats etterbeekois à faire identifier et stériliser ceux-ci, notamment par l'octroi de primes communales ;

Considérant que, selon les experts du secteur (Bruxelles Environnement, vétérinaires, ...), la stérilisation obligatoire de chats domestiques permettrait de réduire significativement les abandons de chatons par leurs propriétaires, d'éviter ainsi la prolifération de chats errants, et de diminuer les conséquences négatives de celle-ci pour les chats (maladies graves, mortalité précoce, euthanasies dans les refuges, ...), pour la biodiversité et l'environnement ;

Considérant que le prix affiché par les cabinets de vétérinaires pour:

- une identification d'un chat domestique, couplée à l'enregistrement obligatoire dans la base de données officielle CAT-ID, peut osciller entre 48 et 50 EUR,
- une stérilisation peut osciller entre 60 et 80 EUR pour un chat mâle et entre 100 et 170 EUR pour un chat femelle,
- une vaccination typhus-coryza pour un chat peut osciller entre 15 et 60 EUR,
- une vaccination typhus-coryza-leucose pour un chat peut osciller entre 25 et 75 EUR ;

Considérant qu'en fonction de ces prix, nous proposons les montants suivants pour les primes concernées :

- 30 EUR pour la stérilisation de chats mâles ou femelles ;
- 20 EUR pour l'identification de chats ;
- 10 EUR pour une vaccination, quelle que soit la maladie concernée ;

Considérant que, pour financer l'octroi de ces primes, la Commune disposerait du budget bien-être animal établi pour l'année 2018 (montant actuel : 5000 EUR - article budgétaire : 8791240203) et, si nécessaire, à d'éventuels subsides octroyés par Bruxelles Environnement, dans le cadre de la réalisation probable d'un ou de deux projet(s) dans le domaine du bien-être animal, liés à la stérilisation et/ou l'identification de chats domestiques ;

Considérant que les primes communales pour l'identification, la stérilisation et la vaccination de chats domestiques seraient octroyées, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, à des ménages intéressés :

- habitant Etterbeek,
- ayant fait réaliser une ou deux de ces interventions médicales précitées, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre

2018, par un vétérinaire de leur choix (ce libre choix suit la recommandation de l'Ordre des Médecins Vétérinaires),

- ayant introduit la demande de prime(s) dans les trois mois suivant la date de l'intervention (inclue). Cela y

compris pour les interventions réalisées entre janvier 2018 et l'instauration du règlement-primes (rétroactivité).

Considérant qu'un ménage intéressé aurait droit à maximum deux primes pour l'année 2018, quelle que soit l'intervention concernée (identification/stérilisation/vaccination) ;

Considérant que le service information de la Commune assurerait l'information sur ce nouveau règlement-primés, auprès des etterbeekois (« La Vie Etterbeekoise », site internet communal, Facebook, ...);

Considérant que, pour obtenir une ou deux prime(s) liée(s) à une de ces intervention(s) précitée(s), les ménages etterbeekois intéressés devraient remplir un formulaire (cf. doc. ci-joint) obtenu auprès du service bien-être animal de la Commune, ou de leur vétérinaire (si celui-ci a son cabinet à Etterbeek), ou sur le site internet de la commune, et renvoyer ce même formulaire complété auprès du service bien-être animal;

Considérant que le service bien-être animal s'occuperait du traitement de l'octroi de ces primes;

Considérant que, si le Conseil Communal autorise l'application de ce règlement-primés, les primes seraient accordées aux citoyens intéressés sur base d'un accord de principe, et qu'elles ne devraient pas être approuvées régulièrement, au cas par cas, par le Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant qu'en novembre 2018, une nouvelle mesure d'octroi de ces primes pour 2019 pourrait être soumise au Conseil Communal (en fonction des possibilités offertes par le budget 2019);

AUTORISE :

l'octroi de primes communales pour l'identification, la stérilisation et la vaccination de chats domestiques réalisés en 2018 et l'institution du règlement afférent à ces primes.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
32 votants : 32 votes positifs.

Toekenning van gemeentelijke premies voor de identificatie, de sterilisatie en de vaccinatie van huiskatten in 2018 en goedkeuring van het bijhorende premierglement.

De gemeenteraad,

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 7 juli 2016 betreffende de identificatie en registratie van katten (zie bijgevoegd document);

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 3 augustus 2012 betreffende het meerjarenplan voor de sterilisatie van huiskatten, dat sinds 1 januari 2018 van toepassing is (zie bijgevoegd document);

gelet op het belang om katten te laten vaccineren, in het bijzonder tegen tyfus en coryza (de belangrijkste vaccins volgens de dierenartsen die hierover ondervraagd werden);

overwegende dat een van de actieprojecten die voortgekomen zijn uit de technische conferentie over dierenwelzijn, die op 11 december 2017 georganiseerd werd door de gemeente, betrekking had op het voorstel om de Etterbeekse eigenaars van katten aan te moedigen om hun dier te laten identificeren en steriliseren, met name via de toekenning van gemeentelijke premies;

overwegende dat de verplichte sterilisatie van huiskatten het volgens de deskundigen uit de sector (Leefmilieu Brussel, dierenartsen...) mogelijk zou maken om het aantal katjes die achtergelaten worden door hun eigenaar aanzienlijk te verminderen, op die manier de overpopulatie van zwervkatten te vermijden en de negatieve gevolgen ervan voor de katten (ernstige ziekten, vroegtijdige sterfte, euthanasie in opvangcentra...), voor de biodiversiteit en voor het leefmilieu te beperken;

overwegende dat de prijs die door dierenartsenpraktijken uitgehangen worden voor:

- een identificatie van een huiskat gekoppeld met de verplichte registratie in de officiële databank CAT-ID kan variëren van 48 tot 50 euro,
- een sterilisatie kan variëren van 60 tot 80 euro voor een kater en van 100 tot 170 euro voor een katin,
- een vaccinatie tyfus-coryza voor een kat kan variëren van 15 tot 60 euro,
- een vaccinatie tyfus-coryza-leucose voor een kat kan variëren van 25 tot 75 euro

overwegende dat wij in functie van die prijzen de volgende bedragen voorstellen voor de betreffende premies:

- 30 euro voor de sterilisatie van katers of kattinnen;
- 20 euro voor de identificatie van katten;
- 10 euro voor een vaccinatie, ongeacht de ziekte;

overwegende dat de gemeente voor de financiering van die premies zou beschikken over het dierenwelzijnsbudget voor het jaar 2018 (huidig bedrag: 5000 euro, begrotingsartikel: 8791240203) en indien nodig eventueel over subsidies van Leefmilieu Brussel in het kader van de vermoedelijke uitvoering van een of twee projecten op het vlak van dierenwelzijn, die verband houden met de sterilisatie en/of de identificatie van huiskatten;

overwegende dat de gemeentelijke premies voor de identificatie, de sterilisatie en de vaccinatie van huiskatten binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten toegekend zouden worden aan gezinnen:

- die in Etterbeek wonen,
- die een of twee van de voornoemde medische ingrepen hebben laten uitvoeren tussen 1 januari en 31 december 2018 door een dierenarts van hun keuze (die vrije keuze volgt de aanbeveling van de Orde der Dierenartsen),
- die een premieaanvraag ingediend hebben binnen drie maanden na de ingreep. Met inbegrip van de ingrepen tussen januari 2018 en de invoering van het premierglement (terugwerkende kracht);

overwegende dat een gezin recht zou hebben op maximaal twee premies voor het jaar 2018, ongeacht de ingreep (identificatie/sterilisatie/vaccinatie);

overwegende dat de dienst Informatie van de gemeente de Etterbekenaren zou informeren over dit nieuwe premierglement (Leven te Etterbeek, gemeentelijke website, Facebook...);

overwegende dat de Etterbeekse gezinnen, om een of twee premies in verband met de voornoemde ingrepen te krijgen, een formulier (zie bijgevoegd document) zouden moeten invullen dat ze bij de dienst Dierenwelzijn van de gemeente of bij hun dierenarts (als de praktijk gevestigd is in Etterbeek) of op de website van de gemeente kunnen verkrijgen en dat formulier ingevuld moeten bezorgen aan de dienst Dierenwelzijn;

overwegende dat de dienst Dierenwelzijn verantwoordelijk zou zijn voor de toekenning van die premies;

overwegende dat als de gemeenteraad de toepassing van dit premierglement goedkeurt, de premies toegekend zouden worden aan de burgers op basis van een principeakkoord en dat die niet geval per geval goedgekeurd moeten worden door het college van burgemeester en schepenen;

overwegende dat in november 2018 een nieuwe maatregel voor de toekenning van die premies in 2019 voorgelegd zou kunnen worden aan de gemeenteraad (in functie van de mogelijkheden van de begroting 2019);

GEEFT TOESTEMMING:

voor de toekenning van gemeentelijke premies voor de identificatie, de sterilisatie en de vaccinatie van huiskatten in 2018 en de invoering van het bijhorende premierglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

20180219_BIEN-ETRE ANIMAL_formulaire_demande_primes_chats_dut-BE.pdf, 20180219_BIEN-ETRE ANIMAL_règlement_primes_chats_dut-BE.pdf, règlprimsterilchatsdomEttternv.docx, arrrr_du_gouvernement_de_la_rrgion_de_bruzelles_capitale_du_13_juillet_2017_modifiant_locoarrrr_royal_du_3_aot_2012.pdf.pdf, formdemprimeschatsetterbeekvers.docx, arrrr_du_gouvernement_de_la_rrgion_de_bruzelles-capitale_du_7_juillet_2016_relatif_a_locoidentification_et_locoenregistrement_des_chats_.pdf.pdf

Cultes et Laïcité - Erediensten en Laïciteit

19.02.2018/A/0026 **Eglise Anglicane Unifiée - Holy Trinity - Budget 2018**

Le Conseil communal,

Attendu que la Commune d'Ixelles nous a transmis le budget 2018 du Culte Protestant de l'Eglise Anglicane Unifiée en date du 23 janvier 2018 dont la circonscription territoriale s'étend partiellement sur le territoire de notre commune ;

Attendu que ce document arrêté par le Conseil de Fabrique se présente comme suit ;

RECETTES

Ordinaires	170.860,00 €
extraordinaires	19.608,72 €
TOTAL	190.468,72 €

DEPENSES

relatives au culte	44.250,00 €
Ordinaires	145.650,00 €
extraordinaires	0,00 €
TOTAL	189.900,00 €

SOIT AVEC UN BONI DE

568,72 €

Attendu cependant que certains crédits budgétaires en dépenses ont été dépassés sans qu'une modification budgétaire ait été introduite en cours d'année par l'autorité fabricienne ;

Attendu que le compte se clôture par un excédent en recettes ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 255 9° de la loi communale.

DECIDE :

d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité supérieure du budget 2018 du Culte Protestant de l'Eglise Anglicane Unifiée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Verenigde Anglikaanse Kerk - Holy Trinity - Begroting 2018

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeente van Elsene ons de begroting 2018 van de Verenigde Anglikaanse Kerk "Holy Trinity" op 23 januari 2018, waarvan de gebiedsomschrijving gedeeltelijk op het grondgebied van onze gemeente ligt, heeft toegestuurd ;

Overwegende dat deze begroting werd vastgesteld door de Kerkfabriek dat zij de volgende inhoud heeft

ONTVANGSTEN

gewone	170.860,00 €
buitengewone	19.608,72 €
TOTAAL	190.468,72 €

UITGAVEN

betreffende de eredienst	44.250,00 €
gewone	145.650,00 €
buitengewone	0,00 €
TOTAAL	189.900,00 €

HETZIJ MET EEN OVESCHOT VAN 568,72 €

Overwegende niettemin dat sommige begrotingskredieten werden overschreden zonder dat een begrotingswijziging in de loop van het jaar werd ingediend door de kerkfabriek;

Overwegende dat de begroting met een overschot afsluit zonder tussenkomst van de gemeente.

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten :

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet :

BESLIST :

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring door de Hogere Overheid van de Begroting van 2018 van de Verenigde Anglikaanse Kerk.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

19.02.2018/A/0027 **Eglise Anglicane Unifiée - Holy Trinity - Compte 2016**

Le Conseil communal,

Attendu que la Commune d'Ixelles nous a transmis le compte 2016 du Culte Protestant de l'Eglise Anglicane Unifiée en date du 23 janvier 2018 dont la circonscription territoriale s'étend partiellement sur le territoire de notre commune ;

Attendu que ce document arrêté par le Conseil de Fabrique se présente comme suit ;

RECETTES

Ordinaires	159.638,59 €
extraordinaires	160.203,55€
TOTAL	319.842,14 €

DEPENSES

relatives au culte	36.510,62 €
Ordinaires	124.340,91 €
extraordinaires	158.381,89 €
TOTAL	319.233,42 €

SOIT AVEC UN BONI DE 608,72 €

Attendu cependant que certains crédits budgétaires en dépenses ont été dépassés sans qu'une modification budgétaire ait été introduite en cours d'année par l'autorité fabricienne ;

Attendu que le compte se clôture par un excédent en recettes ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'article 255 9° de la loi communale.

DECIDE :

d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité supérieure du compte 2016 du Culte Protestant de l'Eglise Anglicane Unifiée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

Verenigde Anglikaanse Kerk - Holy Trinity - Rekening 2016

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het Gemeente van Elsene ons de rekening 2016 van de Verenigde Anglikaanse Kerk "Holy Trinity" op 23 januari 2018, waarvan de gebiedsomschrijving gedeeltelijk op het grondgebied van onze gemeente ligt, heeft toegestuurd ;

ONTVANGSTEN

gewone	159.638,59 €
buitengewone	160.203,55 €
TOTAAL	319.842,14 €

UITGAVEN

betreffende de eredienst	26.510,62 €
gewone	124.340,91 €
buitengewone	158.381,89 €
TOTAAL	319.233,42 €

HETZIJ MET EEN OVERSCHOT VAN 608,72 €

Overwegende niettemin dat sommige begrotingskredieten werden overschreden zonder dat een begrotingswijziging in de loop van het jaar werd ingediend door de kerkfabriek;

Overwegende dat de rekening met een overschot afsluit zonder tussenkomst van de gemeente.

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten :

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet :

BESLIST :

een gunstig advies uit te brengen ter goedkeuring door de Hogere Overheid van de rekening over 2016 van de Verenigde Anglicaanse Kerk "Holy Trinity".

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Secrétariat - Secretariaat

19.02.2018/A/0028 **Motion du groupe PS d'Etterbeek concernant le projet de loi autorisant les visites domiciliaires**

Le Conseil communal,

Considérant le fait que la Commission de l'intérieur de la Chambre a examiné ce mardi 23 janvier 2018 le projet de loi qui autorise les visites domiciliaires en vue d'arrêter une personne en séjour illégal ;

Considérant le fait que la loi offre déjà aux forces de sécurité tout le loisir d'intervenir et de contrôler toute personne susceptible de nuire à l'ordre public ;

Considérant que le projet de loi vise à modifier la loi de telle sorte que les juges d'instruction soient placés dans la quasi obligation de permettre ces visites domiciliaires ;

Considérant que le domicile est inviolable selon l'article 15 de la Constitution, que les exceptions à l'inviolabilité du domicile sont strictissimes et que le juge d'instruction n'ordonne une perquisition que dans le cadre d'une infraction ou d'une instruction pénale et non d'une procédure administrative ;

Considérant que la Cour constitutionnelle, dans son récent arrêt 148/2017 du 21 décembre 2017 censure certaines dispositions de la loi Pot-pourri II, et annule précisément la possibilité de procéder à une perquisition via une mini-instruction en ces termes :

« En raison de la gravité de l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée et dans le droit à l'inviolabilité du domicile, la Cour décide que la perquisition ne peut, en l'état actuel du droit de la procédure pénale, être autorisée que dans le cadre d'une instruction. Permettre la perquisition via la mini-instruction dans le cadre de l'information sans prévoir des garanties supplémentaires pour protéger les droits de la défense viole le droit au respect de la vie privée et le droit à l'inviolabilité du domicile » ;

Considérant que ce raisonnement s'applique *a fortiori* dans le cadre d'une procédure administrative ;

Considérant que le projet de loi stigmatise les personnes en situation de séjour illégal en supprimant les droits de la défense les plus fondamentaux et en assimilant une procédure administrative à une procédure pénale ;

Considérant que le droit au respect de la vie privée et le droit à l'inviolabilité du domicile sont des principes fondamentaux ;

Considérant que la commune d'Etterbeek a démontré à plusieurs reprises qu'elle est une terre d'accueil et de liberté en mettant à la disposition de personnes en séjour illégal un bâtiment privé réquisitionné ;

Le Conseil communal, réuni le lundi 19 février 2018 :

INVITE le Parlement fédéral à rejeter le projet de loi autorisant les visites domiciliaires en vue d'arrêter une personne en séjour illégal ;

INVITE le Gouvernement fédéral à reconsidérer sa position au regard des différents avis émis jusqu'à présent par le Conseil d'Etat, l'ordre des avocats, l'association syndicale de la magistrature et les différentes associations citoyennes (CNCD, Ligue des droits de l'Homme, Ciré ...).

Le Conseil communal est chargé de transmettre cette motion à M. Le Président de la Chambre, aux différents chefs de groupes parlementaires, à M. Le Premier Ministre, à M. Le Ministre de l'Intérieur et à M. Le Ministre de la Justice.

Le Conseil approuve l'amendement unique déposé par le groupe de la liste du Bourgmestre.

"Le Conseil communal,

Considérant le fait que la Commission de l'Intérieur de la Chambre des Représentants a entamé le 23 janvier 2018 les travaux parlementaires concernant le projet de loi sur les visites domiciliaires ;

Considérant que ce projet est à l'examen depuis de nombreux mois et vise à clarifier les pratiques de la police dans le cadre des « visites domiciliaires » des agents de police envers les personnes en situation illégale. La mise en place d'un cadre clair sur l'action de la police vise à protéger les personnes en situation illégale et les hébergeurs de bonne foi ;

Considérant que ce projet de loi vise à transposer en partie la directive européenne « Retour » ;

Considérant que l'inviolabilité du domicile est garantie par l'article 15 de la Constitution, des visites domiciliaires ne peuvent être autorisées selon le cadre fixé par la loi. Des visites domiciliaires peuvent déjà être organisées dans le cadre des contrôles de l'inspection sociale, de l'inspection du travail ou de l'administration fiscale pour ce qui touche à la lutte contre la fraude fiscale ;

Considérant que la visite domiciliaire est une mesure de dernier recours quand toutes les autres mesures en matière de retour ont échoué (retour volontaire, délai échu dans l'ordre de quitter le territoire (OQT), visite domiciliaire précédente) ;

Considérant que la mesure ne vise donc que des personnes qui se sont mises volontairement et délibérément dans l'illégalité depuis longtemps en ne respectant pas les décisions successives prises à leur encontre par l'Etat belge et qu'elle ne vise qu'une minorité de personnes qui refusent de respecter les lois et les décisions prises à leur encontre ;

Considérant que la visite domiciliaire doit être validée par un juge d'instruction ;

Considérant que les personnes qui hébergeraient de bonne foi une personne en situation illégale ne risquent absolument rien puisque l'exception humanitaire (Article 77 de la loi du 15 décembre 1980) qui bénéficie aux personnes hébergeant des personnes en situation illégale n'est pas concernée par le projet de loi ;

Considérant que le Conseil d'Etat a rendu un avis positif sur ce projet de loi dans lequel il relève que les balises légales sont respectées ;

Considérant que la meilleure des protections pour les personnes arrivant en Belgique, est de demander l'asile ;

Considérant que pour les personnes en situation illégale sur notre territoire, celles qui ont été déboutées ou dont le titre de séjour arrive à terme sans possibilité de renouvellement, seule une politique de retour doit s'appliquer, d'abord volontaire, forcée le cas échéant ;

Considérant que les travaux parlementaires du projet de loi sont actuellement suspendus ;

Le Conseil communal :

- rappelle que la Belgique est et demeure une terre d'asile. Il encourage les personnes qui ont besoin de protection à déposer une demande d'asile afin d'être accueillies au sein de Fedasil ;
- soutient la politique qui vise à faire de la Belgique une terre d'accueil en matière d'asile mais aussi un Etat de droit ;
- soutient la démarche de consultation entreprise par le Gouvernement fédéral afin de préciser le cadre légal des visites domiciliaires."

32 votants : 17 votes positifs, 15 votes négatifs.

Non : Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Colette Njomgang, Rik Baeten, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Marie-Louise Servais, Damien Gérard, John Buyani Ilungu, Edoardo Traversa, Françoise de Halleux, Caroline Schickel.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Madrane ;

« Monsieur le Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les Echevins, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

L'objectif de cette motion est d'inviter le conseil communal d'Etterbeek à condamner le projet de loi sur les visites domiciliaires qui est actuellement en discussion eu sein du gouvernement fédéral.

Je ne vous apprends rien en vous disant que ce projet de loi qui autorise les visites domiciliaires a suscité un vif émoi dans le monde politique, judiciaire, associatif, syndical, académique et plus rare même dans le monde religieux et laïc. Tous en ont souligné le caractère problématique et, dangereux de ce projet de loi.

Mais il y a eu aussi et surtout une formidable mobilisation citoyenne, mobilisation qui s'est surtout manifestée par la volonté de voir appliquer des politiques humaines, dignes et qui respectent les personnes. Tout le contraire de ce qui est défendu actuellement par la majorité fédérale.

Pour rappel, ce texte vise à autoriser la police à pénétrer dans un domicile privé et à le fouiller pour arrêter un étranger en séjour illégal, qu'il s'agisse du domicile de l'étranger en question, ou de celui de qui aurait fait le choix de lui offrir un hébergement.

On le voit, le projet de loi porte atteinte au respect de la vie privée et à l'inviolabilité du domicile – un droit qui je le rappelle est garanti par notre Constitution.

Ce projet de loi institue donc selon nous un véritable délit de solidarité à l'encontre de celles et ceux qui fuient les guerres et les conflits en tout genre.

Demain, les milliers de citoyens belges, les milliers de justes qui ont choisi de poser simplement un acte de solidarité, un acte d'humanité envers les migrants pourraient donc se voir inquiétés.

Il s'agirait tout bonnement d'une criminalisation de l'aide humanitaire apportée aux migrants, fussent-ils en situation irrégulière.

Je rappelle d'ailleurs que la perquisition est normalement réservée aux crimes les plus graves.

Or faut-il encore le rappeler : être migrant n'est pas un délit ! Il est donc très inquiétant de voir cette mesure étendue à la simple absence d'un titre de séjour valable.

Certes, le texte évoque l'intervention d'un juge d'instruction – qui en principe n'intervient, en cas de perquisition, que dans le cadre d'infraction et d'instruction pénale.

Mais la procédure ne lui réserve aucune marge de manœuvre, il devient un véritable auxiliaire du Parquet et de la police. Où est encore l'indépendance du juge d'instruction lorsque celui-ci n'a d'autre choix que d'autoriser une visite domiciliaire parce que les conditions prévues par la loi sont réunies ? (Fini donc pour dire l'instruction à charge et à décharge).

Mesdames, Messieurs,

Il ne faut pas être juriste pour voir les dangers de ce texte à la fois pour nos libertés mais aussi pour l'exercice de la solidarité.

L'accueil des migrants est une question sensible, et notre commune a une longue tradition d'accueil et d'hospitalité. Elle compte parmi ses habitants de nombreuses personnes qui ont choisi d'héberger des migrants.

Notre commune elle-même a déjà réquisitionné un bâtiment privé pour héberger des migrants sans papier.

J'avais d'ailleurs félicité le collège des Bourgmestre et Echevins pour cette initiative lors d'un de nos conseils communaux.

Le Groupe PS souhaite donc voir Etterbeek rejoindre le mouvement des communes wallonnes et bruxelloises qui ont dit leur opposition aux visites domiciliaires en rappelant les valeurs qui fondent toute démocratie : la justice, l'hospitalité, la solidarité.

C'est pourquoi nous introduisons la présente motion, pour demander au fédéral de prendre la mesure des risques que soulève ce projet de loi et d'y renoncer.

Je précise que la motion proposée est évidemment ouverte à tous les groupes qui partagent ces valeurs.

Et j'espère d'ailleurs que chacun ici en conscience soutiendra personnellement et nominativement cette motion qui a déjà été adoptée dans de nombreuses communes et conseils communaux de Wallonie et de Bruxelles.

Au-delà des clivages politiques, il est nécessaire que tous les démocrates fassent entendre leur voix en s'opposant aux dérives liberticides du gouvernement fédéral incarnées par l'action de son secrétaire d'Etat à l'asile et l'immigration. »

Le Bourgmestre donne la parole à Madame Servais :

« Nous souscrivons à ce qu'ont dit nos collègues. Nous voulons réaffirmer que le projet de loi sur « les visites domiciliaires » est une grave atteinte aux libertés constitutionnelles de notre pays : la protection du domicile privé, son inviolabilité sont garanties par la Constitution belge, sauf en cas de soupçons de crime grave. Etre sans papier n'est pas un crime grave et donc héberger une personne sans papier n'est pas un crime grave. Mais ce projet de loi, totalement disproportionné, porte en lui la criminalisation de la solidarité des citoyens qui hébergent des personnes sans papier démunies.

Ce projet de loi est contraire aux Droits humains qui sont le socle de notre démocratie, c'est pourquoi Ecolo-Groen souhaite co-signer et voter pour cette motion. Mais nous ne soutenons pas l'amendement déposé par la LB. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Praet :

« Monsieur le Président, Chers collègues,

La motion à l'ordre du jour du Conseil communal de ce jour n'est pas simple à aborder. Notre assemblée n'est sans doute pas le cénacle le plus adéquat pour en débattre et nous pouvons, je l'espère, toucher à celui-ci en tant qu'hommes et femmes représentants les Etterbeekoïses et non comme ... l'écho des discours politiques qui se tiennent ailleurs.

Avant d'être une question juridique, administrative ou politique, la situation des migrants est avant toute chose une préoccupation humaine et humanitaire. Le sort des migrants est avant tout celui des populations en exil, souvent pour cause de guerre, de régime politique, de famine, de sécheresse, celui des traversées périlleuses.

Dans ce cadre, la Belgique est et doit rester une terre d'asile et d'accueil.

Notre commune, l'autorité publique, les habitants et leurs élus, n'est jamais restée insensible à la situation des hommes et des femmes qui ont, chez nous, trouver refuge quelques semaines, quelques mois. Cela reste si peu, et pourtant cet accueil a semblé, à chaque fois, constituer un pas décisif dans la recherche du bonheur et de la sécurité.

Dans notre commune, dans plein de communes du pays, des citoyens, ce soir, prodigueront également un tel accueil, offrant le gîte, partageant un repas et nourrissant la tradition d'accueil que doit conserver notre pays, sa population et ses institutions.

Il faut saluer cette solidarité, comme il faut saluer la réouverture ... statut réfugié et de reconnaissance de ce statut. Nous ne pouvons, d'une manière ou d'une autre, considérer la situation des migrants comme une chose acceptable et conforme à la dignité humaine. Nul ne doit et ne peut être contraint de vivre dans la clandestinité et la précarité.

Nul ne devrait être amené à persister dans l'illégalité sur le territoire jusqu'à ce qui ... à être privé ou à priver les personnes des droits et protections qui découlent du statut de réfugié ou de demandeur de ce statut.

Ainsi, le cadre juridique qui au fil des gouvernements, des majorités ... au gré des conventions internationales et des dispositions européennes et nationales doit être garanti et mis en œuvre.

Qu'il s'agit de l'Etat de droit qui, s'il peut conduire à protéger, accueillir, peut également écarter les personnes qui ne disposent pas

de juste motif. Dans ce cadre, il appartient au Gouvernement et au Parlement fédéral de veiller à respecter et mettre œuvre... Nous voulons dans le cadre des visites domiciliaires encourager celui-ci à respecter tant l'Etat de droit que la tradition d'accueil.

Comme notre collègue et Ministre ... l'a souligné, des voix se sont faites entendre et il faut donc soutenir la démarche d'écoute et de consultation. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Traversa :
« Je vous remercie.

Il convient de rappeler tout d'abord le cadre constitutionnel dans lequel le projet de loi doit s'inscrire. La Constitution belge contient un article 191, qui prévoit que « Tout citoyen qui se trouve sur le territoire de la Belgique jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, sauf les exceptions établies par la loi ». Ces exceptions sont à interpréter restrictivement ». Par ailleurs, on a également évoqué l'article 15 sur l'inviolabilité du domicile. Il faut aussi insister sur l'article 22, qui garantit le droit à la vie privée et familiale et l'article 22bis, qui protège les droits de l'enfant.

La Belgique peut se targuer d'une longue tradition d'hospitalité, ayant accueilli des étrangers illustres comme Victor Hugo, Karl Marx ou Verlaine. Personnellement, je me souviens d'avoir joué à Bruxelles avec des enfants d'exilés chiliens et argentins, qui avaient fui dans les années 70 et 80 des régimes où la police pouvait entrer impunément au domicile des individus, peut-être même avec l'autorisation d'un juge. Cette question me touche aussi particulièrement, étant né dans un pays, l'Italie, où il y a quelques décennies, dans les années 1920 et 1930, ces pratiques étaient courantes.

L'amendement proposé par la majorité contient des formulations hypocrites, en ce qu'il donne l'impression que le projet en débat vise à protéger les droits des personnes en séjour illégal et l'Etat de droit. Or, il fait exactement l'inverse. Le cadre légal actuel interdit précisément les visites domiciliaires ; l'adoption du projet les rendrait possibles.

Outre les arguments développés par mon collègue et confrère, Monsieur Gasia, je souhaiterais insister sur quelques points particuliers.

Tout d'abord, le mécanisme manque de proportionnalité. Certes, il prévoit l'intervention d'un juge est prévue, mais aucun recours n'existe contre cette décision. Cela constitue une violation du droit à un recours effectif garanti dans notre ordre juridique. Par ailleurs, le simple fait qu'un juge intervienne ne peut être considérée comme une garantie suffisante, s'il ne dispose pas d'une marge de manœuvre adéquate.

Ensuite, le texte ne prend aucunement en compte les droits de l'enfant. Myria, le centre fédéral migration, dans son avis sur le projet (Note du 30 janvier 2018 à la Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique), insiste sur le manque d'importance donné à l'intérêt supérieur de l'enfant. Or, depuis 2015, Myria a mis à disposition du législateur et de tous les acteurs concernés une check-list permettant de vérifier si l'intérêt de l'enfant est pris en compte. Le projet en discussion à la Chambre des représentants ne contient rien à ce sujet.

A titre d'illustration, on peut se rappeler de l'intervention musclée de la police des étrangers contre une famille tchèque dans un centre fermé le 6 décembre 2017 dernier, qui avait été relayée par la presse et avait choqué jusqu'à la police locale de Jodoigne ; la police fédérale avait en effet tenté d'emmener une mère et ses enfants, alors qu'une des filles manquait à l'appel et que le père ne souhaitait pas quitter le centre sans sa fille. On imagine le traumatisme causé par cette intervention policière dans le chef des enfants mineurs, qui n'avaient pour seule responsabilité que d'avoir des parents qui souhaitaient pour eux un avenir meilleur. Rien dans le projet en question n'interdirait de telles pratiques inacceptables.

Enfin, le parallèle avec les « visites domiciliaires » en matière fiscale que fait l'amendement est erroné. La finalité de ces dernières est la recherche d'indices de fraude fiscale dans le cadre d'une procédure pénale et non la perquisition d'un domicile et l'enlèvement de personnes. Il ne s'agit nullement d'un précédent comparable, vu des conséquences beaucoup plus graves sur les droits de personnes que l'actuel projet de loi entraîne.

J'ajouterais que l'inconstitutionnalité de ce projet a été soulignée par des nombreuses autorités publiques, associations et citoyens, en particulier par différents barreaux francophones et même néerlandophones. Aujourd'hui encore, le président d'avocats.be a exigé que le projet prévoit que les étrangers soient assistés d'un avocat, ainsi qu'une large marge de manœuvre du juge d'instruction. Il s'agit donc d'un projet qui porte atteinte à l'Etat de droit et aux droits des personnes concernées, comme l'indique la motion en débat, et mon groupe ne peut à ce titre soutenir l'amendement de la majorité, qui tend à dissimuler cette réalité.

Je terminerai en disant que nous cosignons le texte du groupe PS et nous souhaitons des votes nominatifs sur ce point. De plus, nous sommes choqués par la formulation de l'amendement déposé par la LB.»

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gasia :

« Merci Monsieur le Bourgmestre. Je commencerais par dire que, vu la similitude avec la motion que nous avons déposée, nous proposons de retirer notre point et de co-signer la motion du groupe PS.

- **Ce projet est à l'examen depuis de nombreux mois et vise à clarifier les pratiques de la police dans le cadre des "visites domiciliaires" des agents de police envers les personnes en situation illégale. La mise en place d'un cadre clair sur l'action de la police vise à protéger les personnes en situation illégale et les hébergeurs de bonne foi.**

Le projet n'a pour l'instant fait l'objet que d'une journée d'examen, ce 30 janvier 2018, laquelle a consisté en une série d'auditions (services de police, juges d'instruction, barreaux, associations) qui ont toutes abouti à la même conclusion : ce projet est, en l'état, inacceptable.

La loi actuelle offre déjà un cadre clair aux agents de police qui peuvent procéder à des arrestations dans l'espace public (19.000 arrestations administratives clôturées par une délivrance ou une confirmation d'un ordre de quitter le territoire en 2016). Autrement

dît, on a la possibilité d'arrêter une personne, de la détenir, de la convaincre d'exécuter un OQT, sans devoir pénétrer dans un domicile.

Le projet de loi ne protège ni les personnes en situation illégale puisqu'il vise à les renvoyer en centres fermés (dont la capacité d'accueil est qui plus est insuffisante) en vue de les renvoyer dans leur pays d'origine, ni les hébergeurs de bonne foi puisque leur résidence pourrait être perquisitionnée en dehors de toute infraction commise dans leur chef et que la condition de "motifs raisonnables" de supposer que l'étranger se trouve dans un lieu déterminé n'est pas suffisamment expliquée, laissant la place à l'arbitraire et à la délation.

- **Ce projet de loi vise à transposer en partie la directive européenne "Retour".**

La Directive Retour impose effectivement aux Etats membres de prendre les mesures nécessaires pour exécuter la décision de retour si l'intéressé n'a pas respecté l'obligation de retour dans le délai imparti pour le retour volontaire. Elle précise toutefois que l'exécution de la décision de retour doit se faire de manière proportionnée, dans le cadre d'une procédure équitable et transparente, conditions que ne remplit pas le projet de loi.

La Belgique est ainsi le seul Etat européen à prévoir ce système de visite domiciliaire (mesure pénale et exceptionnelle) en vue d'exécuter une décision administrative.

- **L'inviolabilité du domicile est garantie par l'article 15 de la Constitution, des visites domiciliaires ne peuvent être autorisées que selon le cadre fixé par la loi. Des visites domiciliaires peuvent déjà être organisées dans le cadre des contrôles de l'inspection sociale, de l'inspection du travail ou de l'administration fiscale pour ce qui touche à la lutte contre la fraude fiscale**

Comme l'ont expliqué les juges d'instruction lors de leur audition le 30 janvier dernier, le parallèle entre la "visite domiciliaire" en vue d'exécuter un ordre de quitter le territoire avec celles prévues dans le cadre d'une fraude sociale ne tient pas. Les inspecteurs sociaux ont en effet pour mission, dans le cadre d'une visite domiciliaire, de rechercher des infractions au Code pénal social par un simple accès de compteurs d'eau, gaz et électricité.

Dans le cadre du projet de loi Visites domiciliaires, le but de la visite domiciliaire n'est pas de rechercher une infraction mais de fouiller une résidence, de saisir des objets sans précision, et d'arrêter une personne en vue d'exécuter une décision administrative (expulsion du territoire). Le contrôle du juge d'instruction est en outre tout à fait marginal puisqu'il devra délivrer un mandat dès le moment où les trois conditions énumérées par le projet de loi sont rencontrées et qu'il ne pourra pas suivre l'exécution de son autorisation.

Les juges d'instruction dénoncent ainsi une mesure "hybride" et totalement inédite : une perquisition (Fouilles d'un domicile) couplée d'une arrestation.

- **La visite domiciliaire est une mesure de dernier recours quand toutes les autres mesures en matière de retour ont échoué (retour volontaire, délai échu dans l'ordre de quitter le territoire (OQT), visite domiciliaire précédente).**

L'article 8 de la directive précise en effet que "Lorsque les États membres utilisent - en dernier ressort - des mesures coercitives pour procéder à l'éloignement d'un ressortissant d'un pays tiers qui s'oppose à son éloignement" mais que "ces mesures sont proportionnées et ne comportent pas d'usage de la force allant au-delà du raisonnable. Ces mesures sont mises en oeuvre comme il est prévu par la législation nationale, conformément aux droits fondamentaux et dans le respect de la dignité et de l'intégrité physique du ressortissant concerné d'un pays tiers."

- **Considérant que la mesure ne vise donc que des personnes qui se sont mises volontairement et délibérément dans l'illégalité depuis longtemps en ne respectant pas les décisions successives prises à leur encontre par l'Etat belge et qu'elle ne vise qu'une minorité de personnes qui refusent de respecter les lois et les décisions prises à leur encontre.**

Le projet ne précise pas les critères objectifs permettant de définir la non-coopération qui justifie l'autorisation de visite domiciliaire. Ces précisions doivent se retrouver dans le libellé de l'article 5 relatif aux visites domiciliaires, sans quoi on laisse place à l'insécurité juridique et à l'arbitraire. Le projet ne précise en outre à aucun moment que les personnes en séjour illégal doivent l'être depuis une certaine durée.

- **La visite domiciliaire doit être validée par un juge d'instruction.**

Le contrôle du juge d'instruction est présenté comme une garantie suffisante contre l'arbitraire. Mais il ne laisse en réalité aucune marge d'appréciation au juge d'instruction puisqu'il ne devra en réalité vérifier que quelques éléments factuels (séjour illégal, "refus de collaborer", "résidence à telle adresse") et, si les trois conditions cumulative sont remplies, il aura pour ordre d'autoriser une visite domiciliaire. Un JI doit pourtant pouvoir mener un examen approfondi de la nécessité et de la proportionnalité de la mesure qu'il autorise.

Les juges d'instruction s'inquiètent donc légitimement d'être instrumentalisés pour servir la politique menée par le gouvernement en matière d'asile et d'immigration, autrement dit de servir de bras-droit à l'Office des étrangers, ce que laisse d'ailleurs penser la présence, non justifiée, d'un membre de l'OE aux côtés du fonctionnaire de police procédant à la perquisition, à la demande du fonctionnaire de police OU du Ministre ou de son délégué.

Cette inquiétude va de pair avec l'évolution de la fonction du juge d'instruction voulue par le gouvernement, à savoir faire du juge d'instruction, juge indépendant qui instruit normalement à charge et à décharge, un "juge de l'enquête" qui ne ferait plus que contrôler le travail du Parquet.

- **Les personnes qui hébergeraient de bonne foi une personne en situation illégale ne risquent absolument rien puisque l'exception humanitaire (Article 77 de la loi du 15 décembre 1980) qui bénéficie aux personnes hébergeant des personnes en situation illégale n'est pas concernée par le projet de loi**

L'aide offerte pour des raisons principalement humanitaires doit également couvrir l'accueil de personnes lorsque l'Etat est en défaut d'organiser des conditions d'accueil. Or, le projet de loi vise également les "tiers" où l'étranger réside. Dès le moment où l'étranger que ce « tiers » héberge est illégal, a fait l'objet d'un ordre de quitter le territoire et ne coopère pas à son exécution, l'autorisation pour procéder à une "visite domiciliaire" chez ce tiers devra être délivrée.

- **Le Conseil d'Etat a rendu un avis positif sur ce projet de loi dans lequel il relève que les balises légames sont respectées.**

L'avis du Conseil d'Etat a été rendu avant l'arrêt de la Cour constitutionnelle du 21 décembre 2017 qui a annulé la loi pot Pourri II en ce qu'elle élargissait les possibilités de mini-instruction à la perquisition, et ce au regard de la gravité de l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée et de l'inviolabilité du domicile qu'il implique. La perquisition en dehors de toute instruction, comme le prévoit le projet de loi, est donc anticonstitutionnelle.

En outre, si le projet de loi répond à une critique du Conseil d'Etat en précisant que les documents qui peuvent être recherchés dans le cadre d'une visite domiciliaire doivent être des documents permettant d'établir ou de vérifier l'identité du ou des étrangers qui font l'objet de l'autorisation de visite domiciliaire si ceux-ci ne produisent pas les documents requis, ce paragraphe a, malgré cette adaptation, été critiqué par la Commission de la protection de la vie privée dans son avis écrit du 17 janvier 2018. Elle a en effet estimé que le projet ne peut avoir pour finalité d'introduire une possibilité similaire à celle prévue dans la loi votée le 9 novembre 2017 d'accéder aux systèmes informatiques d'un étranger en séjour illégal sans apporter de garanties appropriées.

Le projet d'amendement déposé par la LB est inacceptable. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Le débat fut riche et influencé par nos politiques à chacun. Un texte doit évoluer et nous trouvons l'amendement raisonnable. »

Motie van de fractie PS van Etterbeek betreffende het wetsontwerp dat huiszoekingen toelaat

De gemeenteraad,

overwegende dat de Commissie voor Binnenlandse Zaken van de Kamer op dinsdag 23 januari 2018 het wetsontwerp onderzocht heeft dat huiszoekingen toelaat met het doel om een illegaal verblijvende persoon aan te houden;

overwegende dat de wet de veiligheidsdiensten al de mogelijkheid geeft om in te grijpen en elke persoon die de openbare orde zou kunnen verstoren te controleren;

overwegende dat het wetsontwerp de wet wil veranderen zodat de onderzoeksrechters nagenoeg verplicht zijn om die huiszoekingen toe te laten;

overwegende dat de woning onschendbaar is volgens artikel 15 van de Grondwet, dat de uitzonderingen op de onschendbaarheid van de woning zeer strikt zijn en dat de onderzoeksrechter een huiszoeking enkel beveelt in het kader van een strafbaar feit of een strafonderzoek en niet in het kader van een administratieve procedure;

overwegende dat het Grondwettelijk Hof in zijn recente arrest 148/2017 van 21 december 2017 enkele bepalingen van de Potpourri II-wet censureert en meer bepaald de mogelijkheid om over te gaan tot een huiszoeking via een mini-onderzoek nietig verklaart met de volgende woorden:

“Vanwege de ernst van de inmenging in het recht op de eerbiediging van het privéleven en de onschendbaarheid van de woning beslist het Hof dat de huiszoeking, in de huidige stand van de regelgeving inzake de strafrechtspleging, enkel kan worden toegelaten in het kader van een gerechtelijk onderzoek. De huiszoeking via mini-onderzoek mogelijk maken in het kader van een opsporingsonderzoek zonder te voorzien in bijkomende waarborgen ter bescherming van de rechten van verdediging schendt het recht op eerbiediging van het privéleven en het recht op de onschendbaarheid van de woning.”

overwegende dat die redenering *a fortiori* van toepassing is in het kader van een administratieve procedure;

overwegende dat het wetsontwerp illegaal verblijvende personen stigmatiseert door de meest fundamentele rechten van verdediging te doen verdwijnen en door een administratieve procedure gelijk te stellen met een strafrechtelijke procedure;

overwegende dat het recht op eerbiediging van het privéleven en het recht op de onschendbaarheid van de woning fundamentele principes zijn;

overwegende dat de gemeente Etterbeek herhaaldelijk laten zien heeft dat ze gastvrijheid en vrijheid hoog in het vaandel draagt door een opgeëist privégebouw ter beschikking te stellen van illegaal verblijvende personen;

De gemeenteraad, bijeengekomen op 19 februari 2018:

VERZOEKT het federaal parlement om het wetsontwerp dat huiszoekingen toelaat met het doel om een illegaal verblijvende persoon aan te houden te verwerpen;

VERZOEKT de federale regering om haar standpunt opnieuw in overweging te nemen in het licht van de verschillende adviezen van de Raad van State, de Orde van Advocaten, de Association Syndicale de la Magistrature en de verschillende burgerverenigingen (CNCD, Ligue des droits de l'Homme, Ciré...).

De gemeenteraad heeft de taak om deze motie te bezorgen aan de voorzitter van de Kamer, aan de verschillende leiders van de parlementaire fracties, aan de eerste minister, aan de minister van Binnenlandse Zaken en aan de minister van Justitie.

De raad keurt het enig amendement ingediend door de fractie van de lijst van de burgemeester goed.

“De gemeenteraad,

gelet op het feit dat de Commissie voor Binnenlandse Zaken van de Kamer op dinsdag 23 januari 2018 gestart is met de parlementaire werkzaamheden in verband met het wetsontwerp over de woonstbetredingen;

overwegende dat het ontwerp al enkele maanden onderzocht wordt en tot doel heeft om de praktijken van de politie in het kader van de “woonstbetredingen” door politieagenten ten aanzien van illegalen te verduidelijken. De invoering van een duidelijk kader over de actie van de politie heeft tot doel de illegalen en de mensen die hen te goeder trouw onderdak verschaffen te beschermen;

overwegende dat het wetsontwerp tot doel heeft om de Europese terugkeerrichtlijn deels om te zetten;

overwegende dat de onschendbaarheid van de woning gewaarborgd wordt door artikel 15 van de grondwet, dat woonstbetredingen enkel toegelaten kunnen worden volgens een kader vastgelegd door de wet. Woonstbetredingen kunnen al georganiseerd worden in het kader van de controles van de sociale inspectie, van de arbeidsinspectie of van de belastingdienst voor alles in verband met de strijd tegen fiscale fraude;

overwegende dat de woonstbetreding een ultieme maatregel is wanneer alle andere maatregelen op het gebied van terugkeer mislukt zijn (vrijwillige terugkeer, verlopen termijn in het bevel om het grondgebied te verlaten (BGV), voorgaande woonstbetreding);

overwegende dat de maatregel dus enkel gericht is op personen die vrijwillig en bewust en sinds lange tijd in de illegaliteit zijn terechtgekomen doordat ze opeenvolgende beslissingen die over hen genomen werden door de Belgische staat niet respecteren en dat de maatregel dus gericht is op een minderheid van personen die weigeren om de wetten en de beslissingen die over hen genomen worden te respecteren;

overwegende dat de woonstbetreding bekrachtigd moet worden door een onderzoeksrechter;

overwegende dat de personen die een illegaal te goeder trouw onderdak verschaffen helemaal geen gevaar lopen aangezien het wetsontwerp geen betrekking heeft op de humanitaire uitzondering (artikel 77 van de wet van 15 december 1980) ten behoeve van personen die een illegaal onderdak verschaffen;

overwegende dat de Raad van State een positief advies gegeven heeft over het wetsontwerp waarin hij doet opmerken dat de wettelijke grenzen gerespecteerd worden;

overwegende dat voor personen die aankomen in België asiel aanvragen de beste manier is om zich te beschermen;

overwegende dat er voor de illegalen op ons grondgebied, degenen die afgewezen werden of degenen van wie de verblijfstitel ten einde loopt zonder mogelijkheid tot verlenging slechts één terugkeerbeleid toegepast moet worden, eerst vrijwillig en indien nodig gedwongen;

overwegende dat de parlementaire werkzaamheden van het wetsontwerp op dit moment geschorst zijn;

De gemeenteraad:

- herhaalt dat België een asieland is en blijft. Hij moedigt mensen die nood hebben aan bescherming aan om een asielaanvraag in te dienen om opgevangen te worden binnen Fedasil;
- steunt het beleid dat tot doel heeft om van België een opvangland op het vlak van asiel, maar ook een rechtstaat te maken;
- steunt de raadpleging die de federale regering ondernomen heeft om het wettelijke kader van de woonstbetredingen te verduidelijken.”

32 stemmers : 17 positieve stemmen, 15 negatieve stemmen.

Nee : Marie-Rose Geuten, Rik Jellema, Colette Njomgang, Rik Baeten, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Marie-Louise Servais, Damien Gérard, John Buyani Ilungu, Edoardo Traversa, Françoise de Halleux, Caroline Schickel.

De burgemeester geeft het woord aan de heer Madrane:

“Mijnheer de burgemeester, dames en heren schepenen, dames en heren gemeenteraadsleden,

Deze motie wil de gemeenteraad van Etterbeek verzoeken om het wetsontwerp over de woonstbetredingen dat op dit moment besproken wordt binnen de federale regering te veroordelen.

Ik vertel u niets nieuws wanneer ik zeg dat het wetsontwerp dat woonstbetredingen toelaat heel wat opschudding heeft veroorzaakt in de politieke wereld, bij het gerecht, in het verenigingsleven, bij de vakbonden, in de academische wereld en zelfs, wat eerder uitzonderlijk is, in de religieuze en laicale wereld. Allemaal hebben ze het problematische en gevaarlijke karakter van dit wetsontwerp benadrukt.

Er is echter ook en vooral een geweldige burgermobilisatie geweest. De burgers willen een menselijk en waardig beleid dat de mensen respecteert. Dat is helemaal het tegenovergestelde van wat de federale meerderheid op dit moment verdedigt.

Ter herinnering, het wetsontwerp wil de politie toestemming geven om een privéwoning te betreden en te doorzoeken om illegaal verblijvende buitenlanders aan te houden, ongeacht het feit dat het gaat over de woning van de buitenlander in kwestie of die van iemand die ervoor gekozen zou hebben om die persoon onderdak te bieden.

Het wetsontwerp is een inbreuk op de persoonlijke levenssfeer en de onschendbaarheid van de woning, een recht dat nochtans gewaarborgd wordt door onze Grondwet.

Wij zijn van mening dat dit wetsontwerp solidariteit met de mannen en vrouwen die allerlei oorlogen en conflicten ontvluchten als een misdrijf beschouwt.

*Morgen zouden duizenden Belgische burgers, duizenden rechtvaardige mensen die ervoor gekozen hebben om een solidair, een menselijk gebaar te stellen ten aanzien van migranten dus lastiggevallen kunnen worden.
Humanitaire hulp aan migranten, ook al verblijven die hier illegaal, zou gewoonweg een misdrijf worden.*

*Ik herinner u er overigens aan dat huiszoekingen normaal voorbehouden zijn aan de ergste misdaden.
Moet het nog maar eens herhaald worden dat migrant zijn geen strafbaar feit is? Het is dus erg verontrustend dat die maatregel uitgebreid wordt tot het eenvoudigweg ontbreken van een geldige verblijfstitel.*

Het klopt dat de tekst het heeft over de tussenkomst van een onderzoeksrechter, die in het geval van een huiszoeking in principe enkel ingeschakeld wordt in het kader van een misdrijf of een strafonderzoek.

De procedure geeft hem echter geen enkele speelruimte. Hij wordt als het ware een "hulpje" van het parket en de politie. Waar is de onafhankelijkheid van de onderzoeksrechter wanneer die geen andere keuze heeft dan toestemming te geven voor een woonstbetreding doordat aan de voorwaarden uit de wet is voldaan? (Gedaan dus met te zeggen onderzoek à charge en à décharge).

*Dames en heren,
Men moet geen jurist zijn om te zien welk gevaren deze tekst inhoudt voor onze vrijheden, maar ook voor de solidariteit.*

De opvang van migranten is een gevoelige kwestie en onze gemeente heeft een lange traditie van opvang en gastvrijheid. Velen van haar inwoners hebben ervoor gekozen om onderdak te bieden aan migranten.

Onze gemeente heeft zelfs een privégebouw opgeëist om er migranten zonder papieren onderdak te verschaffen.

Tijdens een van onze gemeenteraden heb ik het college van burgemeester en schepenen trouwens gefeliciteerd met dat initiatief.

De fractie PS wil dus dat Etterbeek zich aansluit bij de beweging van Waalse en Brusselse gemeenten die zich tegen de woonstbetredingen kanten door de waarden die het fundament zijn van elke democratie te herhalen: rechtvaardigheid, gastvrijheid en solidariteit.

Om die reden dienen wij deze motie in. Wij willen aan de federale regering vragen om na te gaan welke risico's dit wetsontwerp inhoudt en ervan af te zien.

Ik verduidelijk dat de motie uiteraard openstaat voor alle fracties die die waarden delen.

En ik hoop trouwens dat iedereen die hier aanwezig is in alle eerlijkheid de motie die al aangenomen werd door tal van gemeenten en gemeenteraden in Wallonië en Brussel persoonlijk en met naam en toenaam zal steunen.

Over de politieke tegenstellingen heen moeten alle democraten hun stem laten horen door zich te verzetten tegen de inbreuken van de federale regering op het vrijheidsbeginsel die gestalte krijgen in de acties van zijn staatsecretaris voor Asiel en Immigratie."

*De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Servais:
"Wij zijn het eens met wat onze collega's hebben gezegd. Wij willen opnieuw bevestigen dat het wetsontwerp over de "woonstbetredingen" een ernstige inbreuk is op de grondwettelijke vrijheden van ons land: de bescherming van de privéwoning en haar onschendbaarheid worden gewaarborgd door de Belgische Grondwet behalve wanneer er een vermoeden is van een ernstig misdrijf. Illegaal zijn is geen ernstig misdrijf en onderdak geven aan een illegaal is dus ook geen ernstig misdrijf. Dit wetsontwerp, dat totaal buiten proporties is, maakt van de solidariteit van burgers die onderdak geven aan mensen zonder papieren echter een misdrijf. Het wetsontwerp is in strijd met de rechten van de mens, die de basis van onze democratie vormen. Daarom wil Ecolo-Groen deze motie medeondertekenen en goedkeuren. We steunen het amendement dat ingediend werd door de LB echter niet."*

*De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Praet:
"Mijnheer de voorzitter, beste collega's,
De motie die vandaag op de agenda van de gemeenteraad staat is niet zo gemakkelijk te behandelen. Onze vergadering is waarschijnlijk niet de meest aangewezen om erover te debatteren. En ik hoop dat we de motie kunnen behandelen als mannen en vrouwen die de Etterbekenaren vertegenwoordigen en niet als echo's van de politieke discours die elders worden gevoerd.*

De situatie van de migranten is niet in de eerste plaats een juridische, administratieve of politieke kwestie, maar wel een menselijke en humanitaire bezorgdheid. Het lot van migranten is in de eerste plaats het lot van bevolkingsgroepen in ballingschap, vaak vanwege oorlogen, het politieke regime, honger en droogte, het lot van de hachelijke oversteken.

In dat kader is België een asielland en een gastvrij land en moet het dat ook blijven.

Onze gemeente, de overheid, de inwoners en hun verkozen zijn nooit ongevoelig gebleven voor de situatie van de mannen en vrouwen die gedurende enkele weken of maanden een toevlucht vinden bij ons. Dat blijft weinig maar nochtans leek die opvang elke keer een beslissende stap in hun zoektocht naar geluk en veiligheid.

In onze gemeente en in tal van andere gemeenten in ons land zullen burgers vanavond dergelijke opvang bieden door onderdak te verschaffen, een maaltijd te delen en de opvangtraditie die ons land, haar inwoners en haar instellingen moeten voorziet te voeren.

Die solidariteit moet toegejuicht worden zoals ook de heropening.. vluchtelingenstaat en de erkenning van dat statuut toegejuicht

moeten worden. We kunnen de situatie van migranten niet beschouwen als iets dat aanvaardbaar en menswaardig is. Niemand moet en mag ertoe gedwongen zijn om in de illegaliteit en in armoede te leven.

Niemand zou ertoe gebracht moeten worden om in de illegaliteit te verblijven op het grondgebied tot..., om die mensen de rechten en bescherming te ontnemen die voortvloeien uit het statuut van vluchteling of asielzoeker.

Het juridisch kader dat in de loop van de regeringen, meerderheden... naargelang de internationale conventies en Europese en nationale bepalingen moet gegarandeerd en uitgevoerd worden.

Als de rechtstaat mensen kan beschermen en opvangen, kan hij ook mensen die geen goede redenen hebben eruit halen. In dat kader is het de taak van de regering en het federaal parlement om te zorgen voor de naleving en de uitvoering... In het kader van de woonstbetredingen willen wij de regering aanmoedigen om zowel de rechtstaat als de traditie van opvang te respecteren.

Zoals onze college en minister... heeft benadrukt, hebben de mensen hun stem laten horen en er moet dus naar hen geluisterd worden."

De burgemeester geeft het woord aan de heer Traversa:
"Ik dank u.

Het is aangewezen om eerst het grondwettelijk kader te herhalen waarbinnen het wetsontwerp moet passen. De Belgische Grondwet bevat een artikel 191 dat voorziet dat "iedere burger die zich op het grondgebied van België bevindt, de bescherming [geniet] die wordt verleend aan personen en aan goederen, behoudens de bij wet gestelde uitzonderingen." Die uitzonderingen moeten strikt geïnterpreteerd worden. Ook artikel 15 over de schendbaarheid van de woning werd ter sprake gebracht. We moeten ook de nadruk leggen op artikel 22, dat het recht op eerbiediging van het privéleven en het familieleven garandeert, en artikel 22bis, dat de rechten van kinderen beschermt.

België kan opscheppen over een lange traditie van gastvrijheid en heeft beroemde buitenlanders zoals Victor Hugo, Karl Marx en Verlaine opgevangen. Persoonlijk herinner ik mij dat ik in Brussel gespeeld heb met kinderen van Chileense en Argentijnse ballingen, die in de jaren 70 en 80 gevlucht waren van regimes waarbij de politie ongestraft de woning van mensen kon betreden, misschien zelfs met de toestemming van een rechter. Deze kwestie ligt mij bijzonder na aan het hart aangezien ik geboren ben in een land, met name Italië, waar die praktijken enkele decennia geleden, in de jaren 1920 en 1930, gangbaar waren.

Het amendement dat voorgesteld wordt door de meerderheid bevat hypocriete formuleringen in die zin dat het de indruk geeft dat het wetsontwerp waarover momenteel gedebatteerd wordt probeert om de rechten van de mensen die illegaal in ons land verblijven en de rechtstaat te beschermen. Het ontwerp doet echter precies het tegenovergestelde. Het huidige wettelijke kader verbiedt woonstbetredingen terwijl de goedkeuring van het ontwerp die mogelijk zou maken.

Behalve de argumenten van mijn collega en ambtgenoot mijnheer Gasia zou ik nog enkele bijzondere punten willen benadrukken.

Allereerst ontbreekt het het mechanisme aan evenredigheid. Het is inderdaad zo dat de tussenkomst van een rechter voorzien is, maar er bestaat geen enkel beroep tegen die beslissing. Dat is een inbreuk op het recht van een effectief beroep dat gegarandeerd wordt door onze rechtsorde. Overigens kan het enkele feit dat een rechter tussenbeide komt niet beschouwd worden als een voldoende garantie als die niet over de nodige speelruimte beschikt.

Ten tweede houdt de tekst op geen enkele manier rekening met de rechten van kinderen. In zijn advies over het ontwerp (nota van 30 januari 2018 aan de commissie Binnenlandse Zaken, Algemene Zaken en Openbaar Ambt) benadrukt Myria, het federaal migratiecentrum, dat er te weinig aandacht gegeven wordt aan het hoger belang van het kind. Sinds 2015 stelt Myria de wetgever en alle betrokken actoren echter een checklist ter beschikking om te controleren of er rekening gehouden wordt met het belang van het kind. In het project dat in de Kamer van Volksvertegenwoordigers besproken wordt staat daar echter niks over te lezen.

Bij wijze van voorbeeld kunnen we terugdenken aan het krachtige optreden van de vreemdelingenpolitie tegen een Tsjechische familie in een gesloten centrum op 6 december 2017 waarover in de pers bericht werd en dat zelfs de lokale politie van Jodoigne geschokt heeft. De federale politie had geprobeerd om een moeder en haar kinderen mee te nemen hoewel een van de dochters op het appel ontbrak en de vader het centrum niet wilde verlaten zonder zijn dochter. We kunnen ons voorstellen wat voor trauma dat politieoptreden veroorzaakt heeft bij de minderjarige kinderen, die als enige verantwoordelijkheid hadden dat hun ouders een betere toekomst voor hen wilden. Niks in het ontwerp in kwestie zou dergelijke onaanvaardbare praktijken verbieden.

Tot slot is de vergelijking met de "woonstbetredingen" op fiscaal vlak uit het amendement verkeerd. Het doel van die laatste is om op zoek te gaan naar aanwijzingen van fiscale fraude in het kader van een strafrechtelijke procedure en niet om een woning te doorzoeken en mensen mee te nemen. Het is in geen geval een vergelijkbaar precedent aangezien het huidige wetsontwerp veel ernstigere gevolgen heeft voor de rechten van die mensen.

Ik zou nog willen toevoegen dat de ongrondwettigheid van dit ontwerp benadrukt werd door tal van overheden, verenigingen en burgers, in het bijzonder door verschillende Franstalige en zelfs Nederlandstalige balies. Vandaag nog heeft de voorzitter van *avocats.be* geëist dat het wetsontwerp voorziet dat buitenlanders bijgestaan worden door een advocaat en dat de onderzoeksrechter over een grote speelruimte beschikt.

Het ontwerp is dus een inbreuk op de rechtstaat en op de rechten van de betrokken personen, zoals de motie waarover hier gedebatteerd wordt ook vermeldt. Mijn fractie kan het amendement van de meerderheid in dat opzicht niet steunen aangezien het die werkelijkheid probeert te verhullen.

Ik sluit af met te zeggen dat wij de tekst van de fractie PS medeondertekenen en dat wij nominatieve stemmen willen voor dit punt. Bovendien zijn wij geschokt door de formulering van het amendement dat werd ingediend door de LB."

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gasia:

“Dank u, mijnheer de burgemeester. Ik zou willen beginnen met te zeggen dat wij voorstellen om ons punt van de agenda te halen en de motie van de fractie PS mede te ondertekenen gezien de gelijkenis van die motie met de motie die wij hebben ingediend.

- **Het ontwerp wordt al enkele maanden onderzocht en heeft tot doel om de praktijken van de politie in het kader van de “woonstbetredingen” door politieagenten ten aanzien van illegalen te verduidelijken. De invoering van een duidelijk kader over de actie van de politie heeft tot doel de illegalen en de mensen die hen te goeder trouw onderdak verschaffen te beschermen.**

Op het ogenblik werd het ontwerp nog maar gedurende een dag onderzocht, met name op 30 januari 2018. Die dag bestond uit een aantal hoorzittingen (politiediensten, onderzoeksrechters, balies, verenigingen) die allemaal tot dezelfde conclusie zijn gekomen: dit ontwerp is in zijn huidige vorm onaanvaardbaar.

De huidige wet biedt al een duidelijk kader voor de politieagenten die kunnen overgaan tot aanhoudingen in de openbare ruimte (19.000 administratieve aanhoudingen die werden afgesloten met een uitreiking of een bevestiging van een bevel om het grondgebied te verlaten in 2016). Anders gezegd: men heeft de mogelijkheid om een persoon aan te houden, vast te houden en te overtuigen om een bevel om het grondgebied te verlaten uit te voeren zonder een woning te moeten betreden.

Het wetsontwerp beschermt nog de illegalen aangezien het tot doel heeft om hen naar gesloten centra te sturen (waarvan de opvangcapaciteit onvoldoende is) om hen terug naar hun land van oorsprong te sturen, noch de mensen die hen te goeder trouw onderdak verschaffen aangezien hun woning doorzocht zou kunnen worden zonder dat zij een overtreding hebben begaan en aangezien de voorwaarde dat er “redelijke gronden” zijn om aan te nemen dat de vreemdeling zich op een bepaalde plaats bevindt onvoldoende wordt uitgelegd, wat ruimte laat voor willekeur en verklikking.

- **Het wetsontwerp heeft tot doel om de Europese terugkeerrichtlijn deels om te zetten.**

De terugkeerrichtlijn verplicht lidstaten ertoe om de nodige maatregelen te nemen om de terugkeerbeslissing uit te voeren als de betrokkene de verplichting om binnen de opgelegde termijn vrijwillig terug te keren niet heeft gerespecteerd. De richtlijn verduidelijkt echter dat de terugkeerbeslissing naar verhouding moet worden uitgevoerd in het kader van een eerlijke en transparante procedure. Dat zijn voorwaarden waaraan het wetsontwerp niet voldoet.

België is zo de enige Europese lidstaat die het systeem van woonstbetredingen voorziet (strafrechtelijke en uitzonderlijke maatregel) met het doel om een administratieve beslissing uit te voeren.

- **De onschendbaarheid van de woning wordt gewaarborgd door artikel 15 van de Grondwet, woonstbetredingen kunnen enkel toegelaten worden volgens een kader vastgelegd in de wet. Woonstbetredingen kunnen al georganiseerd worden in het kader van de controles van de sociale inspectie, van de arbeidsinspectie of van de belastingdienst voor alles in verband met de strijd tegen fiscale fraude.**

Zoals de onderzoeksrechters hebben uitgelegd tijdens hun hoorzitting op 30 januari snijdt de vergelijking tussen de “woonstbetreding” met het doel om een bevel om het grondgebied te verlaten en de woonstbetreding in het kader van sociale fraude geen hout. De sociale inspecteurs hebben in het kader van een woonstbetreding de opdracht om te zoeken naar inbreuken op het Sociaal Strafwetboek via een eenvoudige toegang tot een water-, gas- of elektriciteitsmeter.

In het kader van het wetsontwerp betreffende de woonstbetredingen is het doel van de woonstbetreding niet om op zoek te gaan naar een inbreuk, maar om een woning te doorzoeken, voorwerpen zonder verdere details in beslag te nemen en een persoon aan te houden om een administratieve beslissing uit te voeren (uitlevering). De controle van de onderzoeksrechter is bovendien totaal bijkomstig aangezien hij een mandaat zal moeten uitreiken zodra aan de drie voorwaarden uit het wetsontwerp is voldaan en aangezien hij de uitvoering van zijn toestemming niet zal kunnen opvolgen.

De onderzoeksrechters stellen zo een “hybridische” en totaal ongeziene maatregel aan de kaak: een huiszoeking (doorzoeken van een woning) gekoppeld aan een arrestatie.

- **Woonstbetreding is een ultieme maatregel wanneer alle andere maatregelen op het gebied van terugkeer mislukt zijn (vrijwillige terugkeer, verlopen termijn in het bevel om het grondgebied te verlaten (BGV), voorgaande woonstbetreding).**

Artikel 8 van de richtlijn bepaalt dat “de dwangmaatregelen waarvan een lidstaat als laatste middel gebruikmaakt bij de verwijdering van een onderdaan van een derde land die zich hiertegen verzet proportioneel [zijn] en binnen redelijke grenzen [blijven]. Zij worden toegepast zoals voorgeschreven in de nationale wetgeving, met inachtneming van de grondrechten en met eerbiediging van de waardigheid en fysieke integriteit van de betrokken onderdaan van een derde land.”

- **Overwegende dat de maatregel dus enkel gericht is op personen die vrijwillig en bewust en sinds lange tijd in de illegaliteit zijn terechtgekomen doordat ze opeenvolgende beslissingen die over hen genomen werden door de Belgische staat niet respecteren en dat de maatregel dus gericht is op een minderheid van personen die weigeren om de wetten en de beslissingen die over hen genomen worden te respecteren.**

Het ontwerp verduidelijkt niet de objectieve criteria op basis waarvan de niet-samenwerking die de toestemming voor een woonstbetreding rechtvaardigt kan worden bepaald. Die verduidelijkingen moeten terug te vinden zijn in de formulering van artikel 5 betreffende de woonstbetredingen. Zo niet, dan wordt er ruimte gelaten voor juridische onzekerheid en willekeur. Het ontwerp verduidelijkt bovendien op geen enkel moment dat de illegalen sinds een bepaalde duur illegaal moeten zijn.

- **De woonstbetreding moet bekrachtigd worden door een onderzoeksrechter.**

De controle van de onderzoeksrechter wordt voorgesteld als zijnde een voldoende garantie tegen willekeur. In werkelijkheid geeft het de onderzoeksrechter echter geen enkele beoordelingsmarge aangezien hij in werkelijkheid enkel een aantal feitelijke elementen (illegaal verblijf, "weigering om mee te werken", "verblijf op dat adres") zal moeten controleren en als aan de drie voorwaarden wordt voldaan, zal hij toestemming moeten geven voor een woonstbetreding. Een onderzoeksrechter zou nochtans een grondig onderzoek moeten kunnen voeren naar de noodzaak en de evenredigheid van de maatregel waarvoor hij toestemming geeft.

De onderzoeksrechters maken zich dus terecht zorgen dat ze gebruikt worden ten dienste van het beleid dat de regering voert op het vlak van asiel en immigratie of met andere woorden dat ze gebruikt zullen worden als rechterhand van Vreemdelingenzaken, wat overigens laat denken dat een lid van Vreemdelingenzaken ongerechtvaardigd aanwezig is aan de zijde van de politieambtenaar die de huiszoeking uitvoert op vraag van de politieambtenaar of de minister of zijn afgevaardigde.

Die bezorgdheid gaat samen met de evolutie van de functie van de onderzoeksrechter die de regering wil, met name van de onderzoeksrechter een onafhankelijke rechter maken die normaal onderzoek voert à charge en à décharge, een "rechter van het onderzoek" die niet meer zou dan het werk van het parket controleren.

- **De personen die een illegaal te goeder trouw onderdak verschaffen lopen helemaal geen gevaar aangezien het wetsontwerp geen betrekking heeft op de humanitaire uitzondering (artikel 77 van de wet van 15 december 1980) ten behoeve van personen die een illegaal onderdak verschaffen.**

Hulp die hoofdzakelijk om humanitaire redenen geboden wordt zou eveneens de opvang van personen moeten dekken wanneer de staat in gebreke blijft om die opvang te organiseren. Het wetsontwerp is echter ook gericht op de "derden" waar de buitenlander verblijft. Vanaf het moment dat de buitenlander die die "derde" onderdak verschaf illegaal is, het voorwerp heeft uitgemaakt van een bevel om het grondgebied te verlaten en niet meewerkt aan de uitvoering ervan zal er toestemming gegeven moeten worden om over te gaan tot een woonstbetreding bij die derde.

- **De Raad van State heeft een positief advies gegeven over het wetsontwerp waarin hij doet opmerken dat de wettelijke grenzen gerespecteerd worden.**

Het advies van de Raad van State werd gegeven voor het arrest van het Grondwettelijk Hof van 21 december 2017 dat de wet Pot-pourri II heeft vernietigd aangezien ze de mogelijkheden van het mini-onderzoek uitbreidt tot de huiszoeking en dat wat betreft de ernst van de erdoor teweeggebrachte inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven en de onschendbaarheid van de woning. Huiszoekingen buiten een onderzoek, zoals het wetsontwerp die voorziet, zijn dus ongrondwettig.

Hoewel het wetsontwerp bovendien antwoordt op een kritiek van de Raad van State door te zeggen dat de documenten die gezocht kunnen worden in het kader van een woonstbetreding documenten moeten zijn die het mogelijk maken om de identiteit vast te stellen of te controleren van de buitenlander of buitenlanders die het voorwerp uitmaken van de toelating voor de woonstbetreding als die de vereiste de documenten niet zelf voorleggen, werd die paragraaf ondanks wijzigingen bekritiseerd door de commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in haar schriftelijke advies van 17 januari 2018. Zij was van mening dat het ontwerp niet tot doel kan hebben om een mogelijkheid in te voeren die gelijkaardig is aan die uit de wet die op 9 november 2017 werd gestemd om toegang te krijgen tot informaticasystemen van een buitenlander die illegaal in het land verblijft zonder de nodige garanties te bieden.

Het ontwerp van het amendement dat werd ingediend door de LB is onaanvaardbaar."

De burgemeester neemt het woord:

"Het was een interessant debat dat beïnvloed werd door het beleid van ieder van ons. Een tekst moet evolueren en wij vinden het amendement redelijk."

19.02.2018/A/0029 **Motion du groupe DéFI relative au projet de loi autorisant les visites domiciliaires.**

Le conseil communal,

Considérant le fait que la Commission de l'intérieur de la Chambre a examiné ce mardi 23 janvier 2018 le projet de loi qui autorise les visites domiciliaires en vue d'arrêter une personne en séjour illégal ;

Considérant le fait que la loi offre déjà aux forces de sécurité tout le loisir d'intervenir et de contrôler toute personne susceptible de nuire à l'ordre public ;

Considérant que le projet de loi vise à modifier la loi de telle sorte que les juges d'instruction soient placés dans la quasi obligation de permettre ces visites domiciliaires ;

Considérant que le domicile est inviolable selon l'article 15 de la Constitution, que les exceptions à l'inviolabilité du domicile sont des plus strictes et que le juge d'instruction n'ordonne une perquisition que dans le cadre d'une infraction ou d'une instruction pénale et non d'une procédure administrative ;

Considérant que la Cour constitutionnelle, dans son récent arrêt 148/2017 du 21 décembre 2017 censure certaines dispositions de la loi pot-pourri II, et annule précisément la possibilité de procéder à une perquisition via une mini-instruction en ces termes :

« En raison de la gravité de l'ingérence dans le droit au respect de la vie privée et dans le droit à l'inviolabilité du domicile, la Cour décide que la perquisition ne peut, en l'état actuel du droit de la procédure pénale, être autorisée que dans le cadre d'une instruction. Permettre la perquisition via la mini-instruction dans le cadre de l'information sans prévoir des garanties

supplémentaires pour protéger les droits de la défense viole le droit au respect de la vie privée et le droit à l'inviolabilité du domicile » ;

Considérant que ce raisonnement s'applique a fortiori dans le cadre d'une procédure administrative;

Considérant que le projet de loi stigmatise les personnes en situation de séjour illégal en supprimant les droits de la défense les plus fondamentaux et en assimilant une procédure administrative à une procédure pénale ;

Considérant que le droit au respect de la vie privée et le droit à l'inviolabilité du domicile sont des principes fondamentaux qu'il importe de protéger ;

Le Conseil communal d'Etterbeek :

- Invite le Parlement fédéral à rejeter le projet de loi en question ;
- Invite le Gouvernement fédéral à reconsidérer sa position au regard des différents avis émis jusqu'à présent par le Conseil d'Etat, l'ordre des avocats, l'association syndicale de la magistrature et les différentes associations citoyennes (CNCD, Ligue des droits de l'Homme, Ciré...);
- Charge le Collège de transmettre cette motion à M. le Président de la Chambre, aux différents chefs de groupes parlementaires, à M. le Premier Ministre, à M. le Ministre de l'Intérieur et à M. le Ministre de la Justice.

Le point est retiré de l'ordre du jour, le groupe DéFI cosignant la motion du groupe PS.

Motie van de fractie DéFI betreffende het wetsontwerp dat huiszoeken toelaat.

De gemeenteraad,

overwegende dat de Commissie voor Binnenlandse Zaken van de Kamer op dinsdag 23 januari 2018 het wetsontwerp onderzocht heeft dat huiszoeken toelaat met het doel om een illegaal verblijvende persoon aan te houden;

overwegende dat de wet de veiligheidsdiensten al de mogelijkheid geeft om in te grijpen en elke persoon die de openbare orde zou kunnen verstoren te controleren;

overwegende dat het wetsontwerp de wet wil veranderen zodat de onderzoeksrechters nagenoeg verplicht zijn om die huiszoeken toe te laten;

overwegende dat de woning onschendbaar is volgens artikel 15 van de Grondwet, dat de uitzonderingen op de onschendbaarheid van de woning zeer strikt zijn en dat de onderzoeksrechter een huiszoeking enkel beveelt in het kader van een strafbaar feit of een strafonderzoek en niet in het kader van een administratieve procedure;

overwegende dat het Grondwettelijk Hof in zijn recente arrest 148/2017 van 21 december 2017 enkele bepalingen van de Potpourri II-wet censureert en meer bepaald de mogelijkheid om over te gaan tot een huiszoeking via een mini-onderzoek nietig verklaart met de volgende woorden:

“Vanwege de ernst van de inmenging in het recht op de eerbiediging van het privéleven en de onschendbaarheid van de woning beslist het Hof dat de huiszoeking, in de huidige stand van de regelgeving inzake de strafrechtspleging, enkel kan worden toegelaten in het kader van een gerechtelijk onderzoek. De huiszoeking via mini-onderzoek mogelijk maken in het kader van een opsporingsonderzoek zonder te voorzien in bijkomende waarborgen ter bescherming van de rechten van verdediging schendt het recht op eerbiediging van het privéleven en het recht op de onschendbaarheid van de woning.”

overwegende dat die redenering a fortiori van toepassing is in het kader van een administratieve procedure;

overwegende dat het wetsontwerp illegaal verblijvende personen stigmatiseert door de meest fundamentele rechten van verdediging te doen verdwijnen en door een administratieve procedure gelijk te stellen met een strafrechtelijke procedure;

overwegende dat het recht op eerbiediging van het privéleven en het recht op de onschendbaarheid van de woning fundamentele principes zijn die beschermd moeten worden;

De gemeenteraad van Etterbeek:

- verzoekt het federaal parlement om het wetsontwerp in kwestie te verwerpen;
- verzoekt de federale regering om haar standpunt opnieuw in overweging te nemen in het licht van de verschillende adviezen van de Raad van State, de Orde van Advocaten, de Association Syndicale de la Magistrature en de verschillende burgerverenigingen (CNCD, Ligue des droits de l'Homme, Ciré...);
- gelast het college om deze motie te bezorgen aan de voorzitter van de Kamer, aan de verschillende leiders van de parlementaire fracties, aan de eerste minister, aan de minister van Binnenlandse Zaken en aan de minister van Justitie.

Het punt werd van de agenda gehaald, de fractie DéFI medeondertekent de motie van de fractie PS;

19.02.2018/A/0030 **Interpellation du groupe DéFI au sujet de l'annonce d'un projet immobilier au Cours St Michel.**

La presse et les réseaux sociaux ont récemment rapporté l'accord intervenu entre ING et un groupe de promotion immobilière au sujet de l'avenir du site ING au Cours St Michel.

Il y a déjà bien des années, le Cours St Michel a représenté un modèle urbanistique intéressant dans la mesure où il a créé un espace nouveau via la construction d'une dalle sur la ligne de chemin de fer et l'ancienne gare de marchandise. Depuis le début, cet espace a été considéré comme un nouveau morceau de ville : entre la rue Père De Deken, le Pont Demany, la rue de la Grande Haie, la rue de la Gare et le square de Merode Encadré à l'époque, dans les années 1970, par le ppas du bloc 535, qui, si mes souvenirs sont bons, s'est retrouvé non conformes à des plans régionaux à valeur juridique supérieure.

En cinquante ans, cet espace a connu bien des bouleversements, des changements d'enseignes (GB est devenu Carrefour, les bureaux de Bull sont passés à la Commission européenne, les chantiers abandonnés par les investisseurs suédois sont devenus des logements. Il y a une galerie en principe commerçante. ING a repris la BBL et ne construit que 7 étages au lieu des 9 demandés, car la révolte gronde chez les etterbeekois. Le sous-sol est truffé de parkings. La commune entretient vaillamment une petite pleine de jeux le long de la rue Père de Deken. La liaison piétonne entre la rue de la Gare et la rue Père De Deken continue à poser problème en traversant des espaces peu sûrs entre dalles branlantes et trous « surprises ».

Le bâtiment d'ING présente - d'après un magazine économique généralement bien informé - « 60.000 m² de bureaux idéalement localisés, à proximité du quartier Mérode, au coeur d'un parc de 5 hectares. De quoi offrir un potentiel de développement de près de mille logements, sans parler du volet bureau. ... On ne connaît pas encore précisément les contours du projet de Besix Red et Immoebel. On sait seulement qu'il s'agit d'un projet mixte mêlant résidentiel (principalement) et bureau, et que le bâtiment sera démoli. Un nouveau quartier sera aménagé, avec de nouvelles voiries.

Les deux développeurs ont en tout cas encore le temps pour peaufiner leur dossier et rentrer leur demande de permis, ING ne quittant pas tout de suite le Cours Saint-Michel. » Ce qui reste de personnel devrait en effet rejoindre le siège avenue Marnix.

Déjà des inquiétudes se sont exprimées quant à l'afflux de circulation ... Elles sont sans doute prématurées tant les nécessités sont différentes s'il s'agit de bureaux, d'entreprises ou de logements.

Le projet d'un nouveau morceau de quartier existe, par un développement privé. On peut s'en réjouir mais il n'est pas trop tôt pour que le pouvoir public, notre commune, pense aux balises qu'il faudra mettre au projet. Comment y insuffler l'intérêt général ?

Dans le groupe DéFI nous ne pensons pas qu'Etterbeek ait besoin de beaucoup de bureaux ou de logements luxueux avec multiples parkings. Etterbeek a besoin d'espaces verts, de terrains de jeux pour les enfants, d'espace pour construire de nouvelles écoles au lieu de remplir les cours de récréation avec des conteneurs....

Bref, le départ d'ING peut être vu comme une opportunité de négocier quelque chose de bien.

En raison de l'histoire complexe du site et du projet potentiel, je voudrais demander au Collège de dresser un portrait de la situation foncière et urbanistique de droit de la parcelle en question ainsi que des liaisons de cette parcelle avec le reste des bâtiments ou espaces aménagés sur le Cours St Michel y compris en sous-sol, et enfin, de nous dire si vous avez déjà eu des contacts avec les développeurs ou si vous comptez en prendre l'initiative ?

Madame Carton lit l'interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Madame Carton, la propriété d'ING se développe sur 5 parcelles. Le bâtiment principal a été construit sur base d'un permis délivré en 1974 et est affecté en bureaux. Le Site comprend 4 entités de gabarits allant de Rez + 1 à rez + 8 étages. Il comprend également 3 niveaux de sous-sol.

Le bien se situe au Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS) en partie en zone administrative et en partie en zone verte.

Voici les prescriptions pour les zones administratives :

Ces zones sont affectées aux bureaux et aux logements. Elles peuvent également être affectées aux établissements hôteliers, et aux équipements d'intérêt collectif ou de service public.

Ces zones peuvent être affectées aux activités productives pour autant qu'elles soient compatibles avec les affectations.

Ces zones peuvent aussi être affectées aux commerces dont la superficie de plancher ne dépasse pas 1.000 m² par projet et par immeuble.

L'augmentation des superficies de plancher peut-être autorisée après que les actes et travaux auront été soumis aux mesures particulières de publicité.

Les caractéristiques urbanistiques des constructions et installations doivent s'accorder avec celles du cadre urbain environnant ; leurs modifications sont soumises aux mesures particulières de publicité.

Et pour les zones vertes :

Ces zones sont destinées à la conservation et à la régénération du milieu naturel.

Elles sont essentiellement affectées à la végétation et aux plans d'eau qui constituent les éléments essentiels du paysage. Elles sont entretenues ou aménagées afin de garantir leur intérêt scientifique ou esthétique ou afin de remplir leur rôle social ou pédagogique.

Ne peuvent être autorisés que les actes et travaux strictement nécessaires à l'affectation de ces zones ou directement complémentaires à leur fonction sociale sans que puisse être mise en cause leur unité ou leur valeur scientifique, pédagogique ou esthétique.

Ces zones peuvent bénéficier, par plan particulier d'affectation du sol, des prescriptions applicables aux autres zones d'espaces verts, à l'exclusion des zones de cimetières et des zones de sports ou de loisirs de plein air.

Le bien est également inscrit dans le périmètre du Plan Particulier d'Affectation du Sol (PPAS) du Bloc 535, délimité par l'avenue de Tervueren, la rue Père de Deken, le pont du 4 août, la rue de la Grande Haie, la Rue de la Gare et la rue Abbé Cuypers.

Les affectations prévues pour le terrain sont celles de complexe de bureaux, zone de parc public non clôturée (hachuré vert) et jardins et terrasses accessibles au public sur sol artificiel. Les gabarits prévus ont été construits.

Il est à noter qu'une partie du site est constituée en emphytéose au-dessus du chemin de fer (du côté rue Père de Deken).

Le site a ensuite fait l'objet de plusieurs permis d'urbanisme, pour des travaux mineurs divers :

- En 2010 tendant à régulariser les modifications apportées aux parkings existants*
- En 2011 tendant à construire un local technique pour l'installation d'un groupe de froid en toiture et poser un bardage anti-bruit sur une partie de celle-ci*
- En 2016 tendant à rehausser un édicule technique de 2.50m*

Les liaisons de cette parcelle avec le reste des bâtiments ou espaces aménagés sur le Cours St Michel y compris en sous-sol. A notre connaissance, il n'y a pas de liaisons en sous-sol.

Contacts du Collège avec les développeurs

Aucun contact avec les acquéreurs pressentis. Il est à noter qu'ING entend occuper le site durant encore 5 ans.

Pistes éventuelles de développement futur du site

Le redéveloppement de ce site de 4ha implique la refonte ou l'abrogation du PPAS. En l'état, l'affectation de bureau permet également la construction de logements. Néanmoins, les gabarits imposés par le PPAS sont très contraignants. En cas d'abrogation de ce PPAS, la zone verte devra être maintenue puisqu'elle figure également au PRAS. Le site bénéficiera toujours d'un espace vert accessible aux riverains.

Il est bien entendu souhaitable que le développement futur du site prévoit une ouverture sur le quartier, tant au niveau des circulations douces, piétons, cyclistes qu'au niveau des activités offertes. Il convient d'éviter la création d'un quartier fermé et centré sur lui-même. Une connexion particulière avec le shopping du Cours-Saint-Michel devra être trouvée.

J'espère que ces éléments répondent à vos questions. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de fractie DéFI betreffende de aankondiging van een vastgoed project in het Sint-Michielswarande.

De pers en de sociale media hebben onlangs bericht over het akkoord tussen ING en een vastgoedbedrijf in verband met de toekomst van de ING-site aan de Sint-Michielswarande.

Al jaren is de Sint-Michielswarande een interessant stedenbouwkundig model voor zover ze een nieuwe ruimte gecreëerd heeft via de bouw van een betonplaat op de spoorweglijn en het oude goederenstation. Sinds het begin werd die ruimte beschouwd als een nieuw stuk stad: tussen de Pater de Dekenstraat, de Demanybrug, de Grote Haagstraat, de Stationstraat en het Merodeplein, in die tijd, de jaren 1970, ingedeeld door het BBP van blok 535, dat als ik het mij goed herinner niet in overeenstemming was met de gewestelijke plannen die meer juridische waarde hebben.

In vijftig jaar tijd heeft die ruimte heel wat ingrijpende veranderingen ondergaan, heeft ze heel wat veranderingen van uithangborden gekend (GB is Carrefour geworden), zijn de kantoren van Bull verhuisd naar de Europese Commissie, zijn de bouwplaatsen die verlaten werden door de Zweedse investeerders woningen geworden.

Er is een galerij met een hoofdzakelijk commercieel karakter. ING heeft BBL overgenomen en bouwde slechts zeven verdiepingen in plaats van de gevraagde negen vanwege het verzet van de Etterbekenaren. De ondergrond werd volgestopt met parkings. De gemeente onderhoudt dapper een klein speelterrein langs de Pater de Dekenstraat. De voetgangersverbinding tussen de Stationstraat en de Pater de Dekenstraat blijft voor problemen zorgen. Er moeten immers weinig veilige ruimtes met loszittende tegels en verrassingsputten overgestoken worden.

Volgens een economisch magazine dat doorgaans goed geïnformeerd is, biedt het gebouw van ING 60.000 m² kantoorruimte die ideaal gelegen is in de buurt van de Merodewijk en in het hartje van een park met een oppervlakte van 5 hectare. Reden genoeg voor een bouwpotentieel van bijna duizend woningen, om nog maar te zwijgen van het kantoorluik. We kennen de grote lijnen van het project van Besix Red en Immobel nog niet precies. We weten alleen dat het om een gemengd project gaat dat woningen (hoofdzakelijk) en kantoorruimtes combineert en dat het gebouw afgebroken zal worden. Er zal een nieuwe wijk gebouwd worden met nieuwe wegen.

De twee ontwikkelaars hebben in elk geval nog de tijd om hun dossier te verfijnen en hun vergunningsaanvraag in te dienen want ING verlaat de Sint-Michielswarande nog niet onmiddellijk. Het overblijvende personeel zou verhuizen naar de zetel op de Marnixlaan.

Er werden al bezorgdheden geuit over de verkeersstroom... Die bezorgdheden zijn waarschijnlijk voorbarig aangezien de behoeften verschillend zullen zijn in geval van kantoren, ondernemingen of woningen.

Het project voor een nieuw stuk wijk bestaat via een privéontwikkelaar. We kunnen ons daarover verheugen, maar het is zeker niet te vroeg voor de overheid, onze gemeente, om na te denken over de grenzen die aan het project gesteld zullen moeten worden. Hoe het algemeen belang integreren?

Binnen de fractie DéFI denken wij niet dat Etterbeek nood heeft aan veel kantoren of luxueuze woningen met talrijke parkeerplaatsen. Etterbeek heeft nood aan groene ruimten, aan speelterreinen voor kinderen, aan ruimte om nieuwe scholen te bouwen in plaats van de speelplaatsen vol te zetten met containers...

Kortom, het vertrek van ING kan een opportuniteit zijn om te onderhandelen over iets goeds.

Vanwege de ingewikkelde geschiedenis van de site en het potentiële project zou ik het college willen vragen om een beschrijving te maken van de status van het onroerend goed en de stedenbouwkundige situatie van het perceel in kwestie alsook van de verbindingen van dat perceel met de rest van de gebouwen en ruimten aan de Sint-Michielswarande, met inbegrip van de ondergrondse ruimten. Tot slot vragen wij het college of er al contact geweest is met de ontwikkelaars en of u van plan bent om daartoe het initiatief te nemen?

Mevrouw Carton leest de interpellatie.

De burgemeester neemt het woord:

"Mevrouw Carton, het eigendom van ING strekt zich uit over vijf percelen. Het hoofdgebouw werd gebouwd op basis van een vergunning die uitgereikt werd in 1974 en is bestemd voor kantooruimten. De site omvat vier eenheden met afmetingen gaande van benedenverdieping + 1 met benedenverdieping + 8 verdiepingen. Ze omvat ook drie ondergrondse verdiepingen.

In het gewestelijk bestemmingsplan (GBP) is het goed gedeeltelijk in administratiegebied en gedeeltelijk in groengebied gelegen.

Dit zijn de voorschriften voor de administratiegebieden:

Die gebieden zijn bestemd voor kantoren en woningen. Zij kunnen ook worden bestemd voor hotelinrichtingen en voorzieningen van collectief belang of van openbare diensten.

Die gebieden kunnen ook worden bestemd voor productieactiviteiten voor zover ze verenigbaar zijn met de bestemmingen.

Die gebieden kunnen ook worden bestemd voor handelszaken waarvan de vloeroppervlakte niet meer dan 1.000 m² per project en per gebouw bedraagt.

De vergroting van de vloeroppervlakte kan worden toegelaten nadat de handelingen en werken zullen onderworpen zijn aan de speciale regelen van openbaarmaking.

De stedenbouwkundige kenmerken van de bouwwerken en installaties stemmen overeen met het omliggend stedelijk kader. Wijzigingen eraan zijn onderworpen aan de speciale regelen van openbaarmaking.

En voor de groengebieden:

Die gebieden zijn bestemd voor het behoud en het herstel van het natuurlijk milieu.

Ze zijn in hoofdzaak bestemd voor vegetatie en wateroppervlakken die de hoofdbestanddelen van het landschap vormen. Ze worden onderhouden of ingericht om de wetenschappelijke of esthetische waarde ervan te vrijwaren of om de sociale of opvoedkundige functie ervan te vervullen.

Mogen enkel worden toegelaten, de handelingen en werken die volstrekt noodzakelijk zijn voor de bestemming van die gebieden of die de sociale functie ervan rechtstreeks aanvullen zonder dat de eenheid of de wetenschappelijke, opvoedkundige of esthetische waarde van dat gebied in het gedrang kan worden gebracht.

Voor die gebieden kunnen, mits bijzonder bestemmingsplan, de voorschriften gelden welke van toepassing zijn op de andere gebieden voor groene ruimten, met uitsluiting van de begraafplaatsgebieden en de gebieden voor sport- of vrijetijdsactiviteiten in de open lucht.

Het goed is ook ingeschreven in de perimeter van het bijzonder bestemmingsplan (BBP) van

blok 535, die begrensd wordt door de Tervurenlaan, de Pater de Dekenstraat, de 4 Augustusbrug, de

Grote Haagstraat, de Stationstraat en de Priester Cuypersstraat.

De bestemmingen die voorzien zijn voor het terrein zijn kantoorcomplexen, niet-afgesloten openbaar parkgebied (groen gearceerd) en tuinen en terrassen die toegankelijk zijn voor het publiek op kunstgrond. De geplande gebouwen werden gebouwd.

Er dient opgemerkt te worden dat een deel van de site bestaat uit een erfpacht boven de spoorweg (kant van de Pater de Dekenstraat).

De site heeft vervolgens het voorwerp uitgemaakt van meerdere stedenbouwkundige vergunning voor diverse kleine werkzaamheden:

- In 2010: regulariseren van de wijzigingen aangebracht aan de bestaande parkings

- In 2011: bouw van een technisch lokaal voor de installatie van een koelgroep op het dak en plaatsing van een geluidswerende bekleding op een deel van dat dak

- 2016: verhogen van een technisch gebouwtje van 2,50 meter

De verbindingen van het perceel met de rest van de gebouwen en ruimten aan de Sint-Michielswarande, inclusief de ondergronds verbindingen.

Voor zover wij weten, zijn er geen ondergrondse verbindingen.

Contacten tussen het college en ontwikkelaars

Geen enkel contact met de kandidaat-kopers. Er dient opgemerkt te worden dat ING de site nog vijf jaar wil gebruiken.

Eventuele mogelijkheden voor de toekomstige ontwikkeling van de site

Voor de herontwikkeling van deze site van 4 hectare moet het bijzondere bestemmingsplan grondig herzien of ingetrokken worden. In de huidige staat maakt de bestemming voor kantooruimten het ook mogelijk om woningen te bouwen. De afmetingen die opgelegd worden door het BBP zijn echter zeer dwingend. In geval van intrekking van dit BBP moet het groengebied absoluut behouden worden aangezien het ook vermeld wordt in het GBP. Op de site zal altijd een groene ruimte zijn die toegankelijk is voor de buurtbewoners.

Het is uiteraard wenselijk dat de toekomstige ontwikkeling van de site een openheid naar de wijk voorziet, zowel op het vlak van het zachte verkeer, de voetgangers en de fietsers als op het vlak van de aangeboden activiteiten. We moeten vermijden dat we een gesloten wijk creëren die op zichzelf is gericht. Er moet in het bijzonder een verbinding gevonden worden met het winkelcentrum van de Sint-Michielswarande.

Ik hoop dat deze elementen uw vragen beantwoorden."

De raad hoort de interpellatie.

19.02.2018/A/0031 **Interpellation de Monsieur Gerard relative à la gestion des nuisances place Jourdan**

Monsieur le Président,

La place Jourdan connaît depuis une dizaine d'années un succès de fréquentation croissant. C'est une excellente chose, tant pour les commerçants que pour la commune et, en soi, pour le quartier.

Cependant, le développement des activités de certains commerces n'est pas sans poser certains problèmes. Et je n'établis ici aucun lien avec les travaux actuels destinés à rendre la place davantage accessible aux piétons. Non, mon propos porte sur l'empiétement systématique de certains commerces/tavernes sur l'espace public. La chose n'est pas neuve. Certains commerces jouissent de l'espace des trottoirs pour y développer leur activité en raison -surtout- du manque de place à l'intérieur de leur siège d'exploitation.

Nous savons que des négociations ont eu lieu voici quelques années, elles se sont conclues par une location de l'espace public tout en maintenant et garantissant l'espace nécessaire pour la circulation des passants.

Ceci étant, des abus manifestes se succèdent ces derniers mois avec une fréquence inquiétante. Il suffit qu'il ne pleuve pas et qu'il ne gèle pas pour assister à de réels attroupements autour de certaines tavernes, principalement dans l'engagement de la chaussée Saint Pierre, et ce jusqu'à des heures particulièrement tardives, souvent au-delà de minuit.

Le voisinage déplore deux types de nuisances : celles qui limitent l'espace destiné aux passants, et les nuisances sonores jusqu'à des heures tardives.

Ces nuisances contreviennent à deux articles du Règlement de Police. L'art.14 qui porte sur l'interdiction d'entraver la progression des passants et l'art. 98 qui interdit de se rendre coupable de bruits ou tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants.

Puis-je vous demander de faire le point sur cette situation et de prendre les mesures qui s'imposent afin de garantir aux habitants la quiétude qu'ils méritent.

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Monsieur Gérard lit son interpellation.

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Laurent :

« Monsieur Gérard, effectivement, nous avons mis de l'ordre sur la place. Les cafés et restaurants qui sont présents sur la place actuellement sont en bonne et due forme.

La place Jourdan est un endroit convivial mais aussi de passage, les terrasses ont pris du volume, c'est pourquoi nous avons fait tracés des lignes blanches afin que les exploitants sachent exactement les délimitations de leur terrasse. Si le traçage n'est pas respecté, un rappel leur est adressé.

Dans l'aménagement futur de la place, le passage se fera de manière plus aisée. Mais vous comprenez bien que ce n'est pas possible de mettre un fonctionnaire sur la place non-stop.

Il ne faut pas critiquer l'ensemble des exploitants alors que la plupart respectent les limites de leur emplacement. Le service des Classes-Moyennes se charge de rappeler les règles et de les faire respecter aux moins bons occupants. »

Le Bourgmestre prend la parole :

« Les terrasses se développent avec le soleil...et pour le moment il fait encore bien froid !

J'ai demandé qu'on peigne ces lignes blanches au sol.

C'est vrai qu'un exploitant dans le bas de la Chaussée Saint-Pierre a mis des chaises et des tables sur la voirie, des rapports ont été faits, des sanctions administratives ont été infligées. Un second exploitant, toujours dans le bas de la Chaussée Saint-Pierre a été rappelé à l'ordre quant au passage à laisser entre son commerce et les tables en terrasse.

Le problème est récurrent, il faudra sévir mais nous le ferons après la période des travaux.

Votre interpellation est justifiée sur le fond, nous serons attentifs dans le futur. La police fait son travail mais on ne peut pas placer une patrouille en permanence sur la place. »

Le Bourgmestre donne la parole à Monsieur Gerard :

« Nous comptons sur votre suivi vigilant. Il doit y avoir une coexistence acceptable entre l'Horeca et les habitants de la place. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer Gerard betreffende het beheer van de overlast op het Jourdanplein

Mijnheer de voorzitter,

Sinds een tiental jaar kent het Jourdanplein een groeiend succes. Dat is zeer goed, zowel voor de handelaars als voor de gemeente en voor de wijk zelf.

De uitbouw van de activiteiten van bepaalde handelszaken levert echter bepaalde problemen op. Ik leg hier helemaal geen verband met de huidige werkzaamheden die tot doel hebben om het plein toegankelijker te maken voor de voetgangers. Nee, ik wil het hebben over het feit dat bepaalde handelszaken/tavernes de openbare ruimte systematisch innemen. Dat is niet nieuw. Sommige handelszaken maken van de ruimte van de voetpaden gebruik om er hun activiteiten uit te oefenen, hoofdzakelijk vanwege het plaatsgebrek in hun exploitatiezetel.

We weten dat er enkele jaren geleden onderhandelingen hebben plaatsgevonden. Die werden afgesloten met een verhuring van de openbare ruimte op voorwaarde dat er voldoende ruimte vrij blijft voor de voorbijgangers.

De laatste maanden volgen de wangebruiken elkaar echter zorgwekkend snel op. Het is voldoende dat het niet regent of vriest om ware samenscholingen te zien bij bepaalde tavernes, vooral bij het ingaan van de Sint-Pieterssteenweg, en dat tot in de late uren, vaak zelfs tot na middernacht.

De buurtbewoners betreuren twee soorten overlast: de overlast die de ruimte voor voorbijgangers beperkt en de geluidsoverlast tot in de late uren.

Die soorten overlast overtreden twee artikels van het politiereglement: artikel 14 over het verbod om de doorgang van voorbijgangers te hinderen en artikel 98 dat verbiedt om zich schuldig te maken aan kabaal of nachtlawaai van dien aard dat de rust van de bewoners wordt verstoord.

Mag ik u vragen om een stand van zaken van deze situatie te maken en de nodige maatregelen te treffen om de bewoners hun welverdiende rust te garanderen.

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

De heer Gérard leest zijn interpellatie.

De burgemeester geeft het woord aan de heer Laurent:

“Mijnheer Gérard, wij hebben inderdaad orde op zaken gesteld op het plein. De cafés en restaurants op het plein komen hun verplichten op dit moment na.

Het Jourdanplein is een gezellige plek, maar de terrassen zijn ook in volume toegenomen. Om die reden hebben wij witte lijnen laten trekken zodat de uitbaters de precieze grenzen van hun terras kennen. Als de lijnen niet gerespecteerd worden, wordt hen een herinnering toegestuurd.

In de toekomstige inrichting van het plein zal de doorgang gemakkelijker zijn. U begrijpt echter dat het niet mogelijk is dat een ambtenaar onafgebroken aanwezig is.

Niet alle uitbaters moeten bekritiseerd worden want de meesten van hen respecteren de grenzen van hun terras. De dienst Middenstand neemt de taak op zich om de regels te herhalen en te doen naleven door de minder goede uitbaters.”

De burgemeester neemt het woord:

“De terrassen vermenigvuldigen zich wanneer het zonnig is... en op dit moment is het nog heel koud!

Ik heb gevraagd dat die witte lijnen op de grond geschilderd worden.

Het klopt dat een uitbater uit het laaggelegen deel van de Sint-Pieterssteenweg stoelen en tafels op de openbare weg geplaatst heeft.

Er werden verslagen opgesteld en er werden administratieve boetes opgelegd. Een tweede uitbater, eveneens uit het laaggelegen deel van de Sint-Pieterssteenweg, werd tot de orde geroepen in verband met de doorgang die vrijgelaten moet worden tussen zijn handelszaak en de tafels op het terras.

Het is een steeds terugkerend probleem. Er moet streng opgetreden worden, maar dat zullen we doen na de werkzaamheden.

Uw interpellatie is gerechtvaardigd, wij zullen er in de toekomst op letten. De politie doet haar werk maar we kunnen niet permanent patrouille op het plein zetten.”

De burgemeester geeft het woord aan de heer Gérard:

“Wij rekenen erop dat u de zaak zult opvolgen. Horeca en bewoners van het plein moeten op een aanvaardbare manier naast elkaar kunnen bestaan.”

De raad hoort de interpellatie.

19.02.2018/A/0032 **Interpellation de Monsieur Gérard relative au projet d'agrandissement de la maison de repos Orpea place du Rinsdelle**

Monsieur le Président,

Il y a quelques mois, les riverains de la Place du Rinsdelle se sont mobilisés au sujet du projet d'agrandissement de la maison de repos Orpea. A l'époque, le permis d'urbanisme avait été rejeté. Pourriez-vous informer le Conseil communal des suites de ce dossier et, en particulier, si Orpea a indiqué souhaiter introduire un nouveau permis, si des discussions ont été initiées ou sont en cours en ce sens avec la commune, et si la vente des immeubles/terrains adjacents à Orpea a été finalisée malgré le refus de la première demande de permis.

Merci d'avance pour vos réponses.

Monsieur Gérard lit son interpellation.

Le Bourgmestre prend la parole :

« Le dossier Orpea a été introduit en date du 12 décembre 2016. L'enquête publique qui s'est déroulée du 19 juin au 3 juillet 2017 a suscité 97 réactions.

La commission de concertation a émis en date du 5 septembre 2017 un avis défavorable unanime sur la demande.

Depuis, nous n'avons plus eu de contact avec le demandeur de permis depuis cette date. »

Le Conseil entend l'interpellation.

Interpellatie van de heer Gerard betreffende het plan tot uitbreiding van rusthuis Orpea op het Rinsdelleplein

Mijnheer de voorzitter,

Enkele maanden geleden hebben de buurbewoners van het Rinsdelleplein zich gemobiliseerd in verband met het plan om rusthuis Orpea uit te breiden. Toen werd de stedenbouwkundige vergunning afgewezen. Kunt u de gemeenteraad informeren over het vervolg van dit dossier en kunt u in het bijzonder zeggen of Orpea aangekondigd heeft dat het een nieuwe vergunningsaanvraag wil indienen, of er initiatief genomen werd voor besprekingen en of er besprekingen in die zin aan de gang zijn met de gemeente en of de verkoop van de gebouwen/terreinen die grenzen aan Orpea afgerond werd ondanks de weigering van de eerste vergunningsaanvraag?

Dank bij voorbaat voor uw antwoorden.

Mijnheer Gérard leest zijn interpellatie.

De burgemeester neemt het woord:

“Het dossier Orpeadossier werd ingediend op 12 december 2016. Het openbaar onderzoek, dat heeft plaatsgevonden van 19 juni tot 3 juli 2017, heeft tot 97 reacties geleid.

De overlegcommissie heeft op 5 september 2017 unaniem een negatief advies gegeven over de aanvraag.

Sindsdien hebben wij geen contact meer gehad met de vergunningsaanvrager.”

De raad hoort de interpellatie.

Levée de la séance à 22:35
Opheffing van de zitting om 22:35

Le Secrétaire communal,
De gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,
De burgemeester-voorzitter,

Christian Debaty

Vincent De Wolf